

BARRICK

RAPPORT ANNUEL 2001



BARRICK

1983

Amérique du Nord



1994

Amérique du Sud

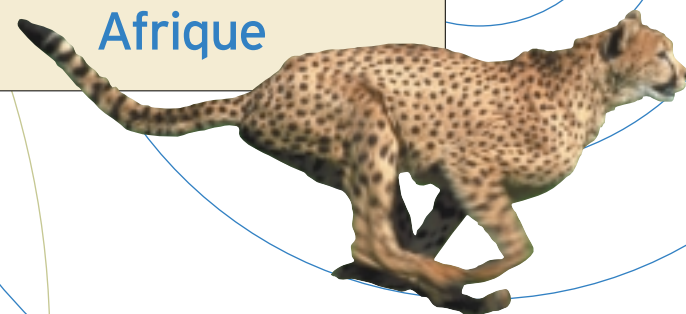


LÀ POUR RESTER



Alors que la verve entrepreneuriale a donné de l'essor à l'entreprise, la discipline financière a posé les fondations qui soutiennent la croissance rapide de Barrick... un bilan coté « A » et 2 milliards de dollars de revenus supplémentaires générés par le programme de vente à terme. Ces forces constantes motivent l'expansion de Barrick depuis ses débuts en Amérique du Nord... à ses propriétés sud-américaines au Pérou, au Chili et en Argentine... à Bulyanhulu, sa première mine en Afrique... et jusqu'en Australie : somme toute, une plate-forme mondiale en vue d'une croissance rentable.

1999
Afrique



2001
Australie



Profil

Barrick Gold Corporation est un chef de file parmi les sociétés aurifères à l'échelle internationale, possédant l'une des plus importantes capitalisations boursières du secteur. La société possède des mines en exploitation et des projets de mise en valeur aux États-Unis, au Pérou, en Tanzanie, au Chili, en Argentine, en Australie et au Canada.

Barrick a produit 6,1 millions d'onces d'or en 2001 moyennant des charges décaissées totales de 162 \$ par once. Grâce à des atouts tels que le seul bilan coté A du secteur, un portefeuille de propriétés à longue durée de vie et à faibles coûts réparties sur quatre continents, et des réserves prouvées et probables d'or de 82,3 millions d'onces, ainsi que d'importants programmes d'exploration en cours, la société est bien positionnée pour connaître une croissance.

Les actions de Barrick sont négociées sous le symbole ABX aux Bourses de Toronto, de New York, de Londres et de la Suisse, ainsi qu'à la Bourse de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

Points saillants.....	4	États financiers.....	58
Message du président du conseil.....	6	Notes afférentes aux états financiers.....	62
Lettre aux actionnaires.....	8	Conseil d'administration et dirigeants.....	94
Table des matières des données financières.....	24	Information à l'intention des actionnaires.....	96
Analyse par la direction.....	25	Renseignements sur la société.....	98

Points saillants

Événements importants

Premier trimestre

- L'accord d'exploitation conjoint avec Newmont a pris fin, ce qui a permis une plus grande souplesse au sein de la mine Betze-Post et, en particulier, une augmentation du taux d'extraction et une baisse des coûts d'extraction unitaires.
- Homestake a acquis le projet Cowal au stade avancé, en Australie.

Deuxième trimestre

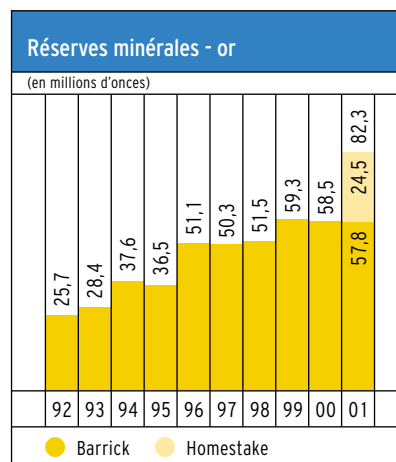
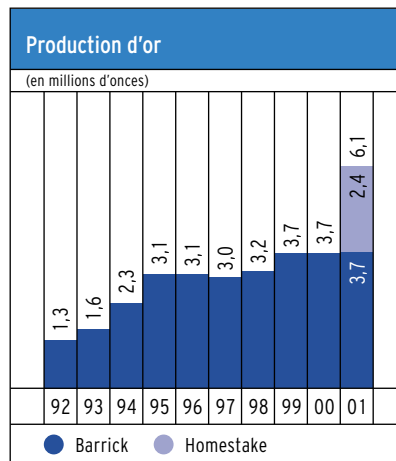
- La production a commencé à Bulyanhulu, la plus récente mine de Barrick sur un continent qui nous est tout à fait nouveau, l'Afrique.
- Annonce de la plus importante transaction dans l'histoire de la société, la fusion avec Homestake.

Troisième trimestre

- Mise en place de programmes d'intégration (trois équipes d'examen : finances et administration; exploitations; et mise en valeur de Pascua-Lama/Veladero).
- L'équipe d'examen de l'exploitation a visité les huit principales propriétés en exploitation sur quatre continents.
- La coentreprise Homestake/Barrick a annoncé des paramètres mis à jour au chapitre des immobilisations et des frais d'exploitation pour le projet de Veladero.

Quatrième trimestre

- Achèvement de Rodeo, section de la mine souterraine Meikle de Goldstrike.
- Conclusion de la fusion avec Homestake.
- Annonce d'une nouvelle structure de gestion.
- Adoption des PCGR des États-Unis pour communiquer les résultats financiers aux investisseurs.



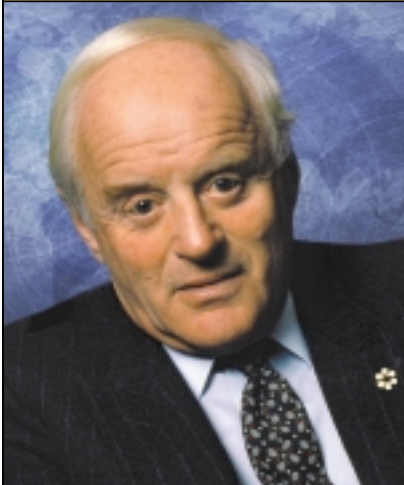
Points saillants

(selon les PCGR des États-Unis)	1999	2000	2001	Variation 2000-2001
Résultats financiers (en millions de dollars, sauf les données par action)				
Ventes d'or	2 057 \$	1 936 \$	1 989 \$	+3 %
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	244	(1 189)	96	
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	820	940	721	-23 %
Espèces et placements à court terme	766	822	733	-11 %
Capitaux propres	4 514	3 190	3 192	
Bénéfice net (perte nette) par action (dilué(e))	0,45	(2,22)	0,18	
Flux de trésorerie liés à l'exploitation par action	1,55	1,76	1,35	-23 %
Dividendes par action	0,20	0,22	0,22	
Résultats d'exploitation				
Production d'or (en milliers d'onces)	5 801	5 950	6 124	+3 %
Total des charges décaissées par once	152 \$	155 \$	162 \$	+5 %
Total des coûts de production par once	247 \$	240 \$	247 \$	+3 %
Réserves prouvées et probables (en milliers d'onces)	78 049	79 300	82 272	+4 %

Là pour rester

Certains sociétés connaissent un succès éphémère parce qu'elles se trouvent au bon endroit au bon moment. Le vrai succès durable est une autre histoire. Pour y arriver, une société doit se fixer une mission claire, cohérente et bien articulée. Chez Barrick, nous avons toujours suivi avec détermination la mission que nous avons établie à l'origine. Depuis la fondation de la société en 1983, nous nous sommes engagés à gérer Barrick comme une entreprise d'abord et ensuite comme une société minière. La stratégie de notre entreprise - notre vision - ne fait pas volte-face à la moindre tendance qui se dessine sur le marché; au contraire, le rendement financier et une approche disciplinée, ainsi que nos responsabilités relatives à la conscience sociale, ont toujours été au sommet de nos priorités. Résultat : malgré sa brève existence, Barrick dispose du bilan le plus ferme du secteur, d'importants actifs diversifiés et à faibles coûts, et, surtout, de plus vastes possibilités de croissance que celles qui s'offrent à n'importe lequel de ses pairs.

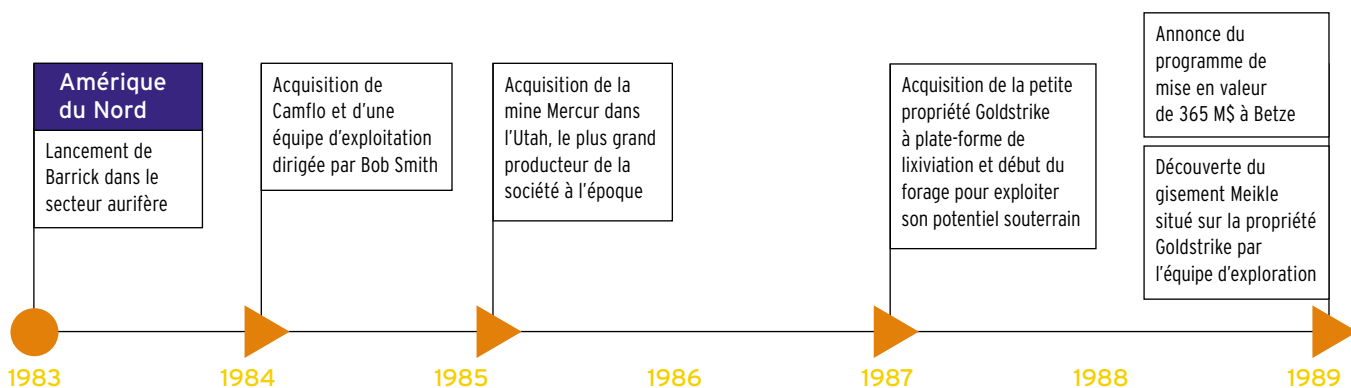
En 2001, alors que le prix moyen de l'or était à son niveau le plus bas depuis

Peter Munk, président du conseil	
	<p>NOTRE OBJECTIF NE CONSISTE PAS À ÊTRE LE PLUS GRAND PRODUCTEUR D'OR, MAIS PLUTÔT LE PRODUCTEUR D'OR LE PLUS RENTABLE - CAPABLE DE SE MESURER AUX MEILLEURES ENTREPRISES DU MONDE.</p>

1978, le bien-fondé de notre philosophie d'exploitation a été mis à l'épreuve. J'ai le plaisir d'annoncer qu'à la fin de l'exercice 2001, nous étions encore plus forts qu'auparavant. Barrick s'est servi de ses solides assises financières pour tirer parti de la faiblesse de la conjoncture dans le secteur afin d'élargir sa portée sur quatre continents au lieu de deux, et ainsi devenir une société réellement internationale. Nous avons ouvert notre première mine en Afrique et, grâce à l'acquisition de Homestake Mining Company, société établie depuis 125 ans, avons pris en main quatre mines en Australie. L'acquisition de

Homestake, l'une des sociétés productrices d'or les plus importantes et aux coûts les plus faibles du monde, nous a non seulement permis d'étendre nos activités à un nouveau continent, mais également d'accroître les réserves d'or de Barrick de 36 % et d'unifier nos propriétés de mise en valeur avoisinantes de l'Amérique latine.

Nos nombreux actionnaires de longue date se souviendront que, lorsque Barrick a commencé avec une seule mine à la propriété Goldstrike, au Nevada, notre objectif consistait à devenir l'homologue nord-américain des sociétés aurifères sud-africaines. Avec



l'évolution de la conjoncture et l'expansion de la société, nous avons étendu stratégiquement nos activités, d'abord à l'Amérique du Sud et maintenant à l'Afrique et à l'Australie. Malgré ce changement d'optique géographique, l'approche entrepreneuriale enthousiaste qui marque le succès de Barrick est restée intacte, même si nous sommes devenus l'une des sociétés aurifères les plus importantes et les plus rentables du monde. Nous continuons à évaluer les occasions avantageuses et à les saisir rapidement.

Nous avons toujours refusé de mettre en jeu la santé financière de la société en misant sur les prix d'une marchandise volatile. Les résultats de cette responsabilité financière sont évidents : exercice après exercice, notre programme de vente à terme a assuré des flux de trésorerie solides et prévisibles, a fait un apport de plus de 2 milliards de dollars en revenus supplémentaires sur une période de 14 ans, et a aidé Barrick à obtenir la seule cote de crédit A du secteur de l'extraction aurifère.

Qu'est-ce qui nous attend en 2002? D'une part, davantage de regroupements.

J'approuve cette tendance : les regroupements obligent non seulement le secteur à adopter une meilleure discipline sur le plan financier, mais ils offrent également d'énormes possibilités aux sociétés qui possèdent les ressources pour les saisir. En fin de compte, je crois que les regroupements ne laisseront place qu'à quelques sociétés dans le secteur. Mon but est d'assurer que Barrick soit l'une de ces sociétés.

Il est certain que Barrick s'accroît, mais notre objectif ne consiste pas à produire un plus grand nombre d'onces d'or que tous les autres, cette mesure est désuète et unidimensionnelle. Au contraire, nous croyons que, de nos jours, le succès découle de la gestion des risques inhérents à l'extraction d'une marchandise dont les fluctuations de prix sont imprévisibles et, ce faisant, de l'optimisation de la rentabilité et du rendement du capital investi.

Ce n'est pas par hasard que Barrick se distingue de ses pairs sur bien des points. Après tout, aujourd'hui, Barrick est le seul producteur aurifère mondial dont les fondateurs sont toujours en poste. Cela explique pourquoi cette

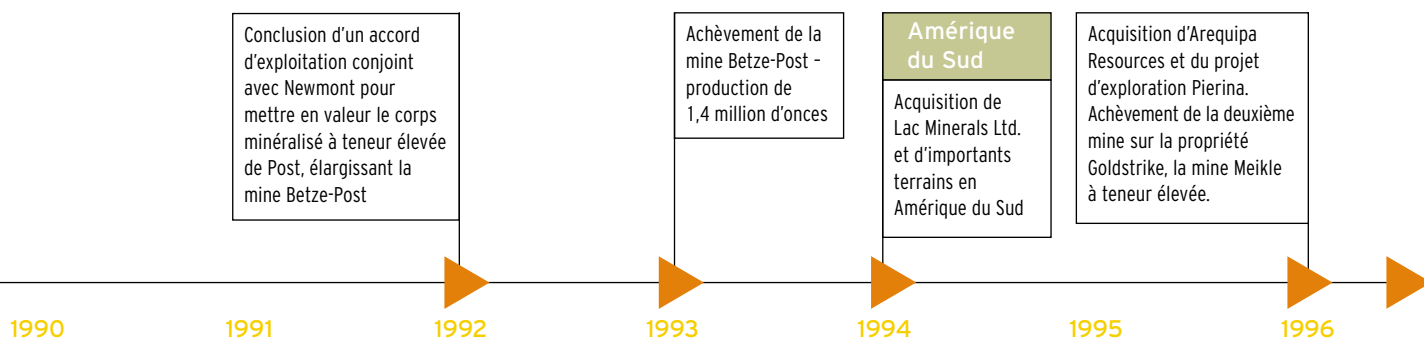
société continue à adhérer aux principes sur lesquels elle a été bâtie et à se démarquer par sa verve entrepreneuriale, sa force d'esprit et sa détermination à offrir une valeur durable à ses actionnaires. Nous recherchons toujours, avec la même intensité, des moyens de créer des rendements exceptionnels. Nous sommes fiers du fait que nous nous distinguons des autres sociétés de notre secteur.

Je vous remercie tous de votre appui continu.

Le président du conseil,



PETER MUNK
Le 8 mars 2002



Lettre aux actionnaires

L'exercice 2001 a été marqué par d'importantes initiatives pour notre société, Barrick étant passée du rang de société minière de premier plan en Amérique du Nord et du Sud à celui de société productrice véritablement internationale, possédant huit grandes exploitations minières à faibles coûts sur quatre continents. Nous avons étendu notre présence en Afrique en ouvrant notre toute dernière mine, Bulyanhulu, en avril, ainsi qu'en Australie grâce à la fusion avec Homestake. Ainsi, nous disposons aujourd'hui de plus d'options et de possibilités que jamais auparavant au cours de notre brève existence de 18 ans en vue d'atteindre une croissance rentable et des rendements solides pour nos actionnaires.

J'aimerais profiter de cette occasion pour accueillir les anciens actionnaires de Homestake au sein de Barrick et présenter à tous nos actionnaires, anciens et nouveaux, la société Barrick d'aujourd'hui, qui est à mon avis plus forte et mieux positionnée qu'elle ne l'était il y a douze mois, pour générer des bénéfices, des flux de trésorerie et un rendement des capitaux propres accrus, quel que soit le prix de l'or. Ma confiance repose sur nos points forts qui ont fait leurs preuves, à savoir notre base d'actifs,

Randall Oliphant, président et chef de la direction	
	<p>NOTRE ESPRIT D'INITIATIVE CONJUGUÉ À NOTRE SOLIDITÉ FINANCIÈRE ONT CRÉÉ CE QUI EST, À MON AVIS, LA BASE D'ACTIFS LA PLUS FORTE DU SECTEUR, ET QUI PRÉSENTE PLUS DE POSSIBILITÉS QUE JAMAIS AUPARAVANT.</p>

notre bilan et notre Programme de vente d'or à prime de qualité, ainsi que sur les possibilités qui se présentent à l'horizon.

Dans les pages qui suivent, je désire vous donner une idée des actifs dont nous disposons, des possibilités qui s'offrent à nous dans la conjoncture actuelle, et de la valeur que nous allons créer en tirant parti de ces actifs et de ces possibilités.

Par suite de la fusion avec Homestake, nous entamons l'exercice 2002 en tant que chef de file du secteur aurifère aussi bien en termes de qualité que d'envergure, ayant une capitalisation boursière de 10 milliards de dollars, plus de 700 M\$ en espèces et placements à court terme, étant pratiquement sans dette nette, et ayant le

profil de risque politique le plus faible parmi les grands producteurs. En outre, nos dépenses en immobilisations seront les plus faibles que nous ayons enregistrées en 14 ans, ce qui devrait nous permettre de générer les flux de trésorerie non affectés les plus élevés de l'histoire de la société.

Au chapitre de l'exploitation, nous nous constituons une base de réserves de longue durée de vie et à faibles coûts. En fait, nous avons porté nos réserves au chiffre record de 82 millions d'onces, après une production à faibles coûts de 6 millions d'onces en 2001. Alors que ce profil de production fait de nous l'un des plus grands producteurs d'or du monde, nous ne cherchons pas à produire le plus

1997

1998

1999

Achèvement de la mine Pierina en 31 mois à partir de la date de découverte - entrée en production en novembre

Afrique

Acquisition de Sutton Resources, y compris la propriété Bulyanhulu et le projet de nickel Kabanga, étendant la présence de Barrick à un troisième continent, l'Afrique



d'onces possible, mais plutôt les onces les plus rentables. Nos critères de succès sont des rendements financiers forts et constants.

En 2001, malgré un prix moyen de l'or à son niveau le plus bas depuis la fin des années 1970, notre bénéfice s'est élevé à 245 M\$, avant les frais de fusion et frais connexes, et à 96 M\$, après ces frais. Nos flux de trésorerie liés à l'exploitation ont atteint le chiffre de 721 M\$. Alors que notre rendement des capitaux propres, soit 8 %, est à un niveau équivalant à notre coût du capital, nous devrions faire mieux, et c'est précisément ce que nous nous efforçons de faire.

Pour 2002, nous prévoyons produire environ 5,7 millions d'onces d'or moyennant des charges décaissées totales de 167 \$ par once, soit une production légèrement inférieure à celle de 2001 à des coûts comparables, au fur et à mesure que nous continuons à fermer six de nos plus anciennes mines à coûts plus élevés. Mais si vous vous arrêtez sur 2002 et prenez ces chiffres hors contexte, vous ne comprendrez pas la valeur réelle de Barrick au cours des exercices à venir.

En termes stratégiques, 2001 a été ce que j'appelle un exercice de « positionnement ». En 2002, nous commençons à mettre à profit nos nouveaux projets

prometteurs, en Amérique du Sud, en Australie et en Afrique, et à tirer parti d'une société Barrick plus grande et plus forte en cette ère de regroupement et de rationalisation.

Ce faisant, nous chercherons à atteindre trois principaux objectifs financiers :

- accroître le bénéfice et les flux de trésorerie;
- améliorer le rendement des capitaux propres;
- maintenir un bilan solide.

Naturellement, ces objectifs reposent sur l'approche de gestion disciplinée qui nous guide et qui se manifeste dans les efforts que nous déployons pour acquérir,

Achèvement du four de grillage ultra moderne à la propriété Goldstrike, ce qui nous donne une plus grande marge de manœuvre concernant le traitement

Acquisition de Pangea Goldfields qui s'inscrit dans le programme de mise en valeur des districts de la société en Tanzanie

2000

Australie

Conclusion de la fusion avec Homestake et extension de la présence de Barrick à un quatrième continent, l'Australie

Achèvement de la construction de Rodeo à Goldstrike et de Bulyanhulu en Tanzanie

2001

« La fusion avec Homestake est ce que j'appelle une "opération à effet catalyseur", c'est-à-dire une opération qui non seulement nous apporte des actifs attrayants, mais qui augmente aussi nos options de conclure d'autres opérations qui ajouteront de la valeur supplémentaire. »

explorer, mettre en valeur et exploiter des mines aux coûts les plus bas; maintenir et améliorer le pouvoir qu'a notre Programme de vente d'or à prime de générer des revenus; et utiliser la dette avec prudence. Tout cela se traduit par la situation financière la plus forte du secteur aurifère.

GESTION DISCIPLINÉE

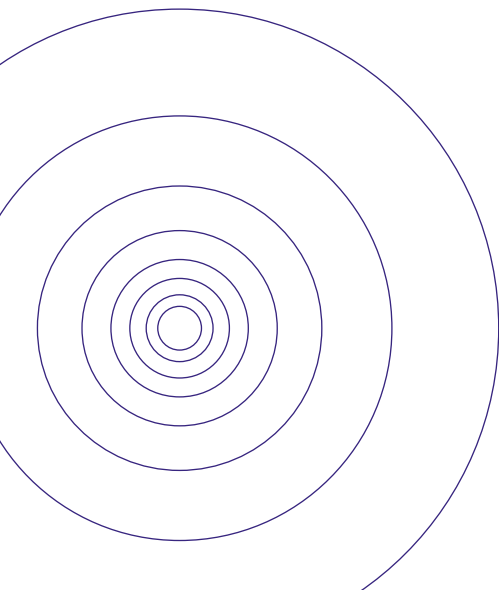
Notre Programme de vente d'or à prime a généré environ 1,7 milliard de dollars de revenus supplémentaires depuis 1996, que nous avons utilisés pour renforcer notre situation financière et étendre notre base d'actifs. Nous avons consacré 500 M\$ à l'acquisition de deux sociétés au comptant, et 1,2 milliard de dollars à la construction de Meikle, Pierina, Rodeo, Bulyanhulu et notre four de grillage de Goldstrike, et avons versé près d'un demi-milliard de dollars de dividendes. Tout cela, au cours d'une période où les prix de l'or ont baissé, passant d'environ 400 \$ l'once à 271 \$ l'once en moyenne l'exercice dernier. Il est juste d'affirmer que ce Programme a véritablement démarqué Barrick des autres sociétés.

Le Programme de vente d'or à prime est notre activité de couverture, unique en son genre, qui accroît les revenus de notre actif principal, nos réserves d'or. Ce Programme nous a permis de maximiser les rendements, ayant généré une prime sur le prix de l'or au comptant pendant 14 ans et contribué à l'obtention de notre cote de crédit « A ». Tout en maximisant les rendements, le Programme permet de réduire les risques de baisse liés à la

volatilité des prix de l'or. Nous estimons qu'étant donné les marchés sophistiqués d'aujourd'hui, la direction des sociétés ouvertes internationales doit adopter une stratégie commerciale qui tire parti de chaque possibilité qui se présente pour améliorer les rendements et réduire les risques, plutôt que de parier uniquement sur la montée du prix de l'or.

Un élément clé de cette stratégie a toujours consisté à maintenir de la souplesse. Cela nous permet d'ajuster notre Programme en fonction des conditions du marché. À la lumière de la fusion avec Homestake, du prix de l'or et des taux d'intérêt à l'heure actuelle, nous avons annoncé une modification de notre échéancier de livraisons pour qu'il reflète les conditions existantes du marché. La taille du Programme n'a pas changé et vise environ 18 millions d'onces, soit 22 % des réserves, maintenant ainsi sa capacité de générer des revenus. Mais nos échéanciers de livraisons ont été prolongés, ce qui nous permet de tirer parti de revenus plus élevés et d'une protection des prix pendant une plus longue période.

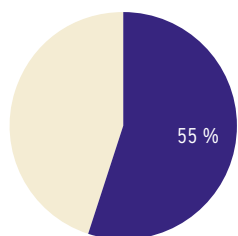
Au cours du présent exercice, Barrick vendra 50 % de sa production au prix au comptant, et le reste à 365 \$ l'once. Comme d'habitude, cela nous permettra d'établir un prix plancher minimum, qui nous garantit des bénéfices élevés et nous procure des flux de trésorerie suffisants pour couvrir nos besoins en liquidités pour l'exercice, y compris les dépenses en immobilisations et les dividendes. C'est une méthode qui nous



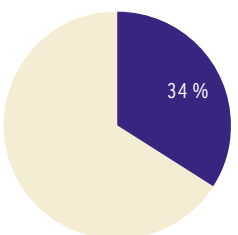
Une vision de l'avenir enracinée en Amérique du Nord

Les exploitations nord-américaines de Barrick placent la société au rang du plus grand producteur d'or du continent, contribuant plus de 3,3 millions d'onces d'or, soit 55 % de la production globale de la société en 2001, à 179 \$ par once. En 2001, Round Mountain

Contribution de l'Amérique du Nord à la production - 2001



Contribution de l'Amérique du Nord aux réserves - 2001



a obtenu des résultats records, Eskay Creek a connu son meilleur exercice sauf un, et notre propriété vedette Goldstrike, qui a produit plus de 2 millions d'onces, a connu un autre excellent exercice. L'exploration continue autour des mines existantes, le regroupement de coentreprises et l'acquisition de propriétés permettent de créer de la valeur au sein du portefeuille nord-américain de la société.



« En 2001... Barrick est passée du rang de société minière de premier plan en Amérique du Nord et du Sud à celui de société productrice véritablement internationale, possédant huit grandes exploitations minières à faibles coûts sur quatre continents. »

donne la sécurité et la prévisibilité, tout en nous assurant que, si les prix de l'or s'affermissent, les retombées en découlant devraient augmenter directement nos résultats nets.

ACTIFS ET POSSIBILITÉS

Notre esprit d'initiative conjugué à notre solidité financière ont créé ce qui est, à mon avis, la base d'actifs la plus forte du secteur, et qui présente plus de possibilités que jamais auparavant. Ailleurs dans ce rapport, vous trouverez une esquisse de nos principales propriétés dans les Amériques, en Afrique et en Australie. Ces actifs de qualité donnent à Barrick une base solide à partir de laquelle elle pourra se développer en 2002 et au-delà.

En plus des mines productrices performantes composant notre portefeuille actuel, d'importantes possibilités de croissance interne se profilent à l'horizon.

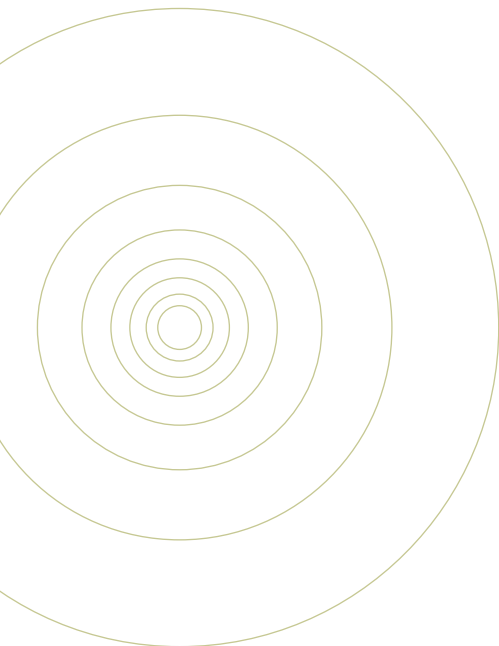
Celles-ci comprennent :

- Pascua-Lama/Veladero : Avec ses 25 millions d'onces de réserves d'or, il s'agit de la plus vaste propriété aurifère non exploitée du monde. Depuis la fusion avec Homestake, Veladero, qui était auparavant une coentreprise, est maintenant détenue en propriété exclusive par Barrick, et sa proximité avec Pascua-Lama nous permet d'adopter une approche unifiée pour la mise en valeur de ce district. En 2002, nous mettons en place un plan de phase un pour une opération de lixiviation en tas, qui sera suivie par la mise en valeur à grande échelle de Pascua-Lama au fur et à mesure

que les prix de l'or et de l'argent s'amélioreront ou que nos économies d'échelle feront baisser les coûts et amélioreront les rendements économiques. Nous pensons que ce district devrait pouvoir produire 1,5 million d'onces par an à environ 125 \$ l'once.

- Au Canada, à Eskay Creek, nous entrevoyons des possibilités importantes d'accroître à la fois notre production et nos réserves. Aux États-Unis, les travaux d'exploration à la mine Meikle, à Banshee et à la propriété Ren promettent d'apporter un nouveau souffle à la mine souterraine, offrant des perspectives de production à faibles coûts dans la région avoisinant l'infrastructure actuelle.
- Passant des Amériques à l'Afrique, à Bulyanhulu, notre programme de mise en valeur des districts se poursuivra en misant sur une production accrue ainsi que sur d'excellents résultats à plusieurs projets d'exploration dans la région. En fait, Kabanga, notre remarquable et vaste gisement de nickel (acquis avec Bulyanhulu dans le cadre de l'acquisition de Sutton) devient rapidement un important actif, et nous étudions divers moyens d'en réaliser toute la valeur.
- En Australie, l'exploration continue nous rend de plus en plus optimistes au sujet du projet Cowal de près de 3 millions d'onces de réserves.

Nous pensons aussi que 2002 pourrait être l'exercice au cours duquel notre engagement envers l'exploration préliminaire dans le cadre de notre programme de mise

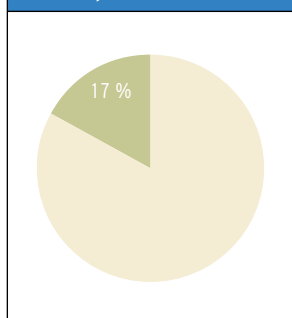


Relever les défis en Amérique du Sud

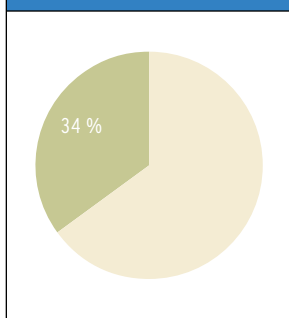
La plus importante exploitation de Barrick en Amérique du Sud, la mine Pierina au Pérou, est arrivée au deuxième rang sur le plan des flux de trésorerie, ayant produit plus de 900 000 onces d'or pour des charges décaissées de 40 \$ par once en 2001 tout en établissant des records pour la propriété. Un plan de mise en valeur est en cours pour notre projet Veladero, élément du district Pascua-Lama/Veladero qui, depuis la fusion récente avec Homestake, ne fait plus qu'un seul district de 25 millions d'onces chevauchant la frontière entre le Chili et l'Argentine. Ce district est l'un des plus grands districts aurifères non développés du monde.

La mise en valeur de Veladero et Pascua-Lama, de même que des projets d'exploration avancée au Pérou offrent à Barrick la possibilité de créer une grande valeur par l'entremise de ses propriétés sud-américaines.

Contribution de l'Amérique du Sud à la production - 2001



Contribution de l'Amérique du Sud aux réserves - 2001



« En cette période en pleine évolution, le contrôle des coûts est la seule constante. »

en valeur des districts pourrait s'avérer rentable. Au total, nous disposons de diverses possibilités de croissance interne à différents stades de mise en valeur. Elles offrent un important potentiel de croissance du bénéfice et des flux de trésorerie et d'amélioration du rendement des capitaux propres, car ces projets comportent des charges décaissées et des coûts de production totaux plus bas que notre base d'actifs actuelle.

LA VALEUR DE HOMESTAKE

Les possibilités de croissance interne dont je viens de parler ne sont qu'un exemple de la valeur que nous créons chez Barrick. La fusion avec Homestake en est un autre.

De prime abord, Homestake était un partenaire idéal sur le plan de la culture d'entreprise. En tant que société axée à la fois sur la valeur et les valeurs, Homestake partageait l'engagement de Barrick à l'égard de la conscience sociale. Nous avons le même souci de la sécurité des travailleurs, des responsabilités environnementales et de la promotion des intérêts de la collectivité partout dans le monde où nous exerçons nos activités.

À cette correspondance culturelle venait s'ajouter la compatibilité de nos actifs et de nos exploitations. Lorsque nous avons considéré Homestake, nous avons constaté qu'il serait possible d'augmenter la production de 50 %, tout en maintenant les mêmes faibles coûts, en augmentant de 35 % les actions émises, ce qui, à notre avis, entraînera une croissance de notre bénéfice et de nos flux de trésorerie par action et une amélioration de notre rendement des capitaux propres.

Remarquez que la fusion a regroupé trois actifs de classe mondiale de Barrick, à savoir Goldstrike, Pierina et Bulyanhulu, et cinq nouvelles propriétés de Homestake.

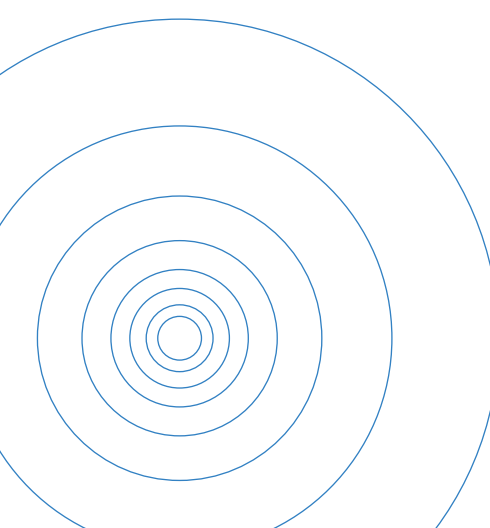
En Amérique du Nord, ces propriétés comprennent Eskay Creek, propriété de tout premier ordre en Colombie-Britannique, dont les réserves à forte teneur contiennent en moyenne plus d'une once d'or et 55 onces d'argent par tonne. Homestake a également apporté à Barrick les coentreprises Hemlo en Ontario et Round Mountain au Nevada. Toutes les deux sont de solides mines productrices à faibles coûts.

En Australie, les biens de Homestake sont composés d'un groupe de mines de qualité à faibles coûts capables de générer environ un million d'onces d'or à 186 \$ l'once : 50 % de la super mine Kalgoorlie, mine d'or la plus importante de l'Australie, et trois mines qui constituent les propriétés Yilgarn.

Sur le plan de l'administration, nous avons déjà réalisé les synergies administratives et financières estimées à l'origine, 60 M\$ d'économies après impôts étant inclus dans le plan de 2002. Nous prévoyons continuer à faire ce genre d'économies et même plus à l'avenir et nous entrevoyons d'autres avantages sur le plan de l'exploitation.

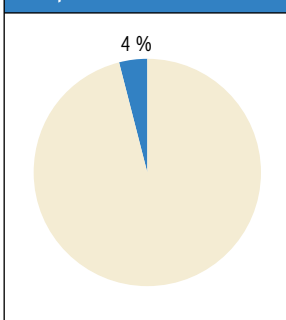
Exemple typique : En fusionnant avec Homestake, Barrick a acquis 20 millions d'onces de production future. Notre objectif est de créer environ 100 \$ de profit supplémentaire par once à partir de cette base d'actifs. Voici comment nous allons procéder :

- Sur ces 100 \$ de profit par once, un tiers proviendra d'économies sur le plan des coûts de financement et d'administration. Cela représente les synergies de 60 M\$ répartis sur une production d'un peu moins de 2 millions d'onces, soit environ 33 \$ par once.

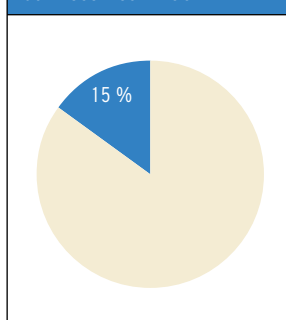


Record de vitesse en Afrique

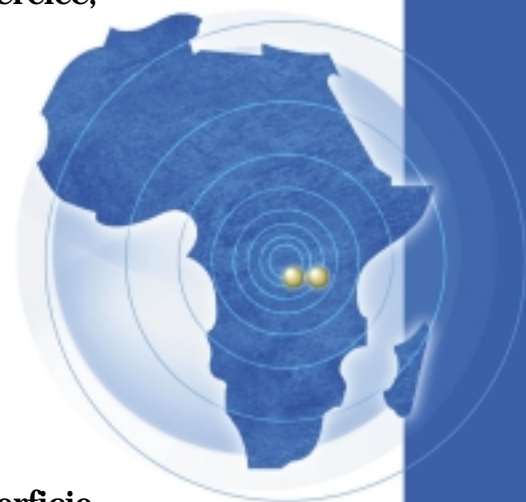
Contribution de l'Afrique
à la production - 2001



Contribution de l'Afrique
aux réserves - 2001



En Afrique, Bulyanhulu en Tanzanie est la mine la plus récente de Barrick, où les réserves d'or sont passées de 3,6 millions à 12 millions d'onces en moins de trois ans. D'avril à la fin de l'exercice, Bulyanhulu a produit plus de 240 000 onces d'or à 197 \$ par once. En outre, Barrick poursuit le plus vaste programme



d'exploration préliminaire dans l'histoire de la société en Tanzanie. En plus de Bulyanhulu, Barrick détient la plus grande superficie de terrains dans les districts aurifères du Lac Victoria, l'une des meilleures régions du monde pour les nouvelles découvertes importantes. Avec l'expansion des réserves à Bulyanhulu, un plan de mise en valeur en cours pour la propriété Tulawaka et une exploration continue dans la région, la société a de nombreuses occasions de créer de la valeur grâce à ses actifs tanzaniens.



« Une chose que nous avons à notre actif mais que vous ne trouverez pas au bilan de Barrick : la passion avec laquelle nous accomplissons notre travail. »

- Nous comptons réaliser un autre tiers de ces 100 \$ sur le plan des produits, grâce à une prime de l'ordre de 30 à 35 \$ par once sur les prix de l'or au comptant, ce qui est bien inférieur à notre moyenne historique de 68 \$ par once.
- Nous prévoyons tirer le tiers restant de synergies d'exploitation. Nous entrevoyons des possibilités d'accroître la production, de réduire les coûts, de regrouper des coentreprises, de mettre à profit notre infrastructure existante et de réaliser des économies sur le plan des dépenses en immobilisations et frais d'exploitation, en particulier au district unifié Pascua-Lama/Veladero, de manière à créer des profits supplémentaires, de l'ordre de 30 \$ par once sur la durée de vie des propriétés.

UN « EFFET CATALYSEUR »

La fusion avec Homestake est ce que j'appelle une « opération à effet catalyseur », c'est-à-dire une opération qui non seulement nous apporte des actifs attrayants, mais qui augmente aussi nos options de conclure d'autres opérations qui ajouteront de la valeur supplémentaire.

Nous étudions les possibilités suivantes :

- Regroupement de certaines des trois coentreprises dans lesquelles Homestake était engagée pour tirer parti de ce que représente un seul propriétaire/exploitant en termes de création de valeur.
- Conclusion d'opérations visant des propriétés individuelles, que nous pourrions appeler des « opérations complémentaires », comme l'acquisition de gisements ou de mines situés près de

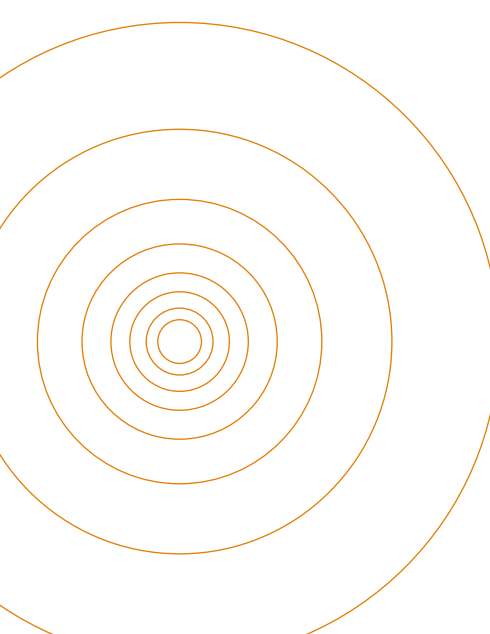
nos actifs existants. Ces opérations ajoutent de la valeur sur le plan financier grâce à la proximité de nos fortes équipes de gestion et infrastructures existantes.

- Exécution de swaps d'actifs. Comme le mentionne notre président du conseil, Peter Munk, dans sa lettre, le regroupement est une chose positive pour notre secteur. Les swaps d'actifs sont une façon de remettre les actifs entre les mains du propriétaire naturel, créant de la valeur réelle pour toutes les sociétés.
- Conclusion d'opérations plus importantes, des opérations qui peuvent être plus facilement absorbées par une société plus grande comme Barrick, étant donné la liquidité de nos actions et la solidité de notre bilan.

CONTRÔLE DES COÛTS

Maintenant, en plus des possibilités que j'ai présentées, j'aimerais souligner un objectif que partagent toutes nos propriétés. Nous sommes bien convaincus que s'il est impossible de contrôler les prix, il faut se concentrer sur ce que l'on peut contrôler. En cette époque en pleine évolution, le contrôle des coûts est la seule constante.

Le contrôle des coûts crée de la valeur. À Goldstrike, par exemple, où nous avons atteint le minerai à teneur des réserves dans le cours normal de l'extraction, la teneur du minerai que l'on traite aujourd'hui est la moitié de ce qu'elle était il y a cinq ans. Pourtant, les charges n'ont augmenté que de 8 \$ par once, étant passées de 184 \$ à 192 \$ au cours de ces cinq exercices, compte non tenu de l'augmentation des coûts d'énergie qui sont indépendants de



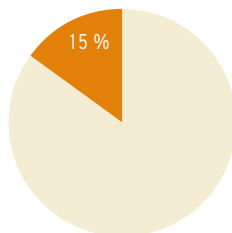
Faire le saut en Australie

En Australie, nos exploitations ont produit plus de 900 000 onces moyennant des charges décaissées de 186 \$ par once en 2001. Tout en ajoutant les actifs australiens de Homestake de Kalgoorlie et du district Yilgarn, la fusion fournit à la société un portefeuille considérable de projets d'exploration dont le plus avancé est le projet Cowal de près de 3 millions d'onces, où un plan de mise en valeur

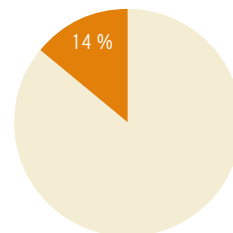
révisé est maintenant en cours. En 2002, la société s'efforcera de créer de la valeur en augmentant la production et les réserves d'actifs australiens clés et en poursuivant des programmes d'exploration préliminaire.



Contribution de l'Australie à la production - 2001



Contribution de l'Australie aux réserves - 2001



« ...nous ne cherchons pas à produire le plus d'onces possible, mais plutôt les onces les plus rentables. Nos critères de succès sont des rendements financiers forts et constants. »

la volonté d'une société. En fait, nous avons réussi à réduire nos coûts unitaires de 25 % dans l'ensemble de nos exploitations au cours des cinq derniers exercices. Et cela, on le doit à notre chef de l'exploitation, John Carrington, et à son équipe, qui sont à mon avis les directeurs de mine les plus talentueux du secteur.

Autre exemple : Dans le cadre de l'intégration de Homestake, nous avons demandé à une équipe d'évaluation de l'exploitation de visiter nos huit principales propriétés, et d'étudier les moyens d'accroître la production et de réduire les coûts. Celle-ci a découvert d'importantes possibilités et nous allons travailler avec l'équipe de direction de chaque mine pendant tout l'exercice 2002 à incorporer ces avantages dans nos plans. Nous avons par ailleurs rationalisé notre structure d'exploitation, renforcé considérablement notre équipe et créé certains nouveaux postes clés au sein de la société. Je suis persuadé que, dans chaque cas, les mesures que nous avons prises rehausseront considérablement notre capacité de réduire encore plus nos coûts unitaires.

LÀ POUR SE DÉVELOPPER

Au cours de ces quelques pages, j'ai mentionné un grand nombre des atouts dont Barrick dispose, que ce soit les revenus solides et prévisibles générés par notre Programme de vente d'or à prime, les promesses de notre portefeuille de propriétés, ou l'effet catalyseur que représente la fusion avec Homestake.

Je voudrais terminer en mentionnant une chose que nous avons à notre actif mais que vous ne trouverez pas au bilan.

J'entends, bien sûr, le niveau de conviction et d'engagement chez Barrick, la passion avec laquelle nous accomplissons notre travail. C'est cela notre atout particulier, la raison fondamentale pour laquelle Barrick est là pour rester.

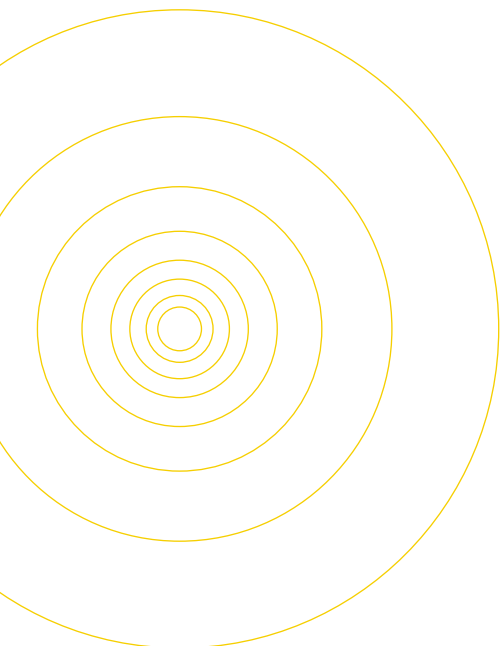
Cependant, ce qui me passionne vraiment, ce n'est pas que nous sommes là pour rester, mais que Barrick est là pour se développer, pour transformer nos actifs et les possibilités qui se présentent en valeur pour nos actionnaires.

Pour ce qui est des perspectives de 2002 et au-delà, non seulement nous avons des possibilités de croissance interne, étant donné notre bilan solide, nos flux de trésorerie réguliers et notre base d'actifs diversifiés, mais nous sommes également bien positionnés pour participer au regroupement continu du secteur, que ce soit par le biais de coentreprises, d'acquisitions de propriétés ou de sociétés. Bref, nous avons une stratégie en place qui nous procure une force considérable dans un marché en évolution, ainsi que la marge de manœuvre nécessaire pour tirer parti des possibilités qui s'offrent à nous.

Le président et chef de la direction,



RANDALL OLIPHANT
Le 8 mars 2002



Objectifs 2001 (avant la fusion)		Résultats
1 Démarrage sans heurts de Bulyanhulu et de Rodeo, qui contribueront environ 3,8 millions d'onces à la production totale.		<ul style="list-style-type: none"> Barrick et Homestake fusionnées ont produit 6,1 millions d'onces, dont 3,74 millions pour les exploitations de Barrick, ce qui est légèrement inférieur aux prévisions en raison d'une production plus faible pour El Indio.
2 Maintenir des coûts faibles de 156 \$ par once.		<ul style="list-style-type: none"> Le total des charges décaissées de Barrick et Homestake fusionnées s'est élevé à 162 \$ par once, les exploitations de Barrick totalisant 159 \$ par once, ce qui est plus élevé que prévu en raison d'une augmentation des coûts d'énergie au Nevada non prévue au budget et de coûts plus élevés à El Indio, qui a fermé en février 2002.
3 Réaliser un bénéfice de l'ordre de 0,70 \$ à 0,75 \$ par action.		<ul style="list-style-type: none"> Les paramètres de comparaison du bénéfice par rapport aux objectifs ont changé lors de la fusion avec Homestake et la conversion ultérieure aux PCGR des États-Unis aux fins de présentation de l'information financière. Le bénéfice déclaré de Barrick de 0,46 \$ par action (avant les frais liés à la fusion) traduit la fusion et la conversion aux PCGR des États-Unis. Le bénéfice de Barrick avant la fusion était plus bas que prévu (0,65 \$ par action selon les PCGR du Canada) surtout à cause des coûts d'énergie et frais d'amortissement plus élevés à Goldstrike. Le bénéfice de 2001 ne traduit pas les synergies financières de 60 M\$ après impôts devant découler de la fusion ni les améliorations sur le plan de l'exploitation.
4 Continuer les travaux en vue de l'expansion progressive de Bulyanhulu et de l'accroissement des réserves et ressources.		<ul style="list-style-type: none"> L'expansion dans la zone Est a commencé au cours du deuxième trimestre de 2001, alors que les projets d'optimisation des réserves actuelles devraient être terminés au cours du premier semestre de 2002. Les réserves se sont accrues de 20 % pour atteindre 12 millions d'onces après une production de 242 000 onces au cours de la première année de la mine.
5 Poursuivre un programme d'acquisitions discipliné.		<ul style="list-style-type: none"> Fusion avec Homestake Mining Company : annoncée en juin et conclue en décembre. Homestake apporte des réserves à faibles coûts et un bilan solide, similaires à Barrick. Annonce de synergies financières prévues de 60 M\$ annuellement. Des occasions d'accroître la production et de réduire les coûts ont été identifiées à la plupart des exploitations, ce que le groupe d'exploitation s'efforcera de réaliser en 2002-2003.
Objectifs de 2002		
1 Produire 5,7 millions d'onces d'or à des coûts de moins de 170 \$ par once.		
2 Trouver, à chacune des mines de la société, la possibilité de maximiser les contributions à l'exploitation.		
3 Faire avancer les programmes de mise en valeur aux propriétés suivantes :		
	<ul style="list-style-type: none"> • Veladero (Argentine) • Cowal (Australie) • Bulyanhulu (Tanzanie) • Tuluwaka (Tanzanie) 	
		4 Accroître les réserves des projets de mise en valeur et faire passer les projets d'exploration avancée au stade de réserves.
		5 Poursuivre un programme d'acquisitions discipliné et des opérations complémentaires, tirant parti de la présence accrue de la nouvelle société Barrick à l'échelle mondiale.

Conscience sociale

« La réputation de Barrick repose sur sa conscience sociale. C'est une carte de visite qui nous précède partout dans le monde où des occasions pourraient se présenter. »
– Peter Munk



Le mécanicien-monteur Chico Bob était le premier étudiant diplômé d'un programme d'apprentissage à la mine Eskay Creek.



Au nombre des contributions communautaires, notons l'appui aux équipes sportives de jeunes, comme l'équipe de l'Australie-Occidentale qui a remporté un titre aux jeux nationaux des étudiants aborigènes l'an dernier.

À LA FAÇON DE BARRICK

La conscience sociale commence chez soi et doit se manifester partout où nous exerçons nos activités. Pour Barrick, il ne s'agit pas d'une réflexion après coup, mais d'un principe directeur, une simple norme d'excellence que nous appliquons à chacune de nos exploitations dans le monde entier.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

D'après notre expérience, le développement communautaire s'avère plus efficace lorsqu'il est adapté aux besoins et priorités de la région tels qu'ils sont définis par les collectivités elles-mêmes. Il est nécessaire de s'impliquer sur le plan financier et humain pour apporter de vrais changements. C'est pourquoi, notre politique consiste à verser 1 % de notre bénéfice annuel avant impôts à des causes communautaires. Par exemple, le don fait par nos exploitations australiennes a permis d'envoyer l'année dernière une équipe d'étudiants aborigènes de l'Australie-Occidentale aux jeux nationaux des étudiants aborigènes où ils ont gagné le titre par équipe, ou encore l'appui que nos exploitations fournissent aux programmes de soins de santé et de la

jeunesse, aux équipes sportives et aux universités. Non seulement nous renforçons les collectivités, mais nous nous y intégrons. Il en est ainsi à Round Mountain au Nevada où les employés de la mine et leur famille s'occupent bénévolement des services locaux d'incendie et d'ambulance. Un autre exemple encore est le don fait par la mine Plutonic qui permet au Royal Flying Doctor Service (service d'ambulance aérienne) de continuer à desservir les collectivités isolées de l'intérieur de l'Australie. Et le succès qu'a connu la mine Eskay Creek, en Colombie-Britannique, est essentiellement attribuable aux relations solides établies avec tous les intervenants, y compris les collectivités locales des Tahltan.

Le modèle Goldstrike : depuis plus de dix ans, la propriété Goldstrike au Nevada, propriété vedette de Barrick, qui comprend les mines Betze-Post et Meikle, est un symbole de l'engagement de la société à l'égard du développement communautaire.

- Au cours de la dernière décennie, les exploitations de Barrick ont fait don de plus de 11 M\$ aux collectivités et œuvres de bienfaisance du Nevada.
- Goldstrike applique une politique visant à « acheter d'abord au Nevada »

«... Le fait est que la conscience sociale n'est pas une question d'altruisme : c'est synonyme de bonnes affaires. Tous les intéressés en tirent parti, aussi bien sur le plan économique que social. »

– Randall Oliphant

et dépense annuellement plus de 200 M\$ en marchandises et services obtenus auprès d'entreprises du Nevada.

- Le pouvoir d'achat de Barrick dans l'État appuie directement et indirectement plus de 14 000 emplois et apporte environ 1,5 milliard de dollars au produit annuel brut de l'État du Nevada.

En étendant notre philosophie relative aux meilleures pratiques commerciales aux interventions communautaires, nous avons appliqué le modèle Goldstrike à nos exploitations dans le monde entier. Près

de la mine Pierina au Pérou, dont la production a commencé en 1998, Barrick a financé de nouvelles installations de soins de santé, construit et réparé des routes, mis en place de nouveaux systèmes d'eau potable et d'irrigation, et fourni aux écoliers le transport ainsi que des bureaux. La société appuie également des programmes de formation dans les domaines de la rotation des cultures et de l'élevage à l'intention des agriculteurs ainsi que des programmes de formation professionnelle destinés aux entrepreneurs locaux.



Aux alentours de la mine Bulyanhulu en Tanzanie, les collectivités bénéficient de nouvelles installations de soins de santé qu'utilisent les employés et habitants de la région. Dotto Albinus, infirmier de l'équipe médicale de la clinique de la mine, traite environ 1 500 patients par mois.

À LA FAÇON DE BARRICK À BULYANHULU

Barrick assume ses responsabilités en matière de développement communautaire à chaque nouvelle mine qu'elle commence à exploiter. À la mine Bulyanhulu en Tanzanie, où la production a commencé au deuxième trimestre de 2001, Barrick a déjà fait forte impression.

Répercussions sur l'emploi

La filiale en exploitation de Barrick à Bulyanhulu emploie directement plus de 1 000 hommes et femmes sans compter 600 entrepreneurs, dont la très grande majorité provient de la collectivité tanzanienne.

Formation et développement économique

La filiale en exploitation de Barrick a investi plus de 6 M\$ dans la formation professionnelle de Tanzaniens. Cela ne consiste pas uniquement à préparer la main-d'œuvre minière, mais aussi à donner aux entrepreneurs locaux une formation à des emplois durables non associés à l'activité minière.

Infrastructure communautaire

La filiale Bulyanhulu de Barrick a construit une canalisation d'eau de 47 km, du lac Victoria à la mine, pour approvisionner en eau quelque 30 000 personnes. Elle s'est également associée à la Tanzania Electric Supply

Company (société tanzanienne de distribution d'électricité), investissant plus de 15 M\$ pour alimenter la région en électricité, et a par ailleurs investi dans l'amélioration des routes de la région.

Soins de santé

Outre la construction de nouvelles installations médicales à usage communautaire et la remise en état d'anciennes, la société, en collaboration avec un organisme africain non gouvernemental respecté, finance un programme durable de promotion de la santé, de prévention des maladies et d'amélioration de la santé communautaire.

« Notre sens des responsabilités environnementales n'est pas seulement une réflexion après coup, mais fait partie intégrante de notre approche : nous avons appliqué la philosophie de Barrick « Là pour rester » aux collectivités situées aux alentours de nos sites, pour démontrer que, chez Barrick, nous ne nous concentrons pas uniquement sur la valeur mais aussi sur les valeurs. »

– Randall Oliphant

Nous mettons l'accent sur les avantages à long terme pour la collectivité et non pas seulement pour les employés de la société. Par exemple, Barrick a construit l'école Robert M. Smith, qui porte le nom de l'ancien président de la société, pour permettre aux enfants qui habitent près de Pierina d'avoir accès à un enseignement de qualité, de l'école maternelle à l'école secondaire.

NOS EMPLOYÉS ET LEUR FAMILLE NOUS TIENNENT À CŒUR

Le programme de bourses d'études Robert M. Smith

Ce programme offre des bourses d'enseignement postsecondaire à tous les enfants des employés de Barrick. Depuis sa création en 1986, ce programme a décerné plus de 4 600 bourses d'études d'une valeur d'environ 9,6 M\$.

Logement et accession à la propriété

Convaincue que l'accession à la propriété est un élément clé de la stabilité communautaire, Barrick fournit à ses employés un appui au logement. Dans la région d'Elko, près de Goldstrike, Barrick a bâti près de 700 habitations au coût de 44 M\$, et a fourni des garanties de prêts hypothécaires pour aider un grand nombre d'employés à acheter leur première maison. À la mine Pierina, Barrick a bâti un complexe résidentiel avec commodités et installations sportives modernes pour

les familles des employés, tandis qu'à Bulyanhulu, elle construit 600 habitations pour ses employés et met à leur disposition des prêts sans intérêt en vue de l'achat.

INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES

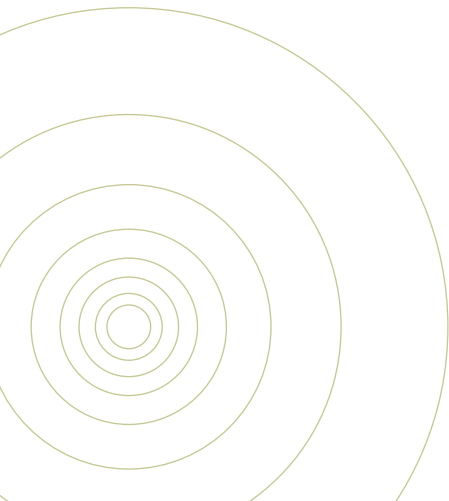
Partout où Barrick exploite des mines ou les met en valeur, elle cherche à respecter, voire à surpasser tous les règlements et directives environnementaux. Barrick a pour objectif de minimiser les effets de l'exploitation minière et de restaurer les écosystèmes naturels pour les ramener à l'état où ils se trouvaient avant la mise en valeur du projet ou les améliorer. Qu'il s'agisse du projet Cowal en Nouvelle-Galles du Sud ou de la mine Pierina au Pérou, le processus commence par une évaluation complète des incidences environnementales qui non seulement fait état des plantes, des animaux, des ressources culturelles et archéologiques locales, mais qui indique aussi la façon dont ils seront protégés et préservés pendant la durée de vie de la mine et au-delà.

Protection de la nature

Les activités de Barrick comprennent plusieurs programmes relatifs à la protection de la flore et de la faune près des sites miniers. À la mine Bulyanhulu récemment ouverte, la filiale en exploitation de Barrick a mis au point un système de gestion environnementale et



Grâce à l'école Robert M. Smith que Barrick a construite pour desservir les collectivités proches de la mine Pierina au Pérou, les enfants reçoivent une éducation dans leur quartier.



a commencé à sensibiliser les employés à l'environnement. Barrick a établi une pépinière sur le site pour la culture d'arbres indigènes en vue de l'aménagement paysager et de la restauration de la végétation.

Régénération

Dans la mesure du possible, Barrick procède à la régénération tout en exploitant ses mines, et continue après la fermeture de la mine. La restauration du site consiste à réaménager le terrain, à remplacer la couche arable et à ensemercer pour restaurer la flore naturelle.

Gestion de l'eau

Barrick respecte des normes élevées pour ce qui est du maintien de la qualité de l'eau qu'elle utilise et qu'elle rejette dans l'environnement. Les mesures relatives au gaspillage et à la conservation de l'eau, qui ont été prises à Bulyanhulu, soutiennent la politique de « tolérance zéro aux rejets d'effluents » de la propriété et permettent de réduire la consommation d'eau de moitié pour certains procédés.

Conservation de la culture

Barrick contribue également à la protection des ressources culturelles et archéologiques. À la propriété Goldstrike, elle a achevé une enquête archéologique sur le terrain de trois ans dont le coût s'est élevé à 2,5 M\$, sur des sites pouvant contenir des ressources culturelles, afin de les identifier et de les protéger. À la mine Pierina au Pérou, le personnel chargé de l'environnement a découvert et protégé des objets culturels, dont des poteries à usage rituel remontant à 300 ans après J.-C.

Prix en matière d'environnement

Barrick et Homestake ont toutes les deux à leur actif d'importantes réalisations en matière d'environnement et comptent au total plus de 50 prix et mentions élogieuses au chapitre de l'environnement, dont le prestigieux prix américain President's Council for Environmental Quality. Les prix obtenus récemment sont les suivants :

- Prix Golden Gecko 2001 décerné aux exploitations australiennes par le gouvernement de l'Australie-Occidentale pour l'excellence en matière d'environnement dans l'industrie primaire, plus un certificat du mérite décerné à la mine Plutonic pour l'excellence de sa gestion environnementale.
- Prix d'excellence en régénération minière 2001, décerné par les départements de l'environnement et de la faune de l'État du Nevada à la mine Bullfrog pour l'aménagement des sols après la fermeture d'une mine.
- Prix d'excellence en matière de régénération minière 2001, décerné au site minier Manhattan de Round Mountain pour le réaménagement des sols et la revégétation.
- Prix d'excellence en matière de régénération minière 2000, décerné à Goldstrike par le Nevada Division of Minerals pour un concept novateur de régénération.

Nous croyons que la conscience sociale est beaucoup plus qu'une question d'altruisme. Dans un milieu international où la réputation d'une société la précède, la conscience sociale est un gage de bonnes affaires qui sert à ouvrir des portes pour certaines sociétés alors qu'elles restent fermées pour d'autres.



Le personnel chargé de l'environnement à la mine Pierina au Pérou vérifie la qualité et le débit de l'écoulement direct. Grâce à un contrôle minutieux, nous atteignons les normes les plus élevées pour ce qui est de l'eau de surface et de l'eau souterraine.



La régénération s'effectue en même temps que l'extraction minière. À la mine Betze-Post, au Nevada, Kevin Kinsella, ingénieur en environnement, examine la croissance de plantes indigènes qui ont été semées sur du terrain régénéré et réaménagé pour s'intégrer plus naturellement au paysage avoisinant.

TABLE DES MATIÈRES

Analyse par la direction	25	Informations supplémentaires	92
Responsabilité de la direction.....	57	Régie d'entreprise et comités du conseil	93
Rapport des vérificateurs	57	Conseil d'administration et dirigeants	94
États financiers	58	Information à l'intention des actionnaires.....	96
Notes afférentes aux états financiers	62	Renseignements sur la société	98
Réserves minérales et ressources minérales - or	88		

Amérique du Nord

Amérique du Sud

Afrique

Australie

Analyse par la direction des résultats financiers et d'exploitation

Nos objectifs financiers sont de créer de la valeur en maximisant notre bénéfice et nos flux de trésorerie par action ainsi que le rendement des capitaux propres tout en maintenant un bilan solide. Nous avons recours à quatre stratégies d'exploitation pour réaliser nos objectifs : accroître la production et les réserves grâce à la croissance interne et à des acquisitions sélectives; réduire les coûts unitaires afin d'améliorer la contribution des activités d'exploitation; et augmenter nos produits grâce à notre Programme de vente d'or à prime.

Une analyse des facteurs ayant contribué aux résultats d'exploitation est présentée ci-dessous. Les états financiers consolidés et les notes y afférentes ci-joints, qui sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »), ainsi que l'information suivante, visent à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de nos activités, mais ne devraient pas être la seule base d'évaluation de nos résultats futurs.

VUE D'ENSEMBLE

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2001, nous avons produit 6,1 millions d'onces d'or moyennant des charges décaissées totales de 162 \$¹⁾ par once, comparativement à 5,95 millions d'onces d'or à 155 \$ par once en 2000, les mines de la société Homestake Mining Company (« Homestake ») acquise récemment ayant fait un apport de 2,4 millions d'onces moyennant des charges décaissées de 167 \$ par once au total de 2001. Nous avons bénéficié d'une production record et de coûts les plus bas jamais enregistrés à Pierina, Round Mountain et aux exploitations de Yilgarn, de fortes contributions de Goldstrike et Eskay Creek, ainsi que de la production initiale de notre mine la plus récente, Bulyanhulu en Tanzanie. Le bénéfice net, avant les frais uniques liés à la fusion¹⁾ (117 M\$) et une charge pour litiges (59 M\$) enregistrée à l'égard d'un jugement défavorable rendu dans un litige intenté il y a plusieurs années contre Homestake, s'est élevé à 245 M\$ (0,46 \$ par action), comparativement à un bénéfice de 168 M\$ (0,32 \$ par action), avant une provision pour propriétés minières en 2000. Après les frais liés à la fusion et la provision pour propriétés minières, le bénéfice net s'est élevé à 96 M\$ (0,18 \$ par action), comparativement à une perte de 1 189 M\$ (2,22 \$ par action) en 2000. Les flux de trésorerie liés à l'exploitation se sont élevés à 721 M\$ (1,35 \$ par action) en 2001 contre 940 M\$ (1,76 \$ par action) en 2000.

1. Se reporter aux pages 55 et 56 pour l'explication des mesures du rendement autres que les PCGR.

Analyse par la direction (suite)

Le 14 décembre 2001, nous avons conclu la fusion avec Homestake, société aurifère internationale ayant des mines en exploitation aux États-Unis, au Canada, au Chili et en Australie. Notre société devrait être l'un des plus grands producteurs d'or du monde ayant des coûts parmi les plus bas des grands producteurs et le bilan le plus solide du secteur. Nous avons émis environ 140 millions d'actions pour acquérir Homestake, d'une valeur totale de 2,3 milliards de dollars.

La fusion a été comptabilisée comme une acquisition selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, et comme une fusion d'intérêts communs selon les PCGR des États-Unis. Après la fusion, des états financiers consolidés ont été dressés selon les PCGR des États-Unis à des fins de communication avec les actionnaires et de dépôt auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières. Par conséquent, des états financiers pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2001 ont été préparés selon les PCGR des États-Unis, présentant le bénéfice, les flux de trésorerie et la situation financière de toutes les périodes antérieures comme si les deux sociétés avaient toujours été regroupées. Toutes les informations relatives à la production, à l'exploitation et à la situation financière mentionnées ci-dessous reflètent ce retraitement.

L'équipe d'intégration financière et administrative a estimé que les économies annuelles liées à la fusion devraient s'élever à 60 M\$ en 2002, soit 27 M\$ en administration, 13 M\$ en exploration et 20 M\$ en impôts, et nous prévoyons d'autres économies de coûts en 2003 et 2004. Une seconde équipe d'intégration, axée sur l'exploitation, a entrepris une évaluation complète des possibilités d'augmenter la production et de réduire les coûts aux propriétés de la société regroupée sur les quatre continents. Certaines des possibilités qui ont été identifiées lors de cette évaluation se reflètent dans les plans d'exploitation des mines de 2002, alors que la direction des mines envisage de mettre d'autres en application au cours du présent exercice et de l'exercice suivant. Une troisième équipe d'intégration, chargée d'examiner les possibilités de mise en valeur, évalue les synergies pouvant être réalisées aux propriétés Pascua-Lama/Veladero en tant que district minier unifié, l'accent étant placé sur une mise en valeur plus rapide et sur la réduction des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation.

Résultats globaux			
(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	5 950	6 124	5 684
Ventes d'or par once	334 \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	143 \$	158 \$	175 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	14	7	1
Crédits relatifs aux sous-produits	(11)	(10)	(15)
Charges d'exploitation décaissées par once	146	155	161
Redevances	8	6	6
Impôts sur la production	1	1	-
Total des charges décaissées par once	155	162	167
Amortissement	79	76	83
Régénération	5	9	4
Total des coûts de production par once	239 \$	247 \$	254 \$
Marge de trésorerie par once	179 \$	155 \$	153 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	710 \$	586 \$	351 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	79,3	82,3	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.

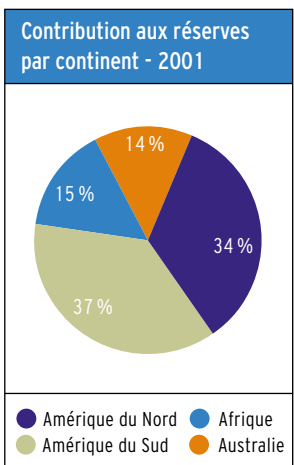
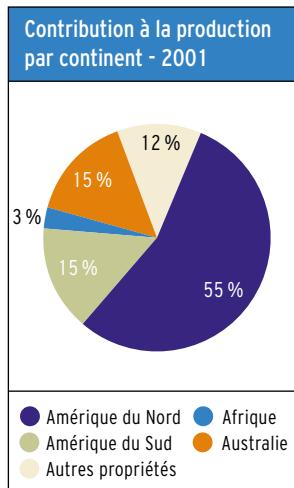
VENTES D'OR

Les produits pour 2001 ont atteint 1 989 M\$ sur des ventes d'or de 6,3 millions d'onces, comparativement à 1 936 M\$ sur des ventes d'or de 5,8 millions d'onces en 2000. Les ventes d'or dépassant de 154 000 onces la production de 2001 représentent l'incidence des onces produites en 2000 mais pas vendues avant 2001. Les produits plus élevés résultent d'une augmentation de 8 % des ventes d'or, compensées en partie par une baisse de 17 \$ par once, soit de 5 %, du prix moyen obtenu. Pour l'exercice, nous avons réalisé une prime de 70 \$ par once sur le prix moyen au comptant de 271 \$ sur la tranche de 61 % de la production livrée en vertu de notre Programme de vente d'or à prime. Cela se compare à un prix obtenu de 360 \$ en 2000 et à une prime de 84 \$ sur la tranche de 63 % de la production livrée en vertu du programme au cours de l'exercice. Le reste des onces

vendues, essentiellement la production de Homestake, a été vendu à un prix moyen de 277 \$ l'once en 2001. Dans l'ensemble, nous avons obtenu un prix moyen de 317 \$ l'once, soit un prix supérieur de 46 \$ au prix au comptant moyen pour l'exercice, générant 289 M\$ de produits additionnels. La baisse de notre prix moyen obtenu s'explique par les prix de l'or au comptant plus faibles, ce prix étant passé de près de 400 \$ l'once vers le milieu des années 1990 à un prix moyen de 271 \$ en 2001, soit le prix le plus faible en 22 ans. Cette chute des prix a eu une incidence sur les prix qu'il est possible d'obtenir en vertu de nos contrats de vente à terme.

La production d'or future engagée en vertu des contrats de vente au comptant reportée dans le cadre de notre Programme de vente d'or à prime s'est élevée à 18,2 millions d'onces d'or au 31 décembre 2001. Cela représente environ 22 % des réserves

Analyse par la direction (suite)



prouvées et probables, qu'il sera possible de livrer au cours des 15 prochaines années à un prix moyen de 345 \$ l'once aux dates de livraison prévues. Une tranche de 50 % de la production prévue en 2002 est engagée à un prix moyen de 365 \$ l'once. Le reste de la production de 2002 devrait être vendu aux prix de l'or au comptant en cours. Si les prix de l'or, les taux d'intérêt et les taux de location demeurent aux niveaux actuels (prix de l'or au comptant de 290 \$), notre prix de l'or obtenu devrait être de l'ordre de 330 à 340 \$ l'once à plus long terme.

En raison de la fusion avec Homestake, des prix actuels et de la solidité financière générale de la société, nous avons réévalué les principes sous-tendant notre Programme de vente d'or à prime. Alors que nous avons présentement maintenu le nombre d'onces du Programme à environ 18 millions d'onces, soit 22 % des réserves, nous ajusterons notre calendrier de livraison. Alors qu'en 2001, à la suite de la fusion avec Homestake, nous avons livré 61 % de notre production combinée en vertu du Programme de vente d'or à prime, nous nous attendons à livrer en vertu du Programme 50 % de la production au cours des exercices à venir.

Cette modification de notre calendrier de livraison correspond à une modification des objectifs stratégiques de notre programme de couverture. Barrick a commencé à recourir aux opérations de couverture il y a 14 ans pour deux raisons. Tout d'abord, la conjoncture permettait aux producteurs de s'assurer des prix plus élevés et de réduire les risques en empruntant de l'or aux banques centrales. Deuxièmement, lorsque nous avons établi notre programme de vente à terme en 1987, nous étions un producteur plus petit et à coûts plus élevés, qui se lançait dans ce qui était à l'époque l'un des plus importants projets de mise en valeur dans l'histoire du secteur aurifère : la propriété Goldstrike.

Maintenant que la mise en valeur initiale de Goldstrike et que d'autres projets d'immobilisations sont terminés, nous pouvons modifier notre Programme pour répondre à nos besoins actuels. Notre objectif pour l'avenir est d'établir un prix plancher minimum pour nous assurer des flux de trésorerie suffisants pour couvrir nos besoins en liquidités pour l'exercice, y compris les dépenses en immobilisations. En plus de notre production à faibles coûts, notre nouvelle approche à l'égard des ventes à terme nous donne la sécurité et la prévisibilité, ainsi que des avantages qui, si les prix de l'or s'affermissent, devraient améliorer directement nos résultats nets.

Revue de l'exploitation par régions géographiques

Amérique
du Nord

Amérique
du Sud

Afrique

Australie

Pour l'exercice 2001, le total des charges d'exploitation, incluant les frais de régénération, s'est établi à 1 080 M\$ comparativement à 950 M\$ l'exercice précédent. Le total des charges décaissées par once pour l'exercice s'est élevé à 162 \$, comparativement à 155 \$ par once en 2000. Vu la faiblesse continue du prix de l'or, toutes nos mines ont mis l'accent sur la réduction des coûts sur lesquels elles pouvaient avoir une incidence à l'échelle de leur exploitation, dont les coûts unitaires d'extraction, de traitement et d'administration par tonne. En même temps, la hausse des coûts d'énergie, les teneurs plus faibles à Goldstrike et les taux de récupération plus faibles pendant le démarrage de la mine Bulyanhulu ont entraîné des charges décaissées

par once plus élevées que celles de l'exercice précédent. Nos autres propriétés comprennent sept mines, dont six se trouvent à diverses étapes de fermeture. La fermeture de l'une d'entre elles (Homestake) a eu lieu en 2001, la fermeture de cinq autres étant prévue pour 2002 (El Indio, Bousquet, McLaughlin, Ruby Hill et Agua de la Falda). Étant donné la fermeture des six mines et le fait que plusieurs nouveaux projets ne feront probablement aucune contribution à la production avant la fin de 2004, nous prévoyons une légère baisse de production en 2003, compte non tenu d'ajouts possibles à la production par suite d'une opération portant sur une propriété ou une société.

Amérique du Nord

En 2001, nos exploitations nord-américaines ont produit 3 348 013 onces d'or, soit 55 % de la production totale de la société, les charges décaissées moyennes s'établissant à 179 \$ par once, comparativement à 3 424 853 onces d'or à des charges décaissées de 157 \$ par once en 2000. Round Mountain (Nevada) a enregistré des résultats records, tandis que Eskay Creek (Colombie-Britannique) a obtenu ses meilleurs résultats, à une exception près, depuis l'ouverture de la mine. Les résultats de la propriété Goldstrike ont encore été solides,

malgré la hausse des coûts d'énergie et les teneurs plus faibles du minerai traité.

PROPRIÉTÉ GOLDSTRIKE (NEVADA)

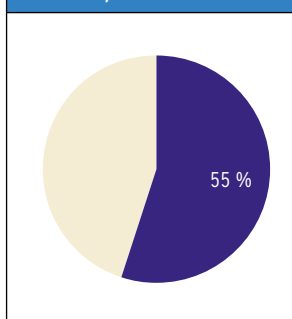
La propriété Goldstrike a produit 2 262 663 onces d'or en 2001, une baisse de 8 % par rapport à sa production record de 2000. La baisse de production était, en grande partie, attribuable à la réduction prévue de 22 % de la teneur du minerai traité et à des taux de récupération légèrement inférieurs, compensés partiellement par un débit plus élevé des

PROPRIÉTÉS NORD-AMÉRICAINES

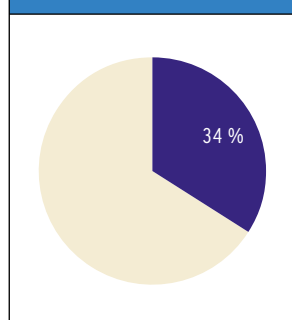
Goldstrike (Nevada)
Betze-Post
Meikle
Round Mountain (Nevada)
Eskay Creek (Colombie-Britannique)
Hemlo (Ontario)
Holt-McDermott (Ontario)

Analyse par la direction (suite)

Contribution de l'Amérique du Nord à la production - 2001



Contribution de l'Amérique du Nord aux réserves - 2001



Résultats - Amérique du Nord

(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	3 425	3 348	3 223
Ventes d'or par once	334 \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	126 \$	162 \$	199 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	30	18	(3)
Crédits relatifs aux sous-produits	(11)	(10)	(20)
Charges d'exploitation décaissées par once	145	170	176
Redevances	11	8	7
Impôts sur la production	1	1	1
Total des charges décaissées par once	157	179	184
Amortissement	60	60	74
Régénération	3	5	5
Total des coûts de production par once	220 \$	244 \$	263 \$
Marge de trésorerie par once	177 \$	138 \$	136 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	296 \$	289 \$	184 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	32,0	27,2	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.

installations de traitement suite à l'installation d'un nouveau broyeur à billes dans l'autoclave. En 2001, le total des charges décaissées, s'établissant à 193 \$ par once, a augmenté comparativement à celui de l'exercice précédent qui était de 169 \$ par once; cette hausse est attribuable, en grande partie, à la teneur plus faible du minerai traité et à une augmentation des coûts d'énergie de 8 \$ par once.

En 2002, le minerai traité à la propriété Goldstrike est essentiellement passé à la teneur des réserves, et le débit sera augmenté pour maintenir son niveau de production de 2 millions d'onces. La propriété devrait produire 2,1 millions d'onces d'or en 2002, soit une baisse de 7 % par rapport à 2001, alors que le total des charges décaissées devrait augmenter de 6 % pour passer à 205 \$ par once. Grâce à des améliorations de la productivité, qui devraient faire baisser les coûts unitaires d'extraction, de traitement et

d'administration, la propriété prévoit pouvoir compenser en partie la réduction prévue de 15 % des teneurs du minerai traité. La propriété prévoit également dans son budget une augmentation des coûts d'énergie, la troisième au cours des deux derniers exercices, laquelle s'élève à 10 M\$, soit 5 \$ par once en 2002. Les coûts d'énergie ont augmenté dans l'ensemble de 27 M\$, soit 13 \$ par once depuis que la crise de l'énergie s'est déclenchée dans l'Ouest des États-Unis. Nous prévoyons une baisse des coûts de l'énergie au cours des prochains exercices vu que la crise s'estompe.

MINE BETZE-POST

La mine Betze-Post a produit 1 549 975 onces d'or au cours de l'exercice, soit 6 % de moins que l'exercice précédent, étant donné que l'extraction de minerai à teneur élevée dans la section du 7th West Layback a pris fin au deuxième trimestre de 2001. Le total des

charges décaissées s'est élevé à 215 \$ par once, comparativement à 195 \$ en 2000. Les taux de récupération ont subi une baisse de 2,4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison du traitement d'une quantité importante de minerai de transition (1,5 million de tonnes) essentiellement au troisième trimestre. Les taux de récupération de la mine devraient baisser d'environ 80 % sur les 2 millions de tonnes de minerai de transition qu'on prévoit rencontrer au cours des deux prochains exercices. Les réserves d'or prouvées et probables ont baissé, passant de 18 millions d'onces en 2000 à 16,4 millions d'onces, en raison de la production de l'exercice. Aucun programme d'exploration actif n'est mené autour de la carrière de la mine, l'accent étant mis sur des cibles souterraines à teneur élevée sur la propriété.

La mine devrait produire 1,4 million d'onces d'or environ en 2002, le total des charges décaissées devant être de 220 \$ par once. La baisse de la production et la hausse des coûts s'expliquent par une diminution de 20 % de la teneur du minerai traité, compensée en partie par des coûts d'extraction unitaires plus faibles, la distance de transport se raccourcissant à mesure que le remblayage de la partie est de la carrière se poursuit.

MINE MEIKLE

La mine Meikle a produit 712 688 onces d'or au cours de l'exercice, soit 7 % de plus que prévu, comparativement à une production de 805 718 onces en 2000. Le total des charges décaissées s'est élevé à 147 \$ par once, comparativement à 117 \$ par once en 2000, la hausse des coûts étant attribuable à l'extraction, comme prévu, de minerai à teneur plus faible à la mine Meikle, à une quantité accrue de minerai de mise en valeur à faible teneur et à une augmentation des frais de formation. En 2001, les tonnes extraites ont dépassé les prévisions de 13 % suite à une augmentation du minerai de mise en

valeur de Griffin et à l'accès au minerai de mise en valeur du gisement Rodeo qui a eu lieu plus tôt que prévu.

Les réserves prouvées et probables ont baissé, passant de 6,5 millions d'onces en 2000 à 3,9 millions d'onces, en raison de la production de l'exercice, du reclassement de certaines onces comme ressources et du retrait d'autres onces. Nous calculons les réserves attentivement, mais ces calculs demeurent des estimations de par leur nature. Notre expérience en matière d'extraction, l'exercice dernier, nous a amenés à réévaluer les hypothèses que nous avions utilisées pour estimer les réserves de la mine. Par conséquent, nous avons reclassé comme ressources 745 000 onces d'or qui figuraient dans les réserves. Nous sommes convaincus que ce nombre d'onces pourra être ajouté aux réserves à la suite des forages intercalaires des travaux de la mine d'exploration qui se poursuivent. De plus, étant donné qu'il nous est impossible de procéder à une extraction économique dans certaines parties plus petites et plus difficiles à atteindre de la masse minéralisée, nous avons retiré 945 000 onces des réserves. Ces reclassements de réserves ne réduisent nullement la possibilité d'ajouter des onces dans la partie souterraine de la mine où les perspectives sont bonnes. Notre programme d'exploration de 2001 a permis d'identifier de nouvelles cibles profondes dans des régions où nous n'avions pas encore effectué de forage; le forage entrepris dans certaines d'entre elles a donné de bons résultats, en particulier juste au nord de la mine Meikle dans la zone Banshee.





En 2002, la production devrait atteindre 700 000 onces et le total des charges décaissées devrait être de 173 \$ par once, les coûts plus élevés découlant d'une baisse de 14 % de la teneur du minerai traité, d'une augmentation de 18 % du nombre de tonnes de minerai traité et d'une hausse des coûts d'extraction.

Analyse par la direction (suite)

ROUND MOUNTAIN (NEVADA)

La coentreprise Round Mountain qui a contribué une production record de 373 475 onces d'or à notre compte de 50 % en 2001, le total des charges décaissées étant de 187 \$ par once, comparativement à 243 734 onces d'or et un

total des charges décaissées de 202 \$ par once en 2000. Cette production record et ces coûts plus bas sont attribuables à des teneurs en or plus élevées du minerai traité dans le broyeur ainsi qu'à la plate-forme de lixiviation. En outre, la plate-forme de lixiviation du

Mine	Exercice	Production (en milliers d'onces)	Total des charges décaissées (\$ US par once)	Total des coûts de production (\$ US par once)	Dépenses en immobilisations (en millions de \$ US)	Réserves minérales (en milliers d'onces)
 Betze Post	2002E	1 400	220	270	129	-
	2001	1 550	215	267	161	16 433
	2000	1 646	195	247	196	18 000
 Meikle	2002E	700	173	308	29	-
	2001	713	147	221	90	3 946
	2000	806	117	181	80	6 451
Goldstrike Total	2002E	2 100	205	283	158	-
	2001	2 263	193	253	251	20 379
	2000	2 452	169	225	276	24 451
 Round Mountain*	2002E	363	198	263	7	-
	2001	373	187	249	15	2 245
	2000	244	202	272	3	2 609
 Eskay Creek	2002E	366	51	176	5	-
	2001	321	49	176	10	1 775
	2000	333	19	146	6	2 118
 Hemlo*	2002E	304	192	232	8	-
	2001	307	196	232	6	2 517
	2000	305	190	225	5	2 397
 Holt-McDermott	2002E	90	148	259	6	-
	2001	84	165	258	7	293
	2000	91	148	254	6	406

* Part de Barrick

minerai tout venant a contribué 5 % de plus d'or qu'en 2000. Les réserves prouvées et probables ont baissé, passant de 2,6 millions à 2,2 millions d'onces, étant donné que seule une petite partie de la production a été remplacée pendant l'exercice.

Pour 2002, la mine devrait contribuer 363 000 onces d'or à notre compte, le total des charges décaissées devant s'élever à 198 \$ par once. La légère baisse de production et les coûts plus élevés s'expliquent essentiellement par la diminution de la production de la plate-forme de lixiviation du minerai tout venant, qui compte pour environ la moitié de la production de la mine. La mine prévoit poursuivre un programme d'exploration de 2,5 M\$ à la cible Gold Hill où des forages très espacés ont permis d'identifier des zones prometteuses en 2000.

ESKAY CREEK (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

En 2001, Eskay Creek a produit 320 784 onces d'or et 15,5 millions d'onces d'argent, le total des charges décaissées s'établissant à 49 \$ par once d'or. Ces faibles charges décaissées sont attribuables à la richesse de la masse minéralisée. L'exercice 2001 a été le meilleur exercice sauf un pour la mine depuis son ouverture il y a sept ans. L'amélioration de la productivité souterraine, les achats de nouveau matériel et l'assouplissement des contraintes relatives aux mélanges de minerai, qui ont une incidence sur l'ordonnement de la production, ont entraîné une amélioration de 8 % du nombre de tonnes extraites en 2001. Les taux d'extraction et de traitement d'Eskay Creek devraient augmenter de 12 % encore en 2002, grâce à l'incidence pendant un exercice complet des changements apportés à l'exploitation au deuxième semestre de 2001. Les réserves prouvées et probables ont diminué, passant de 2,1 millions à 1,8 million d'onces en raison de la production de l'exercice.

L'exploration en avalpendage devrait commencer au deuxième semestre de 2002.

En 2002, la production devrait atteindre 366 000 onces d'or et 16 millions d'onces d'argent, et le total des charges décaissées s'élever à 51 \$ par once, malgré une légère baisse des teneurs en or et en argent. La mine prévoit entamer un programme d'exploration étendu en 2002 pour donner suite aux résultats encourageants du forage qui a eu lieu au quatrième trimestre de 2001.

HEMLO (ONTARIO)

Helmo est une coentreprise entre les mines souterraines David Bell et Williams et la carrière à ciel ouvert Williams, dans laquelle nous possédons une participation de 50 %. En 2001, Helmo a produit 307 514 onces pour notre compte, le total des charges décaissées s'élevant à 196 \$ par once. En 2000, la coentreprise a fait un apport de 304 882 onces d'or à notre compte, le total des charges décaissées étant de 190 \$ par once. Les coûts plus faibles de 2000 étaient attribuables au traitement d'un plus petit nombre de tonnes de minerai à teneur plus élevée pour produire essentiellement le même nombre d'onces qu'en 2001. La production accrue de la carrière Williams a également contribué aux excellents résultats de Helmo. En 2001, l'exploration a ajouté 900 000 onces, avant la production (450 000 onces à notre compte), aux réserves prouvées et probables, en grande partie en raison de l'expansion des réserves de la carrière Williams.

Pour 2002, la production pour notre compte devrait totaliser 304 000 onces d'or, le total des charges décaissées s'élevant à 192 \$ par once. Les charges décaissées plus faibles s'expliquent par l'amélioration des taux de récupération et du débit du nouveau broyeur qui a été achevé au premier trimestre de 2002, compensant une légère baisse des teneurs traitées et les coûts d'exploitation supplémentaires liés au nouveau broyeur.

Amérique du Sud

PROPRIÉTÉS SUD-AMÉRICAINES

Pierina, Pérou
Pascua-Lama, Chili
Veladero, Argentine

Nos exploitations sud-américaines comprennent notre meilleur générateur de flux de trésorerie sauf un, la mine Pierina à faibles coûts qui, en 2001, a établi des records en termes de production et de coûts, et notre plus important projet de mise en valeur, le district Pascua-Lama et Veladero, qui chevauche la frontière entre le Chili et l'Argentine. Nous avons également d'importants programmes d'exploration au Pérou et, à un moindre degré, au Chili et en Argentine, où nous pensons que les possibilités de découverte d'importants gisements d'or sont bonnes.

PROPRIÉTÉ PIERINA (PÉROU)

Au cours de l'exercice 2001, la mine Pierina a enregistré une production record de 911 076 onces d'or, aux coûts les plus bas de son histoire, soit 40 \$ par once. En 2000, la production totale de Pierina a été de 821 614 onces moyennant des charges décaissées totales de 43 \$ par once. Les charges d'exploitation unitaires, particulièrement les frais d'administration, les coûts de la main-d'œuvre et les coûts liés aux réactifs, continuent à diminuer par rapport aux estimations antérieures sur la durée de vie de la mine. En 2001, 220 000 onces se sont ajoutées aux réserves prouvées et probables grâce à un programme de forage intercalaire. À la fin de l'exercice 2001, les réserves prouvées et probables s'établissaient à 4,7 millions d'onces

Amérique du Sud - Résultats

(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	822	911	820
Ventes d'or par once	334 \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	76 \$	65 \$	70 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	(22)	(13)	17
Crédits relatifs aux sous-produits	(11)	(12)	(10)
Charges d'exploitation décaissées par once	43	40	77
Redevances	-	-	-
Impôts sur la production	-	-	-
Total des charges décaissées par once	43	40	77
Amortissement	207	187	180
Régénération	7	8	11
Total des coûts de production par once	257 \$	235 \$	268 \$
Marge de trésorerie par once	291 \$	277 \$	243 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	156 \$	96 \$	63 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	26,4	30,1	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.

comparativement à 5,7 millions d'onces en 2000. Le programme d'exploration de 2002 se poursuivra sur des cibles situées près de la surface à l'extrémité nord de la carrière, ainsi que sur une cible adjacente à la paroi finale de l'extrémité sud de la carrière. En outre, en 2002, la mine terminera le plan d'optimisation commencé en 2001. Le plan d'optimisation consiste à réviser les plans de mine, réduire les cycles de transport des stériles, accroître les taux de traitement et réduire les frais d'administration dans l'objectif d'augmenter la production annuelle en accélérant la production, en réduisant la durée de vie de la mine et en abaissant les coûts.

Pierina devrait produire 820 000 onces d'or en 2002, et les charges décaissées totales devraient s'établir à 77 \$ par once. Les charges les plus élevées traduisent une réduction de 22 % des teneurs du minerai traité, une augmentation de 23 % du nombre de tonnes traitées et des frais de décapage imputés plus élevés. Nous prévoyons que la production de la mine continuera à baisser en 2003 et au-delà, puisque les teneurs du minerai traité, qui dépassent maintenant de 50 % la teneur des réserves, devraient commencer à diminuer. Le déclin des teneurs du minerai sera en partie compensé par le plan d'optimisation, conçu pour accélérer la production par l'accroissement du taux de traitement. En outre, au cours des deux derniers exercices, la production de la mine a pu être partiellement remplacée et le programme d'exploration de 2002 continuera sur les cibles identifiées en 2001.

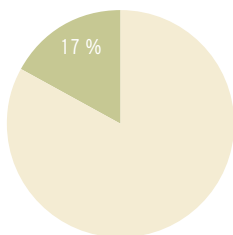
PROJET PASCUA-LAMA ET VELADERO (CHILI/ARGENTINE)

Le travail actuel sur le projet Pascua-Lama vise à étudier les améliorations pouvant être apportées aux coûts d'infrastructure et de traitement. En ce qui concerne le traitement, les premières études indiquent des possibilités de réduire le coût en capital prévu de la mise en valeur du projet. Nous avons pris la décision de reporter le démarrage de la construction à cause des prix bas actuels de l'or et de l'argent; cependant, le travail d'optimisation du projet de mise en valeur ainsi que les demandes d'obtention des permis se poursuivent. La société évalue les possibilités de mise en valeur unifiée créées par la fusion avec Homestake. L'évaluation initiale laisse entrevoir que Pascua-Lama et Veladero en bénéficieront toutes les deux de différentes façons, en termes d'économies des coûts en capital et d'exploitation. Les synergies immédiates incluent le partage de l'infrastructure, des frais d'administration et du travail environnemental préliminaire, ainsi que l'inclusion de nos réserves Filo Norte dans le plan de mine pour Veladero.

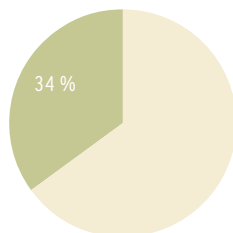
La moitié de la saison des travaux de prospection 2001/2002 s'est écoulée au projet Veladero. Les activités en 2001 ont consisté en plus de 50 000 mètres de forage de délimitation pour accroître les réserves prouvées et probables de 3,9 millions à 8,4 millions d'onces selon les normes de présentation canadiennes. Des essais métallurgiques à grande échelle sont en cours et incluent la creusée de tunnels dans le corps minéralisé pour récupérer environ 825 tonnes

Analyse par la direction (suite)

Contribution de l'Amérique du Sud à la production - 2001



Contribution de l'Amérique du Sud aux réserves - 2001




de minerai qui feront l'objet de tests de lixiviation en tas sur place, ainsi que des travaux en vue des permis environnementaux. Une étude de faisabilité mise à jour est actuellement en cours, afin que le projet puisse être inclus dans les réserves prouvées et probables selon les normes américaines qui requièrent des études de faisabilité plus avancées que les normes canadiennes. L'étude de faisabilité prévoit une exploitation minière à ciel ouvert à circuit de concassage en deux étapes et une plate-forme de lixiviation en tas traditionnelle avec remblayage de la vallée très similaire à notre mine Pierina. Veladero pourrait être la première phase de la mise en valeur du district consolidé qui longe la frontière Chili/Argentine.

L'attrait du projet Veladero réside dans le fait que le projet, dont le coût en capital est plus faible et la métallurgie plus simple que Pascua-Lama, semble pouvoir générer de solides taux de rendement à un prix de l'or de

300 \$ l'once. De plus, nous commençons maintenant à tenir compte de la dévaluation de la monnaie argentine dans le calcul des données économiques du projet pour Veladero et Pascua-Lama, dont les coûts sont établis en dollars américains.

Si la conjoncture des prix de l'or et de l'argent est bonne, le district Pascua-Lama/Veladero a la capacité d'être un district producteur d'or de longue durée et à faibles charges décaissées qui pourrait nous permettre, à l'avenir, d'accroître considérablement notre production, nos bénéfices et nos flux de trésorerie.

Mine	Exercice	Production (en milliers d'onces)	Total des charges décaissées (\$ US par once)	Total des coûts de production (\$ US par once)	Dépenses en immobilisations (en millions de \$ US)	Réserves minérales (en milliers d'onces)
 Pierina	2002E	820	77	268	24	-
	2001	911	40	235	27	4 748
	2000	822	43	257	49	5 655

Afrique

La Tanzanie en Afrique orientale représente notre nouvelle frontière, avec l'ouverture de notre première mine africaine, Bulyanhulu, en avril 2001 et notre vaste programme dynamique d'exploration préliminaire. Nous détenons plus de 6 000 kilomètres carrés dans les districts aurifères du Lac Victoria dans la région nord de la Tanzanie, l'une des meilleures régions de prospection pour les nouvelles découvertes importantes. En 2001, des tests de forage initial, dont les résultats sont prometteurs, ont été effectués dans six régions pour un coût total de 9 M\$. L'un des facteurs qui rend la Tanzanie intéressante du point de vue de l'exploration est le coût d'exploration plus faible résultant de terrains plats et arides de la région. Le programme de 2002 poursuivra le forage sur des cibles initialement testées l'an dernier, alors qu'une étude de faisabilité pour la propriété Tulawaka sera terminée au cours du second semestre de 2002.

Sur la propriété de nickel de Kabanga, où nous avons découvert un nouveau corps minéralisé, nous avons augmenté les ressources de 50 % en 2001 pour atteindre 600 000 tonnes de nickel contenu. Le programme de 2002 suivra celui de l'année dernière avec l'objectif de porter les ressources à 1 million de tonnes.


PROPRIÉTÉ BULYANHULU

Notre toute nouvelle mine a connu un démarrage en temps prévu en avril 2001 et fonctionne conformément à nos prévisions, sinon mieux, dans la plupart des domaines. Les taux de récupération de l'or ont été les seules exceptions, étant de 82 %, soit de 7% inférieurs aux prévisions pour la plus grande partie de l'exercice. Les améliorations apportées au cours du second semestre de l'exercice ont porté les taux de récupération à 86 % en décembre. La mine a produit 241 575 onces d'or moyennant des charges décaissées totales de 197 \$ par once. Les réserves prouvées et probables ont augmenté, pour le troisième exercice de suite, s'accroissant de 20 % pour atteindre 12 millions d'onces.

Les taux d'extraction ont été en moyenne de 1 700 tonnes par jour et les coûts d'extraction unitaires ont été conformes aux prévisions. Le puits devrait atteindre la profondeur prévue et être totalement équipé au début de 2003, bien avant la date d'achèvement prévue à l'origine, soit le quatrième trimestre de 2003.

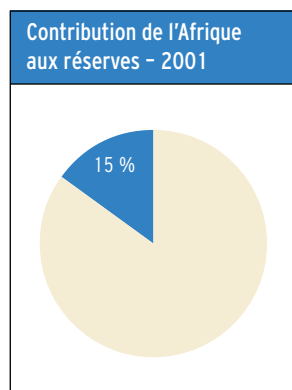
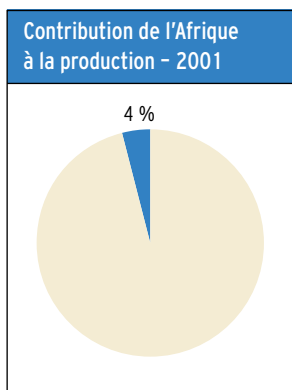
PROPRIÉTÉS AFRICAINES

Bulyanhulu
Tulawaka
Kabanga

Mine*	Exercice	Production (en milliers d'onces)	Total des charges décaissées (\$ US par once)	Total des coûts de production (\$ US par once)	Dépenses en immobilisations (en millions de \$ US)	Réserves minérales (en milliers d'onces)
	2002E	362	173	265	56	-
	2001	242	197	295	153	12 009
	2000	-	-	-	203	10 015

* L'exploitation a commencé en avril 2001.

Analyse par la direction (suite)



Le débit des installations de traitement de Bulyanhulu a dépassé de 13 % les prévisions pour l'exercice, alors que les coûts de traitement unitaires ont été plus faibles que prévus en raison des niveaux de débit plus élevés. Le broyeur a traité du minerai à teneur plus faible au cours du second semestre de l'exercice alors que le groupe de traitement a travaillé à l'amélioration des taux de récupération. Les modifications du circuit de gravité se sont terminées en décembre et la mise en application de modifications à l'installation de flottation pour augmenter le taux de récupération au taux nominal de 89 % est prévue pour le premier semestre de 2002 pour un coût d'environ 5 M\$.

L'aménagement d'un plan incliné pour accéder à la zone est du minerai devrait être terminé au cours du deuxième trimestre de 2002, pour un coût de 7 M\$, et devrait

constituer une plate-forme pour la mise en valeur de réserves supplémentaires à partir du milieu de l'exercice 2002. Des travaux d'ingénierie préliminaires se poursuivent sur les extensions ouest et en profondeur du corps minéralisé. Au fur et à mesure que le corps minéralisé s'étend en profondeur et le long du gisement, l'équipe de mise en valeur de Bulyanhulu se concentre sur les meilleures façons de mettre en valeur ces réserves croissantes.

Pour 2002, la production devrait s'accroître pour atteindre 362 000 onces d'or moyennant des charges décaissées totales de 173 \$ par once, bénéficiant des teneurs et taux de récupération plus élevés auxquels on s'attend, particulièrement au cours du second semestre de l'exercice.

Afrique - Résultats

(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	-	242	362
Ventes d'or par once	- \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	- \$	214 \$	182 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	-	-	-
Crédits relatifs aux sous-produits	-	(28)	(17)
Charges d'exploitation décaissées par once	-	186	165
Redevances	-	11	8
Impôts sur la production	-	-	-
Total des charges décaissées par once	-	197	173
Amortissement	-	97	91
Régénération	-	1	1
Total des coûts de production par once	- \$	295 \$	265 \$
Marge de trésorerie par once	- \$	120 \$	147 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	203 \$	153 \$	56 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	10,0	12,0	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.

Australie

Avec la fusion de Homestake qui ajoute deux actifs principaux, une participation de 50 % dans la super mine de Kalgoorlie, la plus grande mine d'or de l'Australie, et trois mines formant le district Yilgarn, nous sommes maintenant le deuxième producteur d'or en importance en Australie. De plus, la fusion fournit à la société un portefeuille de propriétés d'exploration en Australie dont la plus avancée est le projet Cowal, contenant 2,8 millions d'onces de réserves prouvées et probables et où un plan de mise en valeur révisé est en cours.

PLUTONIC (AUSTRALIE-OCCIDENTALE)

Plutonic, la plus grande des trois mines du district Yilgarn, qui consiste en des exploitations à ciel ouvert et souterraines, a produit 288 360 onces d'or, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2000, moyennant des charges décaissées totales de 166 \$ par once, soit une baisse de 16 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Un taux d'extraction à ciel ouvert plus élevé, des teneurs en or plus fortes des aires souterraines et des taux de récupération améliorés, ainsi qu'un taux de change favorable, se sont traduits par une production plus élevée à des coûts plus faibles. Les réserves prouvées et probables se sont accrues de 28 % pour

PROPRIÉTÉS AUSTRALIENNES

District Yilgarn
Plutonic
Darlot
Lawlers
Kalgoorlie
Cowal

Australie - Résultats

(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	876	901	939
Ventes d'or par once	334 \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	190 \$	181 \$	169 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	1	(2)	1
Crédits relatifs aux sous-produits	(1)	-	-
Charges d'exploitation décaissées par once	190	179	170
Redevances	5	7	8
Impôts sur la production	-	-	-
Total des charges décaissées par once	195	186	178
Amortissement	42	44	43
Régénération	5	4	4
Total des coûts de production par once	242 \$	234 \$	225 \$
Marge de trésorerie par once	139 \$	131 \$	142 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	49 \$	46 \$	40 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	9,3	11,9	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.





Analyse par la direction (suite)

atteindre 1,6 million d'onces à des teneurs de 42 % plus élevées que l'exercice précédent, ce qui rehausse le profil de production à faibles coûts pour l'avenir. Nous considérons que cette mine a un potentiel d'exploration élevé et nous poursuivrons un important programme d'exploration aux alentours de la mine en 2002.

Pour 2002, la production devrait augmenter de 13 % encore pour atteindre 325 000 onces d'or, moyennant des charges décaissées totales de 156 \$ par once. L'accroissement de la production et les coûts plus faibles s'expliquent principalement par l'expansion des exploitations souterraines à teneur plus élevée.

DARLOT ET LAWLERS (AUSTRALIE-OCIDENTALE)

La mine Darlot a produit 125 024 onces d'or en 2001, quantité similaire à la production de l'exercice précédent, alors que le total des charges décaissées a baissé de 10 % pour s'établir à 173 \$ par once. La mine Lawlers a produit 103 915 onces d'or à 191 \$ par once, la production étant légèrement plus élevée et les coûts inférieurs de 11 % en 2000. Les deux mines ont connu des coûts plus faibles en raison de taux de change favorables en 2001. Les réserves prouvées et probables des deux mines se sont légèrement accrues pour atteindre 1,85 million d'onces, ce qui a plus que remplacé la production de l'exercice.

Mine	Exercice	Production (en milliers d'onces)	Total des charges décaissées (\$ US par once)	Total des coûts de production (\$ US par once)	Dépenses en immobilisations (en millions de \$ US)	Réserves minérales (en milliers d'onces)
 Plutonic	2002E	325	156	195	19	-
	2001	288	166	211	11	1 588
	2000	254	198	246	12	1 240
 Darlot	2002E	139	154	199	7	-
	2001	125	173	219	11	1 341
	2000	127	192	236	12	1 405
 Lawlers	2002E	108	178	222	4	-
	2001	104	191	243	5	505
	2000	101	214	262	10	378
District Yilgarn Total	2002E	572	160	200	30	-
	2001	517	173	219	27	3 434
	2000	482	200	247	34	3 023
 Kalgoorlie*	2002E	367	205	266	10	-
	2001	385	203	252	19	5 724
	2000	394	189	237	15	6 270

* Part de Barrick

Pour 2002, Darlot prévoit porter la production à 139 000 onces moyennant des charges décaissées totales de 154 \$ par once, alors que Lawlers prévoit porter la production à 108 000 onces moyennant des charges décaissées totales de 178 \$ par once. La production accrue et les coûts plus faibles s'expliquent par des taux de traitement et des teneurs plus élevés et par des charges décaissées unitaires plus faibles pour les deux mines.

KALGOORLIE - SUPER MINE (AUSTRALIE-OCIDENTALE)

La super mine Kalgoorlie a produit 768 725 onces d'or, dont 50 % ou 384 362 onces étaient pour notre compte moyennant des charges décaissées totales de 203 \$ par once. La production a été légèrement plus faible que l'exercice précédent, alors que le total des charges décaissées a augmenté de 7 %. Ces résultats étaient dus à des teneurs légèrement plus faibles dans les mines à ciel ouvert et souterraine et à des coûts unitaires d'extraction, de traitement et d'administration plus élevés que ceux de l'exercice précédent. Les coûts de la mine à ciel ouvert accrus étaient dus à des coûts de combustible plus élevés et à une productivité plus faible dans des zones se situant autour de vides d'exploitation souterraine historique. Les coûts de traitement plus élevés découlaient d'un accroissement des coûts d'entretien, d'énergie et de réactifs. Les réserves prouvées et probables ont baissé

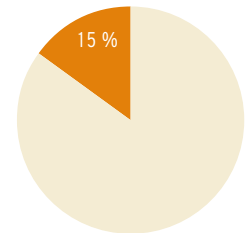
d'un montant supérieur à la production de 2001, alors que le programme d'exploration a permis d'augmenter les ressources minérales de 60 %. Le programme de 2002 ciblera la conversion de la plus grande ressource minérale en réserves prouvées et probables.

Pour 2002, nous prévoyons que la mine produira 734 000 onces d'or, dont 367 000 pour le compte de la société, moyennant des charges décaissées totales de 205 \$ par once et, dans l'ensemble, des teneurs en or légèrement plus faibles après la fermeture de l'exploitation souterraine à teneur plus élevée en 2001.

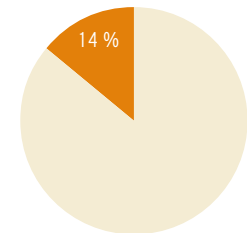
PROJET COWAL (NOUVELLE-GALLES DU SUD)

Nous avons acquis le projet Cowal grâce à la fusion avec Homestake, qui avait acquis Cowal au cours du premier trimestre de 2001. Vers la fin de 2001, nous avons commencé un programme technique qui comprenait des forages et des études d'ingénierie pour mettre à jour l'étude de faisabilité. À la fin de l'exercice, 2,8 millions d'onces avaient été ajoutées aux réserves prouvées et probables. Le plan de mine et les installations de traitement actuels ont été conçus pour produire environ 250 000 onces d'or par an. En 2002, nous poursuivons le programme, y compris l'exécution de forage supplémentaire et d'essais afin d'optimiser la portée et l'économique du projet.

**Contribution de l'Australie
à la production - 2001**



**Contribution de l'Australie
aux réserves - 2001**



Autres propriétés

Les autres propriétés comprennent six mines à divers stades de fermeture, de même que la petite mine Marigold.

L'une des mines a été fermée en 2001 (Homestake) et les cinq autres devraient fermer en 2002 (El Indio, Bousquet, McLaughlin, Ruby Hill et Agua de la Falda). En 2001, les autres propriétés ont produit 721 771 onces d'or, soit 12 % de notre production, pour des charges décaissées totales moyennes de 198 \$ par once, comparativement à 827 524 onces pour des charges décaissées totales de 212 \$ par once l'exercice précédent.

Pour 2002, les autres propriétés devraient produire 340 000 onces d'or, soit 6 % de la production totale, pour des charges décaissées totales moyennes de 193 \$ par once. D'ici la fin de l'exercice 2002, il est prévu que toutes les mines de ce groupe autres que Marigold, qui contribue environ 30 000 onces par an, cessent leur exploitation à cause de l'épuisement des réserves. Par conséquent, notre profil de production pour 2003 devrait être réduit de cette quantité à moins que nous augmentions la production à nos autres propriétés ou que nous fassions l'acquisition d'une mine productrice au cours de l'exercice.

Autres propriétés - Résultats

(selon les PCGR des États-Unis)	2000	2001	2002E
Production d'or - onces (en milliers)	827	721	340
Ventes d'or par once	334 \$	317 \$	320 \$ ¹⁾
Coûts de production par once			
Coûts directs d'extraction	233 \$	214 \$	206 \$
Frais de décapage imputés (reportés)	(1)	(1)	1
Crédits relatifs aux sous-produits	(24)	(18)	(20)
Charges d'exploitation décaissées par once	208	195	187
Redevances	3	2	4
Impôts sur la production	1	1	2
Total des charges décaissées par once	212	198	193
Amortissement	66	48	43
Régénération	18	36	14
Total des coûts de production par once	296 \$	282 \$	250 \$
Marge de trésorerie par once	122 \$	119 \$	127 \$
Dépenses en immobilisations (en millions)	6 \$	2 \$	8 \$
Réserves minérales (en millions d'onces)	1,6	1,1	-

1. 365 \$ l'once sur 50 % de la production et un prix de l'or au comptant hypothétique de 275 \$ l'once sur 50 % de la production.

Charges

EXPLORATION ET MISE EN VALEUR DE LA SOCIÉTÉ

En 2001, les charges d'exploration et de mise en valeur de la société se sont élevées au total à 103 M\$, comparativement à 149 M\$ en 2000. Environ la moitié de ces charges se rapportait à l'Amérique du Sud, et le reste à l'Amérique du Nord (17 %), à la Tanzanie (9 %), à l'Australie (8 %) et le solde aux activités de mise en valeur de la société, qui comprennent l'évaluation et la diligence raisonnable relatives à des opérations de la société. Notre stratégie d'exploration consiste à poursuivre des projets diversifiés sur le plan géographique à des étapes différentes de la séquence d'exploration. L'évolution de la conjoncture économique de par le monde exige que les grandes sociétés minières entreprennent davantage d'activités d'exploration préliminaire qu'auparavant, parce que les petites sociétés d'exploration ne sont plus actives, et les découvertes à acquérir ou les coentreprises à financer se font de plus en plus rares. Par conséquent, nous nous sommes engagés dans d'importants travaux d'exploration préliminaire dans quatre régions principales, où nous possédons une infrastructure considérable : le Pérou, la Tanzanie, l'Australie et le Chili/Argentine.

En 2002, les charges d'exploration et de mise en valeur de la société devraient s'élever au total à 52 M\$, dont 32 % devraient être dépensées en Amérique du Sud, 23 % en Amérique du Nord et 15 % en Tanzanie et en Australie. Les charges d'exploration plus faibles reflètent notre intention de convertir Veladero en des réserves prouvées et probables selon les normes de présentation des États-Unis au premier semestre de 2002, et des synergies de 13 M\$ (après impôts) découlant du regroupement des projets et bureaux d'exploration régionaux

par suite de la fusion avec Homestake. Si Veladero est converti en réserves, cela permettra de capitaliser des travaux de mise en valeur continus à la propriété pour un montant estimatif de l'ordre de 30 M\$.

AMORTISSEMENT

L'amortissement s'est élevé à 501 M\$, soit 76 \$ par once en 2001, par rapport à 493 M\$, soit 79 \$ par once en 2000. Cette hausse de l'amortissement est attribuable essentiellement à l'augmentation de 7 % des ventes d'or, compensée en partie par l'amortissement par once plus faible aux autres propriétés. En 2002, l'amortissement devrait baisser pour s'établir à 492 M\$ en raison d'une baisse de 10 % des onces vendues, compensée en partie par un amortissement plus élevé à certaines propriétés. L'amortissement par once devrait augmenter pour atteindre 83 \$, en raison d'un amortissement plus élevé à Goldstrike, les travaux de construction de Rodeo à la mine Meikle ayant été achevés en 2001, de la réduction des réserves à Meikle et de l'amortissement plus élevé des propriétés canadiennes. Nous nous attendons à ce que l'amortissement à plus long terme se maintienne entre 75 \$ et 85 \$ par once, selon le succès des travaux d'exploration à nos mines en exploitation. Nos nouveaux projets de mise en valeur devraient comporter des taux d'amortissement de 50 \$ à 75 \$ par once, ce qui pourrait faire baisser nos frais d'amortissement globaux par once à la longue.

ADMINISTRATION

En 2001, les frais d'administration ont augmenté de 11 M\$, soit de 15 % par rapport à l'exercice précédent. En 2002, ils devraient diminuer de 31 M\$ pour s'établir à 55 M\$,

Analyse par la direction (suite)

reflétant le premier exercice de l'intégration des deux sociétés et les synergies administratives s'y rapportant. Les frais de 2002 comprennent les coûts jusqu'à la fin du premier trimestre de l'exercice, liés à certains bureaux de Homestake, dont la fermeture est prévue par la suite.

INTÉRÊTS DÉBITEURS

En 2001, nous avons engagé des intérêts débiteurs de 67 M\$, se rapportant principalement aux débetures de 500 M\$ de la société, au financement de 200 M\$ du projet Bulyanhulu et à la ligne de crédit de 140 M\$ de Homestake. Une tranche de 25 M\$ de ce montant a été passée en charges et le solde de 42 M\$ capitalisé au titre des projets de mise en valeur et des activités de construction à Bulyanhulu, Rodeo et Pascua-Lama.

En 2002, les intérêts débiteurs devraient baisser à 55 M\$, soit une diminution de 12 M\$ par rapport à 2001, en raison de la baisse des taux d'intérêt et du remboursement de la ligne de crédit de 140 M\$ de Homestake en décembre. Étant donné l'achèvement de Bulyanhulu et de Rodeo, l'importance à court terme des travaux de mise en valeur à Veladero et la suspension d'activités importantes à Pascua-Lama, la société devrait passer en charges presque tous les intérêts engagés en 2002.

FRAIS DE FUSION ET FRAIS CONNEXES

En vertu des PCGR des États-Unis, les frais de la fusion avec Homestake (117 M\$), y compris les indemnités de cessation d'emploi, les frais de services conseils, de services juridiques, comptables et les autres frais liés au regroupement des deux sociétés, ont été imputés aux résultats du quatrième trimestre, à la conclusion de la fusion. Le mandat de

l'équipe d'évaluation de l'exploitation s'est élargi à mesure que l'intégration s'effectuait, pour inclure des visites sur place à nos huit actifs clés situés sur quatre continents pendant les cinq mois entre la date de l'annonce de la fusion jusqu'à sa conclusion. L'élargissement du mandat a également contribué à des frais de fusion plus élevés, mais a permis à cette équipe d'identifier des possibilités d'amélioration à chacune de nos propriétés, dont des économies supplémentaires de coûts et des occasions d'accroissement de la production, et la direction a l'intention de collaborer avec ses directeurs de mines pour mettre des changements en place au cours de cet exercice et de l'exercice suivant.

LITIGE

Le 15 janvier 2002, la Cour suprême de la Colombie-Britannique s'est prononcée en faveur de Inmet Mining Corporation et contre Homestake Canada (« HCI ») relativement au litige lié à la vente proposée de la mine d'or Troilus à HCI en 1997. Nous avons interjeté appel au jugement qui a accordé 88 M\$ CA. Nous avons constitué une provision de 59 M\$ US pour ce jugement au quatrième trimestre de 2001 (se reporter à la note 17 C des Notes afférentes aux états financiers consolidés).

INTÉRÊTS CRÉDITEURS ET AUTRES PRODUITS

Les intérêts créditeurs et autres produits ont augmenté, s'établissant à 32 M\$ par rapport à 14 M\$ en 2000. Les pertes moins élevées de la conversion des devises relatives à la dette intersociétés et aux frais de fermeture liés à certaines opérations ont plus que compensé la baisse des intérêts créditeurs gagnés sur les espèces et les placements à court terme découlant des taux d'intérêt moins élevés. Grâce à des espèces et placements à court

terme de 733 M\$ ainsi qu'aux flux de trésorerie non affectés prévus pour 2002, et en présumant que des liquidités supplémentaires en espèces ne soient pas utilisées pour une acquisition ou la mise en valeur d'un projet plus tôt que prévu, les intérêts créditeurs devraient augmenter.

GAINS (PERTE) SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS NON SOUMIS À LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

En 2001, nous avons choisi de ne pas recourir à la comptabilité de couverture pour les contrats autres que les contrats de vente d'or normaux. Le gain total du marché sur ces instruments dérivés s'est élevé à 33 M\$ en 2001, découlant principalement des primes sur options gagnées et de la baisse des taux d'intérêt en dollars américains.

Nous avons recours à un certain nombre de stratégies pour réduire le risque et améliorer le rendement de notre Programme de vente d'or à prime, lesquelles entraînent la constatation des instruments au bilan à leur juste valeur et l'inscription des variations de la juste valeur dans les résultats.

Notre Programme de vente d'or à prime représente un actif hors bilan coté « AA- » pour un montant nominal de référence de 5,5 milliards de dollars, sur lequel nous gagnons des intérêts à taux fixes auprès d'un groupe diversifié de contreparties ayant une excellente cote de solvabilité. Pour améliorer les rendements, nous avons diversifié cet actif en investissant environ 1 milliard de dollars ou 17 % de l'ensemble du Programme dans un portefeuille de titres de sociétés à revenu fixe hors bilan auprès d'un certain nombre de gestionnaires de fonds de haut calibre, les variations de la juste valeur étant inscrites dans les résultats et au bilan.

Nous avons fixé les frais d'emprunt de l'or sur environ les deux tiers de l'ensemble du Programme tout en maintenant des taux de location variables sur le reste afin de maximiser la prime à terme gagnée. Alors que les taux de location fixes sont des contrats de vente normaux et sont hors bilan, les contrats de location à taux variables sont portés au bilan à la juste valeur.

Troisièmement, nous vendons des options d'achat d'or pour générer des produits supplémentaires. Les options d'achat sont vendues à des prix auxquels nous n'aurions pas d'hésitations à ajouter à notre programme de vente à terme si les options étaient levées. Nous avons la possibilité de convertir, à notre discrétion, les options d'achat levées, y compris les revenus de primes s'y rapportant, en contrats de vente au comptant reportée, sur lesquels le taux de report (le taux d'intérêt en \$ US moins le taux de location de l'or) s'accumule jusqu'à la nouvelle date de livraison. Les options d'achat et les primes des options arrivées à expiration sont portées au bilan et les variations de la juste valeur sont inscrites dans les résultats.

En plus du programme d'or, nous avons recours à d'autres opérations de couverture pour gérer nos flux de trésorerie, en particulier à ce qui suit : des couvertures de devises sur les dollars canadiens et dollars australiens pour couvrir environ un ou deux ans de charges d'exploitation; des couvertures des revenus tirés des sous-produits, principalement l'argent, afin de réduire la volatilité de nos charges d'exploitation et d'autres opérations de couverture des taux d'intérêt grâce auxquelles nous avons fixé les taux sur notre financement du projet Bulyanhulu de 200 M\$, pour sa durée complète de neuf ans à un taux global d'environ 8 %. Nous avons également fixé les taux d'intérêt sur nos dépôts en espèces. Tous

Analyse par la direction (suite)

ces instruments dérivés sont portés au bilan et les variations de la juste valeur sont portées au poste gains (perte) sur instruments dérivés non soumis à la comptabilité de couverture à l'état des résultats.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'imposition effectif de la société pour 2001 a été de 5 %, comparativement à 27 % en 2000, avant les frais de fusion, les provisions pour litiges et actifs miniers. La baisse de 22 % de ce taux tient principalement au fait qu'une plus forte proportion du bénéfice a été gagnée dans des pays où les impôts sont moins élevés. Nous nous attendons à ce que le taux d'imposition reste inférieur à 10 % en 2002 grâce à des synergies fiscales de 20 M\$ liées à la fusion avec Homestake et se rapportant principalement à l'intégration de nos activités nord-américaines. Si le prix de l'or devait passer à 400 \$ l'once, nous pensons que le taux d'imposition augmenterait pour s'établir entre 25 et 30 %, une plus forte proportion du bénéfice étant gagnée aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Pérou, pays où les impôts sont plus élevés.

LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Nous croyons que notre capacité de générer des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en vue de réinvestir dans nos activités est l'une de nos forces financières fondamentales. Grâce à notre important solde en espèces et en placements à court terme de 733 M\$ à la fin de 2001 et au montant de 1 milliard de dollars disponible sur notre facilité bancaire que nous sommes sur le point de renouveler, nous avons un accès suffisant à des sources de financement, le cas échéant. Nous prévoyons que nos activités d'exploitation

en 2002 continueront à nous fournir les flux de trésorerie nécessaires à la mise en valeur continue de nos projets internes ainsi qu'au financement d'acquisitions possibles. Cependant, la réduction du prix de l'or pourrait réduire nos flux de trésorerie liés à l'exploitation.

Nous avons généré des flux de trésorerie liés à l'exploitation de 721 M\$ en 2001, comparativement à 940 M\$ en 2000. La baisse des flux de trésorerie en 2001 est, en grande partie, attribuable à la variation du fonds de roulement de 74 M\$ environ par suite de l'achèvement des travaux de construction à Bulyanhulu et Rodeo, ainsi qu'aux frais de 52 M\$ liés à la fusion qui ont été payés au cours de l'exercice. La hausse des charges décaissées (7 \$ par once) et la baisse de la moyenne du prix de l'or obtenu (17 \$ l'once), comparativement à l'exercice précédent ont entraîné une diminution de 42 M\$ des flux de trésorerie liés à l'exploitation. La moitié de notre production d'or devant être vendue sur le marché au comptant en 2002, la volatilité du prix de l'or pourrait avoir une incidence sur le montant de nos flux de trésorerie liés à l'exploitation.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

La société n'a pas recours à des activités de financement hors bilan. Nous ne possédons pas de titres de créance hors bilan, d'entités à des fins spéciales ni de sociétés affiliées non consolidées. Les éléments hors bilan les plus importants sont nos contrats de vente au comptant reportée, nos obligations de régénération reportées non comptabilisées et nos réserves minérales d'or. Il est question de chacun de ces éléments ci-dessous.

Contrats de vente au comptant reportée

L'objectif de notre programme de couverture consiste à optimiser le prix de l'or obtenu tout en réduisant le risque. Comme il est mentionné

à la note 16 des Notes afférentes aux états financiers consolidés, nous avons recours à des contrats négociés de gré à gré. Nos contrats de vente au comptant reportée qui répondent à l'exemption en vertu du SFAS 138 relative aux achats normaux et aux ventes normales ne figurent pas au bilan, puisqu'ils représentent des accords de vente de l'or que nous produisons dans des quantités et à des prix prédéterminés. Nous gérons attentivement cet élément hors bilan, qui a présentement une valeur nominale de référence de 5,5 milliards de dollars (valeur actuelle de 18,2 millions d'onces en contrats de vente au comptant reportée à un prix de livraison moyen futur d'environ 345 \$ l'once). Ces fonds sont en dépôt auprès d'un groupe diversifié de contreparties ayant une forte cote de solvabilité moyenne de « AA- ». Tous les autres instruments dérivés sont constatés au bilan à leur juste valeur et décrits à la note 16.

Notre Programme de vente d'or à prime ne comporte pas d'options financées par emprunt ni d'appels de marge quel que soit le prix de l'or.

Obligations futures de régénération

La proportion non constatée de nos obligations futures de régénération est une obligation hors bilan (se reporter à la note 8 des Notes afférentes aux états financiers consolidés). D'après l'expérience que nous avons acquise suite à la fermeture de plusieurs mines au cours des cinq derniers exercices, nous avons pu améliorer nos procédés d'exploitation dans nos mines afin de réduire cette obligation ultime. Nous croyons que l'examen annuel de nos obligations futures est prudent.

Réserves minérales - or

En fait, l'élément le plus important de nos éléments hors bilan demeure nos réserves minérales. Étant plus de quatre fois plus importantes que le programme de vente à terme de la société, nos réserves minérales

nous fournissent des moyens suffisants pour répondre à nos engagements en vertu de notre programme de vente à terme.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nos activités principales d'investissement portent sur le capital de maintien à nos propriétés en exploitation existantes, la mise en valeur de nouvelles mines et les acquisitions de propriétés et de sociétés.

Dépenses en immobilisations

En 2001, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 607 M\$, comparativement à 710 M\$ en 2000. Les dépenses en immobilisations principales comprennent un montant de 312 M\$ en Amérique du Nord, incluant essentiellement des frais de décapage reportés de Betze-Post (129 M\$), des frais de mise en valeur souterraine de Meikle et Rodeo à la propriété Goldstrike (90 M\$), et des frais de mise en valeur souterraine des mines canadiennes (23 M\$). En Tanzanie, les dépenses en immobilisations visaient, entre autres, les travaux de construction et de mise en valeur de la mine Bulyanhulu (153 M\$). En Australie, elles se sont élevées à 46 M\$ pour couvrir les travaux de mise en valeur souterraine et du nouveau matériel minier, alors qu'en Amérique du Sud les dépenses en immobilisations ont atteint 96 M\$, portant essentiellement sur Pierina (27 M\$) et des travaux de mise en valeur et d'ingénierie et des intérêts capitalisés à Pascua-Lama (69 M\$).

Pour 2002, les dépenses en immobilisations devraient baisser à 354 M\$, incluant 126 M\$ de frais de décapage reportés, ce qui représenterait le niveau le plus bas en 14 ans. Les dépenses en immobilisations principales comprennent 195 M\$ en Amérique du Nord, découlant essentiellement des frais de décapage reportés à Betze-Post (110 M\$) et de travaux de mise en valeur souterraine à Meikle et dans les mines

Analyse par la direction (suite)

canadiennes; des travaux de mise en valeur souterraine et des améliorations des procédés de traitement à la mine Bulyanhulu en Tanzanie (56 M\$); des dépenses de 40 M\$ en Australie correspondant principalement à l'expansion des activités souterraines à Plutonic et au capital de maintien, et 63 M\$ en Amérique du Sud, principalement pour des essais métallurgiques et des travaux environnementaux et de faisabilité effectués à Veladero et Pascua-Lama. En ce qui concerne les mines en exploitation existantes le capital de maintien à plus long terme pour la base de production actuelle est estimé à 150 M\$ par an.

Placements à court terme

Les placements à court terme consistent en des espèces investies dans des titres du gouvernement et en titres de sociétés liquides jouissant d'une cote de solvabilité élevée et échéant dans un délai de plus de 90 jours et de moins de douze mois. Ces placements sont classés comme destinés à la vente. Nous avons prolongé la durée des placements pour améliorer les intérêts créditeurs, convertissant ainsi ces placements d'espèces en placements à court terme en 2001.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Nos activités de financement comprennent les emprunts contractés à l'égard des nouveaux projets de mise en valeur comme le financement du projet Bulyanhulu, les versements de dividendes et les émissions d'actions.

Nous avons utilisé les fonds générés par l'exploitation pour réduire notre dette à long terme de 97 M\$, remboursant en décembre 2001 la ligne de crédit de Homestake pour un montant de 140 M\$ compensée en partie par le prélèvement de la dernière tranche du financement du projet Bulyanhulu au montant de 49 M\$. Le total des emprunts en vertu de cette facilité s'élève à 200 M\$ et le taux d'intérêt moyen sur ces emprunts était de 7,3 % en 2001. Les remboursements de la dette à effectuer au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 150 M\$. Une tranche de 87 % de la dette totale porte intérêt à un taux fixe variant de 7,5 à 8 % jusqu'à son échéance, le solde de la dette, soit principalement des obligations à taux variable, étant assujetti aux fluctuations des taux, le taux moyen s'établissant à 1,9 % en 2001, soit une baisse par rapport au taux de 4,9 % en 2000.

Nous avons conclu une convention de crédit disponible non garantie d'un maximum de 1 milliard de dollars qui est assortie d'un taux d'intérêt correspondant au TIOL majoré de 22,5 points de base sur les montants prélevés. Nous négocions présentement avec un groupe de prêteurs en vue de prolonger la durée de notre facilité disponible qui expire en décembre 2002. Étant donné la fermeté de notre bilan, nos actifs importants à faibles coûts et nos solides flux de trésorerie non affectés, nous prévoyons que cette convention sera renouvelée au cours du premier semestre de 2002 pour une autre durée de cinq ans.

Calendrier de remboursement

(en millions de dollars US)	2002	2003	2004	2005	2006+	Total
Dette à long terme	9 \$	23 \$	45 \$	35 \$	690 \$	802 \$
Obligations de régénération et de fermeture	80	45	40	25	380	570
Total	89 \$	68 \$	85 \$	60 \$	1 070 \$	1 372 \$

Si la facilité de crédit n'était pas renouvelée, ceci n'aurait pas d'incidence sur notre capacité de gérer nos activités en 2002 et par la suite. Elle pourrait toutefois avoir une incidence sur le montant des fonds disponibles pour les acquisitions de propriétés ou d'acquisitions et nous obliger à chercher à financer des opérations futures à l'aide d'actions plutôt que d'emprunts.

Les autres obligations à long terme consistant principalement en frais de régénération et de fermeture, de prestations de retraite et autres prestations complémentaires de retraite, ont augmenté pour s'établir à 443 M\$ en 2001, comparativement à 401 M\$ en 2000. Nous avons comptabilisé 347 M\$ du total estimatif des obligations au titre des frais de régénération de 570 M\$ jusqu'à la fin de 2001. Le solde des obligations au titre des frais de régénération devrait être constaté selon une moyenne de 4 \$ par once sur la durée de vie utile restante de chacune des mines. Nous prévoyons dépenser 190 M\$ de ce montant pour les activités qui auront lieu d'ici la fin de 2005.

En 2002, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation devraient être semblables à ceux de 2001, la production devant baisser et les charges décaissées devant être légèrement plus élevées mais compensées par des synergies financières et administratives de 60 M\$ après impôts. Les dépenses en immobilisations devraient baisser à 354 M\$, incluant des frais de décapage reportés de 126 M\$, ce qui donnera lieu à des flux de trésorerie non affectés importants en 2002. Par conséquent, nous prévoyons une augmentation des soldes d'espèces et de placements à court terme en 2002, à moins que nous ne nous servions d'espèces pour acquérir des propriétés ou des sociétés minières. Si les projets de mise en valeur en cours actuellement peuvent générer un

rendement qui dépasse suffisamment notre coût en capital aux prix de l'or actuels, nous pourrions commencer la construction à plusieurs de ces projets au cours de la période allant de 2003 à 2006, en ayant recours à une partie du solde d'espèces ainsi qu'au financement de projet.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Nous avons une vaste base d'actifs diversifiés sur quatre continents, comprenant un portefeuille de mines qui ont toujours atteint leurs cibles de production et de coûts. Par conséquent, nous ne considérons pas que le risque lié à l'exploitation représente un risque important pour notre liquidité.

Nous avons plusieurs nouveaux projets potentiels à divers stades de mise en valeur, ceux qui se rapprochent le plus du stade de la construction éventuelle se trouvant au Chili, en Argentine et en Australie. Nous prévoyons recourir au financement par les tiers pour une partie des coûts de mise en valeur de chacun de ces projets, comme nous l'avons fait à Bulyanhulu où nous avons obtenu 200 M\$ de financement du projet sur des coûts de mise en valeur totaux de 280 M\$. Nous pensons que dans la conjoncture actuelle, il sera possible d'obtenir du financement pour les projets au Chili et en Australie. Nous étudions actuellement la possibilité d'obtenir du financement de projet à des conditions économiques pour Veladero en Argentine. Si le financement n'est pas disponible pour ce projet, nous devons déterminer si nous devons nous servir de nos propres fonds, recourir à la dette ou retarder le projet jusqu'à l'obtention d'un financement adéquat.

Analyse par la direction (suite)

GESTION DE RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, nous sommes exposés aux risques liés au prix des marchandises, taux d'intérêt, taux de change et au crédit. Le 1^{er} janvier 2001, nous avons adopté le SFAS n° 133, intitulé **Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities** (« SFAS 133 »), qui établit les normes de comptabilité et de présentation des instruments dérivés et des opérations de couverture. L'énoncé exige que les entreprises constatent tous les instruments dérivés comme des actifs ou passifs au bilan et mesurent ces instruments à leur juste valeur. Le traitement comptable des variations de la juste valeur d'un instrument dérivé dépend de l'usage prévu de l'instrument dérivé et de la désignation qui en résulte. Pour une explication de notre traitement comptable des instruments dérivés et un sommaire des instruments dérivés en cours au 31 décembre 2001, se reporter aux notes 2 H et 16 des Notes afférentes aux états financiers consolidés.

Si nous avons beaucoup recours à des contrats négociés de gré à gré (plutôt qu'à des contrats négociés en Bourse), ces contrats sont des instruments très liquides où les données sur la fixation des prix sont immédiatement disponibles de sources indépendantes. Les modifications des taux d'intérêt, des taux de location de l'or, des taux de change et des prix des marchandises ont une incidence sur la valeur des instruments dérivés.

Pour nos activités de couverture, nous avons recours à des pratiques bien établies que surveille le comité des finances du conseil d'administration, tel qu'il est indiqué plus en détail à la note 16 B des Notes afférentes aux états financiers consolidés. En outre, nous maintenons une fonction de conformité distincte pour contrôler et vérifier de manière indépendante les activités de couverture et

veiller à la séparation des fonctions du personnel chargé de la conclusion des opérations de celles du personnel chargé de leur inscription.

RISQUE LIÉ AU PRIX DES MARCHANDISES

Notre bénéfice et nos flux de trésorerie liés à l'exploitation dépendent de la marge au-dessus des charges fixes et variables à laquelle nous pouvons vendre l'or. À l'heure actuelle, environ la moitié de notre production annuelle d'or sera vendue en vertu de contrats de vente au comptant reportée à prix fixe, le reste étant vendu sur le marché au comptant. Le prix de l'or au comptant a fluctué considérablement ces dernières années et dépend de nombreux facteurs, y compris la demande de lingots d'or à l'échelle mondiale, l'évolution de la conjoncture économique, la situation politique, la production d'or et les ventes d'or des banques centrales.

Nous concluons des contrats de vente au comptant reportée pour établir des prix pour la production d'or future et pour nous protéger contre la volatilité future des prix de l'or. Les modalités clés de ces contrats et des contrats en cours au 31 décembre 2001 sont présentées dans la note 16 des Notes afférentes aux états financiers consolidés. Ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de vente normaux et par conséquent ne sont pas portés au bilan.

Les contrats sont assujettis aux dispositions de nos accords généraux de négociation avec les contreparties, qui définissent les modalités et conditions clés. Nous pouvons en particulier choisir une date de livraison que nous jugeons acceptable à tout moment sur une période de 15 ans au maximum, ce qui nous permet de vendre notre production au prix de vente en vertu du

contrat ou au prix de l'or au comptant au moment où l'or est produit, si ce montant est plus élevé. Nous ne sommes pas assujettis aux exigences en ce qui concerne les marges obligatoires si les augmentations du prix de l'or au comptant donnent lieu à une importante position défavorable d'évaluation à la valeur du marché.

Les accords généraux de négociation nous imposent diverses restrictions et clauses restrictives, dont les suivantes : le maintien d'une valeur nette consolidée d'au moins 1,75 milliard de dollars; les engagements en cours en vertu de contrats sur l'or ne peuvent dépasser les deux tiers de nos réserves prouvées et probables; nous devons produire au moins 1,5 million d'onces d'or par an; et nous sommes assujettis à des restrictions relatives à la vente de certains actifs.

Alors que les positions évaluées à la valeur du marché en vertu de nos contrats de couverture sur les marchandises fluctuent avec les prix des marchandises, à titre de producteur, notre risque de liquidité attribuable aux instruments dérivés en cours a tendance à s'accroître lorsque les prix des marchandises augmentent. Par conséquent, nous sommes plus susceptibles d'avoir notre plus grande position défavorable d'évaluation à la valeur du marché dans un contexte de prix des marchandises élevés quand il est peu probable qu'un soutien au crédit soit exigé.

Nous avons effectué des tests de sensibilité pour connaître l'incidence qu'aurait sur notre liquidité une chute des prix de l'or au comptant à 200 \$ l'once. D'après cette analyse, si rien d'autre que le prix de l'or ne changeait, nous pourrions nous attendre à avoir des flux de trésorerie liés à l'exploitation suffisants pour couvrir nos charges d'exploitation décaissées, les programmes de dépenses en immobilisations de maintien, les remboursements de la dette existante et les dividendes.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Notre risque de taux d'intérêt se rapporte principalement aux variations de la juste valeur des titres de créance à taux fixe et des coûts d'emprunt sur des titres de créance à taux variable. En outre, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt et des swaps sur rendement total pour gérer le rendement du report implicite dans nos contrats de vente au comptant reportée, qui donnent lieu à une sensibilité accrue aux fluctuations des taux d'intérêt. Contrairement à la plupart des entreprises, nous subissons des effets négatifs lorsque les taux d'intérêt sont bas plutôt qu'élevés. En période de taux d'intérêt plus élevés, nous gagnons des primes plus élevées pour notre programme de vente au comptant reportée du fait que le prix à terme dépend essentiellement des taux d'intérêt américains, ainsi que des intérêts créditeurs plus élevés sur notre solde de trésorerie. Une tranche de 87 % des intérêts sur notre dette actuelle impayée sont fixes pour la durée de la dette, tandis que le solde est principalement constitué d'obligations à taux variable qui portent intérêt à des taux plus faibles.

RISQUE DE CHANGE

Alors que nous exerçons nos activités sur quatre continents, nous ne considérons pas les fluctuations des taux de change comme un risque important, étant donné que nos produits et la plupart de nos coûts sont libellés en dollars US. Plus de la moitié de la production de la société se trouve en Amérique du Nord, et la plupart de nos coûts péruviens et tanzaniens autres que les coûts de main-d'œuvre, comme le diesel, les réactifs et le matériel, sont libellés en dollars US. Les coûts de la production australienne sont libellés essentiellement en dollars AU et par conséquent, nous avons couvert environ deux ans de charges décaissées locales.

Analyse par la direction (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cours normal des activités, nous avons des obligations d'exécution étayées par des cautions ou des lettres de crédit. Ces obligations comprennent essentiellement la restauration des sites et le démontage, le paiement des redevances et les programmes d'exploration là où des organismes gouvernementaux exigent de telles garanties.

Nous estimons que les facteurs auxquels on accorde le plus de poids dans notre cote de solvabilité « A » sont les suivants : notre capitalisation boursière, la solidité de notre bilan, y compris le montant de la dette nette; notre capacité antérieure et future de générer des flux de trésorerie non affectés; la protection que nous accorde notre programme de couverture; la qualité et la quantité de nos réserves d'or; et la situation géographique de nos actifs. La modification de notre cote de solvabilité n'influerait pas sur nos titres de créance ou nos contrats de couverture existants, mais pourrait avoir une incidence sur le coût des emprunts en vertu de nouveaux accords de financement, ainsi que sur la durée de nos lignes de crédit de négociation pour les nouveaux contrats.

Nous gérons et contrôlons le risque de crédit des contreparties au moyen de procédés de contrôle interne qui sont examinés régulièrement. Nous essayons de réduire le risque de contrepartie grâce à des politiques de crédit officielles et des procédés de contrôle. Nous diversifions le risque en ayant recours à environ 20 contreparties ayant une cote de solvabilité moyenne « AA » et qui sont des banques de lingots bien établies ou de grandes banques commerciales. Dans le cours normal des activités, des sûretés réelles ne sont pas exigées pour les instruments financiers comportant un risque de crédit. Par le passé, nous avons subi des pertes minimes liées au risque de crédit.

CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Nos conventions comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés. Nous préparons nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis, qui exigent que nous fassions des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs déclarés et sur la divulgation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés de produits et de charges pendant l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Nous considérons les conventions suivantes comme étant les plus importantes pour comprendre les jugements qui interviennent dans la préparation de nos états financiers et les incertitudes qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats d'exploitation, situation financière et flux de trésorerie.

COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Conformément aux dispositions du SFAS 133, nous avons choisi de traiter nos contrats de vente au comptant reportée comme des contrats de ventes normales, et nous avons documenté notre conformité aux critères du paragraphe 10b) du SFAS 133. Nous aurions pu choisir de ne pas désigner ces contrats comme des ventes normales et, conformément au SFAS 133, ils auraient été inscrits au bilan à leur juste valeur et les variations de la juste valeur auraient été comptabilisées soit dans Autre bénéfice global ou dans le bénéfice de l'exercice suivant les effets de l'application des règles relatives à la comptabilité de couverture en vertu du SFAS 133.

IMMOBILISATIONS

Conformément à notre convention comptable relative aux immobilisations, nous capitalisons les frais engagés sur les propriétés après l'identification des réserves prouvées et probables. Lorsque la production d'or commence, nous amortissons les frais d'acquisition et de mise en valeur de la mine capitalisés selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement.

Le procédé d'estimation des quantités de réserves d'or est complexe, exigeant d'importantes décisions dans l'évaluation de toutes les données géologiques, géophysiques, économiques et d'ingénierie. Les données pour une minéralisation donnée peuvent également changer considérablement au fil du temps en raison de différents facteurs qui comprennent, sans s'y limiter, l'activité de mise en valeur additionnelle, l'évolution de l'histoire de la production et la réévaluation continue de la viabilité de la production dans diverses conjonctures. Par conséquent, des révisions importantes aux estimations des réserves existantes peuvent avoir lieu de temps à autre. Bien que tous les efforts raisonnables soient déployés pour s'assurer que les estimations de réserves déclarées représentent les évaluations les plus exactes possibles, les décisions subjectives et les écarts dans les données disponibles pour chaque minéralisation rendent ces estimations généralement moins précises que d'autres estimations utilisées pour préparer les états financiers.

Les variations dans les quantités de réserves causeraient des variations correspondantes dans les frais d'amortissement des périodes suivant la révision des quantités et pourraient entraîner une dépréciation de la valeur comptable des immobilisations.

Les variations des prix de l'or et de l'argent par rapport aux prix hypothétiques servant à la préparation des projections et des déclarations prospectives pourraient faire en sorte que nos résultats financiers réels diffèrent sensiblement des résultats financiers prévus et peuvent également influencer sur notre détermination des réserves. En outre, des périodes de prix des marchandises nettement plus bas pourraient influencer sur nos niveaux de production ou entraîner la dépréciation des immobilisations. Par ailleurs, les faibles prix des marchandises pourraient nous obliger à réduire les projets de dépenses en immobilisations et à retarder ou repousser les projets d'exploration ou de mise en valeur.

ÉVENTUALITÉS

Nous comptabilisons les éventualités conformément au SFAS n° 5, intitulé **Accounting for Contingencies**. Le SFAS n° 5 exige que nous déclarions une perte estimative découlant d'une perte éventuelle lorsque l'information disponible avant la publication de nos états financiers indique qu'il est probable qu'un actif a été déprécié ou qu'un passif a été engagé à la date des états financiers, et que le montant de la perte peut être raisonnablement estimé. La comptabilisation d'éventualités telles que les questions environnementales, juridiques et fiscales exige que nous fassions preuve de jugement pour déterminer le montant à comptabiliser dans nos états financiers pour ces éventualités.

Analyse par la direction (suite)

FACTEURS DE RISQUE

Cette analyse par la direction comprend des déclarations prospectives portant entre autres sur la production, les flux de trésorerie, les coûts, les dépenses en immobilisations et autres éléments financiers. Ces informations portent également sur notre stratégie d'affaires, nos objectifs et attentes concernant notre position sur les marchés, les opérations futures, les marges, la rentabilité, les liquidités et les sources de financement. Nous avons utilisé des termes comme « prévoir », « estimer », « pouvoir », « croire », « s'attendre », « envisager », « projeter » et des termes et expressions semblables pour identifier les déclarations prospectives.

Si nous pensons que les hypothèses sur lesquelles sont fondées ces déclarations prospectives sont raisonnables, n'importe laquelle de ces hypothèses pourrait se révéler inexacte et les déclarations prospectives fondées sur ces hypothèses pourraient être incorrectes. Nos activités comportent des risques et des incertitudes, dont un grand nombre sont indépendants de la volonté de la société, et tout risque et incertitude ou une combinaison de ceux-ci pourrait avoir une incidence considérable sur les résultats de nos exploitations et sur l'exactitude des déclarations prospectives en fin de compte. Les résultats réels et les tendances futures pourraient différer sensiblement, compte tenu d'une variété de facteurs, entre autres :

- les variations des prix des marchandises que nous produisons ou que nous consommons et qui sont liés à nos exploitations;
- notre capacité à 1) d'intégrer avec succès nos acquisitions, y compris la fusion avec Homestake, et 2) d'identifier et de conclure des acquisitions stratégiques futures;

- les changements négatifs dans notre cote de solvabilité;
- les variations des taux d'intérêt, des taux de location de l'or et de l'état des marchés financiers;
- les développements politiques dans les pays étrangers;
- les risques associés aux exploitations et investissements étrangers;
- les risques associés à l'extraction minière, y compris les formations inhabituelles ou imprévues, les pressions, les effondrements et les risques relatifs à l'environnement;
- les politiques et les règlements fédéraux, provinciaux et étatiques en matière d'environnement, d'économie, de sécurité et autres, les modifications de ces politiques et règlements, et tout retard légal ou réglementaire ou autres facteurs indépendants de notre volonté;
- les décisions, jugements ou règlements défavorables en matière de litiges ou autres questions juridiques ou fiscales, y compris les frais de régénération environnementaux non prévus et dépassant les provisions constituées à cet égard;
- l'exploration continue ou la mise en valeur de projets pourrait ne pas être justifiée en raison des prix des marchandises à cette date ou des résultats des travaux achevés et du montant des frais de mise en valeur futurs de tels projets.

Un grand nombre de ces facteurs sont décrits plus en détail dans notre notice annuelle qui est déposée auprès de la US Securities and Exchange Commission et des autorités provinciales canadiennes en matière de réglementation des valeurs mobilières.

Perspectives

Alors que nous ne pouvons pas prédire le rendement futur, nous estimons que notre base d'actifs nous présente actuellement de grandes possibilités de croissance rentable, grâce non seulement à nos nouveaux projets mais également à nos mines en exploitation. Nous pensons que le regroupement d'entreprises et la rationalisation du secteur aurifère se poursuivront et qu'en raison de notre bilan solide et nos importants flux de trésorerie, nous sommes en bonne position pour y participer si cela pouvait ajouter de la valeur à notre société.

Pour 2002, la moitié de notre production de 5,7 millions d'onces d'or devrait être vendue à 365 \$ l'once et le reste aux prix de l'or au comptant. Compte tenu de charges décaissées totales de 167 \$ par once, le total des coûts de production devrait s'élever à 254 \$ par once. En outre, la société s'attend à ce que les frais d'administration et d'exploration baissent à 55 M\$ et 52 M\$ respectivement, en raison des synergies entraînées par la fusion avec Homestake. Les intérêts débiteurs devraient s'élever à 55 M\$, car la société ne capitalisera plus les intérêts en raison de l'achèvement de Bulyanhulu et de Rodeo et de la remise à plus tard de Pascua-Lama. Les dépenses en immobilisations devraient baisser à 228 M\$ (compte non tenu des frais de décapage reportés de 126 M\$). Elles atteindraient leur niveau le plus bas en 14 ans, ce qui, d'après les prix de l'or en cours, produirait les flux de trésorerie non affectés les plus élevés de notre histoire.

Nous entamons l'exercice 2002 avec le bilan le plus solide du secteur aurifère, des actifs de grande qualité, des espèces et placements à court terme de 733 M\$ et pratiquement aucune dette nette.

MESURES AUTRES QUE LES PCGR

Nous avons inclus une mesure du bénéfice avant les éléments inhabituels car nous pensons que cette information aidera les investisseurs à comprendre le niveau de notre bénéfice fondamental et à évaluer notre rendement en 2001 comparativement à l'exercice précédent. Nous jugeons que les mesures conventionnelles du rendement préparées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») n'illustrent pas pleinement notre bénéfice fondamental. Ces mesures du rendement autres que les PCGR n'ont pas de signification standardisée prescrite par les PCGR et par conséquent ne sont pas susceptibles de pouvoir être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Elles sont fournies pour donner des informations supplémentaires et ne devraient pas être prises hors contexte ni remplacer les mesures du rendement préparées selon les PCGR. Suit un rapprochement du bénéfice net et ces mesures de rendement autres que les PCGR.

Analyse par la direction (suite)

Rapprochement du bénéfice net avant les éléments inhabituels et du bénéfice net (de la perte nette) selon les PCGR			
Douze mois terminés les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 (en millions de dollars US)	2001	2000	1999
Bénéfice net avant les éléments inhabituels	245 \$	168 \$	259 \$
Éléments inhabituels (déduction faite des effets fiscaux) :			
Frais de fusion et frais connexes	(107)	-	(3)
Litiges	(42)	-	-
Provision pour actifs miniers	-	(1 357)	(12)
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	96 \$	(1 189) \$	244 \$

Nous avons inclus les données concernant les charges décaissées par once car certains investisseurs utilisent cette information pour déterminer la capacité de la société de générer des flux de trésorerie pour usage à des fins d'investissement et autres activités. Nous croyons que les mesures conventionnelles du rendement préparées selon les PCGR n'illustrent pas pleinement la capacité des mines en exploitation de générer des flux de trésorerie. Les données visent à fournir des informations supplémentaires et ne devraient pas être prises hors contexte ni remplacer les

mesures du rendement préparées selon les PCGR. Les mesures n'indiquent pas nécessairement le bénéfice d'exploitation ou les flux de trésorerie liés à l'exploitation déterminés selon les PCGR.

Nous employons également l'expression « flux de trésorerie non affectés », que nous définissons comme les flux de trésorerie liés à l'exploitation moins les liquidités utilisées pour les activités d'investissement. Ces liquidités peuvent être réinvesties dans notre entreprise ou reversées aux actionnaires, au moyen de dividendes ou de rachats d'actions.

Rapprochement des charges décaissées totales par once aux états financiers			
Douze mois terminés les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 (en millions de dollars US, sauf les montants par once)	2001	2000	1999
Charges d'exploitation selon les états financiers	1 080 \$	950 \$	936 \$
Frais de régénération et de fermeture	(60)	(50)	(45)
Charges d'exploitation aux fins du calcul par once	1 020 \$	900 \$	891 \$
Onces vendues (en milliers)	6 278	5 794	5 861
Total des charges décaissées par once	162 \$	155 \$	152 \$

Le total des charges décaissées par once est calculé selon la norme des frais de production de l'Institut de l'or (la « norme »). L'Institut de l'or est une association internationale de producteurs d'or et de produits aurifères et comprend les principaux producteurs d'or d'Amérique du Nord. L'adoption de la norme est facultative, et les données présentées peuvent ne pas être comparables aux données présentées par d'autres producteurs d'or. Les charges décaissées par once proviennent de montants inclus dans les états des résultats et comprennent les charges d'exploitation de sites miniers, tels que les frais d'extraction, de traitement, d'administration, les redevances et les impôts sur la production, mais excluent les frais d'amortissement, de régénération, de financement, ainsi que les coûts du capital, les frais de mise en valeur et d'exploration.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers consolidés ci-joints, de même que toutes les données figurant dans ce rapport annuel, ont été préparés par le conseil d'administration et la direction de la société, qui en assument la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis, et les estimations et opinions les plus précises que la direction peut formuler, compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, y sont prises en considération. La société a mis au point un système de contrôles comptables internes permettant d'assurer raisonnablement et de façon rentable, que les renseignements financiers sont fiables.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés. Dans leur rapport, ils indiquent l'étendue de leur vérification et expriment leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le vice-président principal et chef des finances,



JAMIE C. SOKALSKY

Toronto, Canada

Le 8 février 2002

Rapport des vérificateurs aux actionnaires de Barrick Gold Corporation

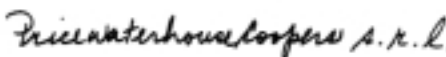
Nous avons vérifié les bilans consolidés de Barrick Gold Corporation aux 31 décembre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des flux de trésorerie et des variations des capitaux propres pour chacun des trois exercices compris dans la période terminée le 31 décembre 2001. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément à la fois aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période terminée le 31 décembre 2001 selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Tel qu'il est indiqué à la note 2 des Notes afférentes aux états financiers consolidés, en 2001, la société a modifié sa méthode de comptabilisation des instruments dérivés et, en 2000, elle avait modifié sa méthode de constatation des produits pour les ventes d'or.

Le 8 février 2002, nous avons présenté un rapport distinct aux actionnaires de Barrick Gold Corporation sur les états financiers pour les mêmes périodes, préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 8 février 2002

Résultats consolidés

Barrick Gold Corporation			
pour les exercices terminés les 31 décembre 2001, 2000 et 1999			
(en millions de dollars US, sauf les données par action, selon les PCGR des États-Unis)			
	2001	2000 (note 1)	1999 (note 1)
Ventes d'or	1 989 \$	1 936 \$	2 057 \$
Charges			
Exploitation	1 080	950	936
Amortissement	501	493	543
Administration	86	75	81
Exploration et mise en valeur de la société	103	149	139
Frais de fusion et frais connexes (note 12)	117	-	5
Provision pour propriétés minières et autres charges inhabituelles (note 13)	59	1 627	15
	1 946	3 294	1 719
Intérêts créditeurs et autres produits	32	14	46
Intérêts sur la dette à long terme (note 7F)	(25)	(26)	(29)
Gains (perte) sur instruments dérivés non soumis à la comptabilité de couverture (note 16E)	33	(5)	4
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôts et autres éléments	83	(1 375)	359
Charge d'impôts (note 10)	14	209	(115)
Bénéfice (perte) avant les modifications de conventions comptables	97	(1 166)	244
Effet cumulatif des modifications de conventions comptables (notes 2Hi) et 2I)	(1)	(23)	-
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	96 \$	(1 189) \$	244 \$
Bénéfice global (perte globale) pour l'exercice (note 18)	84 \$	(1 256) \$	276 \$
Données par action (note 11)			
Bénéfice net (perte nette) avant les modifications de conventions comptables			
De base	0,18 \$	(2,18) \$	0,46 \$
Dilué(e)	0,18	(2,18)	0,45
Bénéfice net (perte nette)			
De base	0,18	(2,22)	0,46
Dilué(e)	0,18	(2,22)	0,45

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Flux de trésorerie consolidés

Barrick Gold Corporation			
pour les exercices terminés les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 (en millions de dollars US, selon les PCGR des États-Unis)			
	2001	2000 (note 1)	1999 (note 1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (note 15)	721 \$	940 \$	820 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Immobilisations	(607)	(710)	(787)
Placements à court terme	(153)	130	19
Encaisse affectée	(24)	2	12
Acquisition et vente de propriétés minières (note 12)	-	(141)	59
Autres	5	10	17
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(779)	(709)	(680)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Capital-actions (note 11)	7	6	36
Dette à long terme			
Produit	55	236	124
Remboursements	(152)	(187)	(174)
Dividendes	(93)	(94)	(98)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(183)	(39)	(112)
Effet des variations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(1)	(6)	(4)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	(242)	186	24
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	816	630	606
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	574 \$	816 \$	630 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bilans consolidés**Barrick Gold Corporation**

aux 31 décembre 2001 et 2000

(en millions de dollars US, selon les PCGR des États-Unis)

	2001	2000 (note 1)
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	574 \$	816 \$
Placements à court terme	159	6
Comptes débiteurs	58	59
Stocks et charges reportées (note 3)	223	285
	1 014	1 166
Immobilisations (note 4)	3 912	3 994
Autres actifs (note 5)	276	233
	5 202 \$	5 393 \$
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 6)	521 \$	587 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	9	3
	530	590
Dette à long terme (note 7)	793	901
Autres obligations à long terme (note 8)	443	401
Impôts sur les bénéfices reportés (note 10)	244	311
	2 010	2 203
Capitaux propres		
Capital-actions (note 11)	4 062	4 051
Déficit	(763)	(766)
Autre perte globale cumulée	(107)	(95)
	3 192	3 190
	5 202 \$	5 393 \$

Engagements et éventualités (note 17)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,


Randall Oliphant
Administrateur

C. William D. Birchall
Administrateur

Variations consolidées des capitaux propres

Barrick Gold Corporation

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2001, 2000 et 1999

(en millions de dollars US, selon les PCGR des États-Unis)

	Capital-actions		Autre bénéfice global (perte globale) cumulé(e)				Total des capitaux propres
	Actions (en millions) (note 11)	Montant	Bénéfices non répartis (déficit)	Gains ou pertes de change cumulés	Instruments dérivés	Autre	
Solde au 31 décembre 1998	531	3 989 \$	371 \$	(66) \$	- \$	6 \$	4 300 \$
Émises contre espèces	3	36					36
Bénéfice net			244				244
Dividendes versés			(98)				(98)
Autre bénéfice global (note 18)				29		3	32
Solde au 31 décembre 1999	534	4 025	517	(37)	-	9	4 514
Émises contre espèces	1	9					9
Émises lors de l'acquisition de propriétés minières (note 12 C)	1	17					17
Perte nette			(1 189)				(1 189)
Dividendes versés			(94)				(94)
Autre perte globale (note 18)				(60)		(7)	(67)
Solde au 31 décembre 2000	536	4 051	(766)	(97)	-	2	3 190
Émises contre espèces	-	11					11
Bénéfice net			96				96
Dividendes versés			(93)				(93)
Autre bénéfice global (perte globale) (note 18)				(26)	24	(10)	(12)
Solde au 31 décembre 2001	536	4 062 \$	(763) \$	(123) \$	24 \$	(8) \$	3 192 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Barrick Gold Corporation

Les montants en dollars dans les tableaux sont présentés en millions de dollars US, sauf indication contraire, selon les PCGR des États-Unis. Les indications \$ CA et \$ AU signifient les dollars canadiens et dollars australiens respectivement.

1 NATURE DE LA SOCIÉTÉ

Barrick Gold Corporation (« Barrick » ou la « société ») est engagée dans la production aurifère et des activités connexes, dont l'exploration, la mise en valeur, l'extraction et le traitement. Elle mène ces activités principalement aux États-Unis, au Canada, en Australie, au Pérou, en Tanzanie, au Chili et en Argentine. Ces activités exigent le recours à des installations et des technologies spécialisées. La société compte sur de telles installations pour maintenir ses niveaux de production. Par ailleurs, les flux de trésorerie et la rentabilité de la société sont touchés par le prix du marché de l'or, les charges d'exploitation, les taux d'intérêt et les frais d'exploration. La société exerce ses activités à l'échelle internationale et est par conséquent exposée aux fluctuations des taux de change, aux risques politiques et à différents niveaux d'imposition. La société cherche à gérer ces risques, mais un grand nombre d'entre eux sont indépendants de sa volonté.

Le 14 décembre 2001, une filiale en propriété exclusive de Barrick a fusionné avec Homestake Mining Company (« Homestake »). La fusion a été comptabilisée selon la méthode de la fusion d'intérêts communs. Les états financiers consolidés tiennent compte de la fusion avec effet rétroactif, tous les exercices étant présentés comme si Barrick et Homestake avaient toujours été regroupées. Certains reclassements ont été faits pour que la présentation de Barrick et celle de Homestake soient conformes (voir la note 12 A).

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le dollar US est la monnaie principale qu'utilise la société pour mesurer ses activités. La société prépare et dépose ses états financiers consolidés primaires en dollars US et selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») des États-Unis. Des états financiers consolidés

préparés selon les PCGR du Canada (en dollars US) ont été envoyés par la poste aux actionnaires et déposés auprès de divers organismes de réglementation. Les conventions en vertu des PCGR des États-Unis qui sont considérées comme particulièrement importantes pour la société sont résumées ci-après. Toute mention de la société dans les présentes s'entend de la société et de ses filiales consolidées.

A Recours à des estimations

Pour préparer des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis, la direction doit faire des estimations et élaborer des hypothèses qui influent sur les montants présentés relatifs aux actifs et aux passifs et sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés à l'égard des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

B Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de Barrick et des filiales qu'elle détient à plus de 50 % et sur lesquelles elle exerce un contrôle. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés lors de la consolidation. Barrick exerce un contrôle sur ses filiales par le biais de participations avec droit de vote majoritaires existantes conformément à la pratique établie de longue date dans les industries extractives. La société présente sa part proportionnelle des actifs, passifs, produits et charges des coentreprises sans personnalité morale dans lesquelles elle détient une participation sous chacun des principaux postes respectifs des bilans et des états des résultats.

C Conversion des devises

À la suite de la fusion avec Homestake, le dollar US est la monnaie fonctionnelle de toutes les exploitations de la société. Traditionnellement, Homestake avait considéré que pour certaines filiales non américaines, la monnaie locale était la monnaie fonctionnelle. Cependant, à la suite de la fusion, divers changements dans les faits et circonstances économiques, y compris l'adoption du dollar US, au lieu de la monnaie locale pour les prix de vente de la production aurifère et également pour les opérations de financement, ont fait que Barrick a décidé

d'adopter le dollar US comme la monnaie fonctionnelle appropriée à partir de 2002. Pour les périodes pendant lesquelles la monnaie locale était considérée comme la monnaie fonctionnelle, les états financiers des filiales non américaines ont été convertis comme suit : les actifs et les passifs, à l'aide des taux de change de fin d'exercice; et les produits et les charges, à l'aide des taux moyens pour la période. Les gains ou pertes de change en résultant sont inclus dans Autre bénéfice global cumulé sous la rubrique Capitaux propres. Les gains et pertes liés aux opérations sont inclus dans les états des résultats sous le poste Intérêts créditeurs et autres produits.

D Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse, les dépôts à terme et les bons du Trésor échéant initialement dans un délai de moins de 90 jours. La société estime qu'il n'existe aucune concentration du risque de crédit en ce qui concerne les espèces et quasi-espèces.

E Stocks

L'or en voie de production, le minerai empilé ainsi que les fournitures servant à l'exploitation minière sont évalués au moindre du coût moyen de production et de la valeur de réalisation nette.

F Placements à court terme

Les placements à court terme consistent principalement en titres du gouvernement et en titres de sociétés très liquides et jouissant d'une cote de solvabilité élevée échéant initialement dans un délai de plus de trois mois et échéant actuellement dans un délai de moins de douze mois de la date du bilan. La société classe tous les placements à court terme comme destinés à la vente. Les gains et pertes non réalisés sur ces placements sont comptabilisés sous Autre bénéfice global cumulé, un poste distinct des capitaux propres, sauf que les baisses de la valeur du marché qu'on estime durables sont prises en compte dans la détermination du bénéfice net.

G Immobilisations

i) Frais d'acquisition de propriétés et frais de mise en valeur des mines

Les frais de mise en valeur des mines sont capitalisés au titre des propriétés une fois que des réserves prouvées et probables ont été identifiées. Avant d'identifier des réserves prouvées et probables, les frais de mise en valeur sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement sur la durée d'exploitation prévue des mines, en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables des réserves prouvées et probables.

Les frais de financement, y compris les intérêts, sont capitalisés en fonction des frais engagés pour l'acquisition des actifs et propriétés minières et(ou) des activités de mise en valeur s'y rapportant, sans se limiter à des emprunts particuliers, pendant le déroulement des activités nécessaires pour préparer l'actif ou la propriété à son usage prévu. La capitalisation cesse lorsque l'actif ou la propriété est quasi-achevé(e) et peut être utilisé(e) comme prévu.

ii) Bâtiments et matériel

Les bâtiments et le matériel sont inscrits au coût et amortis, déduction faite de la valeur résiduelle, selon la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation prévue. La durée d'utilisation prévue maximale estimative est de 25 ans pour les bâtiments et le matériel de broyage, et de 15 ans pour le matériel minier. Les frais d'entretien et de réparation sont imputés à l'exploitation; les améliorations majeures et les remplacements qui accroissent la capacité de production ou permettent de prolonger la durée d'utilisation d'un actif sont capitalisés et amortis sur le reste de la durée d'utilisation prévue de cet actif.

iii) Frais de décapage reportés

Les frais d'extraction engagés lors d'activités de mise en valeur et comprenant l'enlèvement des stériles aux mines à ciel ouvert, communément appelés « frais de décapage reportés », sont capitalisés au titre des immobilisations. L'amortissement, qui est calculé selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement, en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables des réserves prouvées et probables, est imputé aux charges d'exploitation au fur et à mesure que l'or est produit et vendu, en se servant d'un ratio de décapage calculé comme étant le ratio du total des tonnes à enlever par rapport au total des onces d'or à récupérer sur la durée de vie de la mine. Cela permet de constater régulièrement le coût de ces activités minières sur la durée de vie de la mine au fur et à mesure que l'or est produit et vendu. L'application de la comptabilité des frais de décapage reportés et les écarts temporaires qui en résultent entre les frais capitalisés et l'amortissement donnent généralement lieu à un actif au bilan, même s'il est possible qu'un passif soit inscrit si l'amortissement dépasse les coûts capitalisés pour une période prolongée.

Les frais de décapage reportés sont inclus dans la valeur comptable des propriétés minières de la société dans le but d'évaluer s'il y a eu dépréciation de l'actif, qui est évaluée conformément aux critères décrits à la note 2 G v).

Notes (suite)

iv) Frais d'exploration

Les frais d'exploration sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

v) Évaluations des propriétés

La société examine et évalue la valeur comptable de ses propriétés minières et des bâtiments et matériel s'y rapportant lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Si la société a des raisons de croire qu'il pourrait y avoir une dépréciation, le montant estimatif des flux de trésorerie nets futurs est calculé selon le nombre estimatif d'onces d'or récupérables (compte tenu des réserves minérales prouvées et probables), la matérialisation du prix de la marchandise futur prévu (compte tenu des prix historiques et en vigueur, de la tendance des prix et de facteurs connexes) et les charges d'exploitation, les dépenses en immobilisations futures et les frais de régénération. La réduction de la valeur comptable des immobilisations à sa juste valeur et l'imputation d'une charge correspondante aux résultats sont inscrites lorsque le montant estimatif des flux de trésorerie nets futurs est inférieur à la valeur comptable. La juste valeur est déterminée en actualisant le montant estimatif des flux de trésorerie nets futurs à l'aide d'un coefficient d'actualisation qui représente, de l'avis de la société, le taux ajusté en fonction du risque qui serait utilisé pour déterminer la juste valeur de ses propriétés minières lors d'une opération entre des vendeurs et acheteurs agissant en toute liberté.

L'estimation des flux de trésorerie nets futurs est assujettie à certains risques et incertitudes. Il est possible que des changements de circonstances aient lieu et qu'ils se répercutent sur ces flux de trésorerie nets futurs et par conséquent sur l'évaluation des immobilisations de la société à des fins de dépréciation.

H Comptabilisation des instruments dérivés

La société a adopté le Statement of Financial Accounting Standards n° 133, intitulé **Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities**, modifié par le Statement of Financial Accounting Standards n° 137, intitulé **Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities - Deferral of the Effective Date of FASB Statement n° 133**, modification de l'énoncé n° 133 du FASB, et le Statement of Financial Accounting Standards n° 138, intitulé **Accounting for Certain Derivative Instruments and Certain Hedging Activities**, également une modification de l'énoncé n° 133 du FASB (appelés collectivement ci-après le « SFAS 133 »), le 1^{er} janvier 2001.

i) Ajustements de mise en application

Au 1^{er} janvier 2001, la société a comptabilisé la juste valeur des actifs d'instruments dérivés de 15 M\$ dans les autres actifs, et celle des passifs d'instruments dérivés de 57 M\$ dans les comptes créditeurs et charges à payer. Les passifs d'instruments dérivés comprennent des options d'achat d'or position vendeur et des swaps sur rendement total d'une juste valeur de 45 M\$ qui avaient déjà été comptabilisés à la juste valeur avant la mise en application du SFAS 133. Les actifs d'instruments dérivés comprennent des options d'achat d'or position acheteur qui avaient été comptabilisées à leur coût historique de 44 M\$ avant la mise en application du SFAS 133. Les ajustements des valeurs comptables des actifs et passifs d'instruments dérivés ont été comptabilisés au 1^{er} janvier 2001 conformément aux dispositions transitoires du SFAS 133 comme suit : une perte de 1 M\$ (déduction faite d'impôts de 1 M\$) au titre de l'effet cumulatif a été prise en compte dans les résultats de la période, représentant la juste valeur des instruments dérivés non comptabilisés auparavant auxquels on n'avait pas appliqué la comptabilité de couverture, et une perte de 35 M\$ (déduction faite d'impôts de 4 M\$) au titre de l'effet cumulatif a été inclus dans Autre bénéfice global, représentant l'ajustement à la juste valeur des options d'achat d'or position acheteur qui, avec des contrats de vente au comptant reportée connexes, répondaient aux critères d'application de la comptabilité de couverture à titres d'options de vente position acheteur synthétiques avant la mise en application du SFAS 133. En outre, des gains reportés de 35 M\$ se rapportant à des contrats de couverture sur l'or et l'argent ont été reclassés lors de l'adoption du SFAS 133 dans Autre bénéfice global cumulé, plutôt que d'être inscrits comme autres obligations à long terme.

ii) Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture

Conformément au SFAS 133, tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. À la date où la société conclut un contrat d'instrument dérivé, elle désigne l'instrument dérivé comme 1) une couverture a) de la juste valeur d'un actif ou d'un passif constaté ou b) d'un engagement ferme non constaté (une couverture de juste valeur); 2) une couverture a) d'une opération prévue ou b) de la variabilité des flux de trésorerie qui doivent être reçus ou payés en rapport avec un actif ou un passif constaté (une couverture de flux de trésorerie); 3) une couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie en devises (une couverture de change); 4) une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger; ou 5) un

instrument qui est détenu à des fins de négociation ou de non-couverture (un instrument de négociation ou de non-couverture). Les variations de la juste valeur d'un instrument dérivé qui est hautement efficace en tant que couverture de juste valeur, et qui est désigné et admissible comme tel, ainsi que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert (y compris les variations qui reflètent les pertes ou les gains sur engagements fermes), sont constatées dans les résultats de la période. Les variations de la juste valeur d'un instrument dérivé qui est hautement efficace en tant que couverture de flux de trésorerie, et qui est désigné et admissible comme tel, dans la mesure où la couverture est efficace, sont constatées dans Autre bénéfice global, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie de l'opération couverte influe sur les résultats. Toute inefficacité de couverture (qui représente l'excédent des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé sur la variabilité des flux de trésorerie de l'opération prévue) est prise en compte dans les résultats de la période. Un instrument dérivé est hautement efficace lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie d'un élément couvert désigné. Les variations de la juste valeur d'un instrument dérivé qui est hautement efficace en tant que couverture de change, et qui est désigné et admissible comme tel, sont constatées dans les résultats de la période ou dans Autre bénéfice global, suivant que la relation de couverture satisfait ou non aux critères d'une couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de non-couverture sont constatées dans les résultats de la période. La société n'a pas choisi d'appliquer la comptabilité de couverture aux termes du SFAS 133 à l'égard d'un instrument dérivé en cours en 2001.

iii) Effet des instruments dérivés sur les évaluations de la dépréciation

Les actifs et passifs désignés comme éléments couverts sont évalués pour déterminer s'il y a eu dépréciation ou s'il y a lieu de constater une obligation accrue, respectivement, suivant les principes comptables généralement reconnus qui s'y appliquent. De telles évaluations sont faites après l'application de la comptabilité de couverture aux actifs et passifs et ne tiennent pas compte 1) de tout effet prévu de la comptabilité de couverture et 2) de la juste valeur de tout instrument de couverture connexe qui est comptabilisé comme un actif ou un passif distinct. L'évaluation de la dépréciation d'un actif tient compte, cependant, des gains ou des pertes qui ont été reportés dans Autre bénéfice global par suite d'une couverture de flux de trésorerie de cet actif.

I Constatation des produits

Les produits tirés de la vente d'or et de sous-produits sont constatés lorsque les conditions suivantes sont réunies : il existe des preuves concluantes d'un accord; la livraison a eu lieu conformément aux conditions de l'accord; le prix est fixe ou peut être déterminé et le recouvrement est raisonnablement assuré. Pour les lingots d'or vendus en vertu des contrats de vente au comptant reportée ou sur le marché au comptant, les produits sont constatés au moment du transfert de titre de l'or aux contreparties. Pour les concentrés d'or, les produits sont constatés au moment du transfert du titre légal des concentrés à des fonderies indépendantes en fonction du contenu estimatif d'or et d'argent des concentrés aux prix du marché au comptant. Les ajustements des comptes débiteurs entre la date de constatation et la date de règlement, causés par les fluctuations du prix du marché de l'or et de l'argent, se font par le biais des produits à la date du bilan.

À compter du 1^{er} octobre 2000, la société a mis en application le Staff Accounting Bulletin (« SAB ») 101, intitulé **Revenue Recognition**. Conformément au SAB 101, les produits sont constatés au moment de la livraison des lingots d'or à des contreparties et selon les modalités décrites ci-dessus. Cela représentait une modification par rapport à la convention comptable antérieure, selon laquelle les produits étaient constatés lorsque l'or se trouvait sous forme de doré, conformément à la pratique de longue date qui prévalait dans l'industrie. Cette modification au cours de l'exercice 2000 a eu pour effet d'augmenter la perte nette de 25 M\$, ainsi que d'augmenter la perte nette de base par action de 0,04 \$, y compris un montant cumulatif de 23 M\$.

Les produits tirés de la vente de sous-produits tels que l'argent et le cuivre sont crédités aux charges d'exploitation. Les produits tirés de la vente de sous-produits se sont élevés à 110 M\$ en 2001 (115 M\$ en 2000, 113 M\$ en 1999).

J Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. En vertu de cette méthode, des impôts sur les bénéfices reportés sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales des écarts temporaires en appliquant les taux d'imposition prévus par la loi applicables aux exercices futurs aux écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs. La société constitue une provision pour moins-value à l'égard de toute portion de ces actifs d'impôts reportés pour laquelle, selon elle, il est plus probable qu'improbable qu'elle ne se matérialise pas. Les variations des actifs et passifs d'impôts reportés comprennent l'incidence de toute

Notes (suite)

modification des taux d'imposition décrétée au cours de la période. Les impôts sur les bénéfices miniers représentent des impôts provinciaux canadiens imposés sur des bénéfices définis provenant d'activités minières. Des provisions sont constituées pour les retenues d'impôt qui s'appliquent au rapatriement prévu de bénéfices non versés des filiales étrangères de la société. Aucune provision n'est constituée pour les bénéfices non rapatriés qui ont été réinvestis pour une durée indéfinie.

K Résultat par action ordinaire

Des montants par action sont présentés pour le résultat net de base et le résultat net dilué et, le cas échéant, pour le résultat net avant l'effet cumulatif d'une modification de convention comptable. Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net (le numérateur) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (le dénominateur) pour la période. Le calcul du résultat dilué par action utilise le même numérateur, mais le dénominateur est augmenté pour inclure le nombre d'actions ordinaires supplémentaires qui auraient été en circulation si des actions ordinaires potentiellement dilutives avaient été émises (par exemple, les titres équivalant à des d'actions ordinaires pour les options d'achat d'actions des employés).

L Bénéfice global

En plus du bénéfice net, le bénéfice global comprend d'autres variations des capitaux propres au cours d'une période, tels que les gains ou pertes de change et la portion effective des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont admissibles comme couvertures de flux de trésorerie.

M Frais de régénération et de fermeture

Les frais de régénération et de fermeture estimatifs futurs qui se rapportent à des mines en activité sont cumulés et passés en charges au fur et à mesure que les produits sont constatés sur la durée estimative d'exploitation des mines, selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement en fonction du nombre estimatif d'onces d'or récupérables dans les réserves prouvées et probables. Les modifications de l'estimation des coûts futurs relatifs aux mines inactives sont passées dans les résultats de la période au cours de laquelle l'estimation est révisée.

Les hypothèses utilisées pour estimer les coûts de fermeture reposent sur le travail qui est requis en vertu des lois et règlements actuellement applicables ainsi que sur les obligations en vertu des permis existants pour la propriété en question ou, le cas échéant, les hypothèses et méthodologies prescrites par les gouvernements.

N Régime de rémunération à base d'actions

La société a établi un régime de rémunération à base d'actions, qui est décrit à la note 11. La société a choisi d'adopter les dispositions relatives à la présentation d'informations financières pro forma du SFAS 123, intitulé **Accounting for Stock-Based Compensation**, et a appliqué l'Opinion n° 25 du Accounting Principles Board et les interprétations s'y rapportant lors de la comptabilisation de ses options d'achat d'actions. Conformément aux dispositions précitées, aucun coût de rémunération n'a été constaté pour les options d'achat d'actions de la société dont le prix de levée était égal au prix du marché à la date de l'octroi. Le coût de rémunération relatif au régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles est constaté en fonction de la juste valeur des actions de la société au cours de la période pendant laquelle on estime que les critères relatifs à l'évaluation du rendement et à l'acquisition des droits seront remplis. Toute contrepartie versée par les employés lors de la levée des options d'achat d'actions ou de l'achat d'actions est créditée au capital-actions.

O Régimes d'avantages sociaux

Les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées se rapportant à certains employés des États-Unis sont déterminés à l'aide de la méthode de répartition des prestations. Pour les régimes de retraite à prestations déterminées, la société a pour politique de capitaliser les régimes annuellement dans la mesure permise par les règlements applicables. En outre, la société offre des avantages d'assurance-maladie et d'assurance-vie à certains employés retraités. Le coût estimatif de ces avantages est porté au bilan et passé en charges au cours de la période pendant laquelle les employés actifs deviennent admissibles à ces avantages. Les avantages d'assurance-maladie et d'assurance-vie postérieurs au départ à la retraite sont payés lorsqu'ils sont fournis.

P Récentes prises de position comptables

En juin 2001, le Financial Accounting Standards Board a publié le SFAS n° 141, intitulé **Business Combinations** (SFAS 141), qui remplace l'Opinion n° 16 de l'APB, intitulée **Business Combinations**, et le SFAS n° 38, intitulé **Accounting for Preacquisition Contingencies of Purchased Enterprises**. Cet énoncé modifiera la comptabilité des regroupements d'entreprises et des écarts d'acquisition. Le SFAS 141 exige que la méthode de l'acquisition soit utilisée pour comptabiliser tous les regroupements d'entreprises amorcés après le 30 juin 2001. Le recours à la méthode de la fusion d'intérêts communs n'est plus autorisée. Cet énoncé établit également les critères pour la constatation distincte des actifs incorporels

acquis lors d'un regroupement d'entreprises. Il s'applique aussi à tous les regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition et pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} juillet 2001 ou après cette date. La fusion avec Homestake a été amorcée avant le 30 juin 2001, date d'entrée en vigueur du SFAS 141, et est comptabilisée selon la méthode de la fusion d'intérêts communs.

En juin 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 142, intitulé **Goodwill and Other Intangible Assets** (SFAS 142), qui remplace l'Opinion n° 17 de l'APB, intitulée **Intangible Assets**. L'énoncé exige que les écarts d'acquisition ne soient plus amortis, mais soumis à un test de dépréciation. L'énoncé s'applique aux exercices ouverts après le 15 décembre 2001 et doit être mis en application au début de l'exercice d'une entité et à l'égard de tous les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels constatés dans ses états financiers à cette date. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie qui surviennent en raison de l'application initiale de ces énoncés (résultant d'un test de dépréciation transitoire) doivent être indiquées comme résultant d'une modification de convention comptable. Conformément à une exception à la date d'entrée en vigueur de cet énoncé, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels acquis après le 30 juin 2001 seront assujettis immédiatement aux dispositions de non-amortissement et d'amortissement de l'énoncé. La société n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, du présent énoncé sur ses états financiers.

En juin 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 143, intitulé **Accounting for Asset Retirement Obligations** (SFAS 143), qui porte sur la comptabilité et la présentation de l'information financière relatives aux obligations associées à la mise hors service d'actifs corporels à long terme et des frais s'y rapportant. Il s'applique aux obligations légales associées à la mise hors service d'actifs à long terme qui résultent de l'acquisition, la construction, la mise en valeur et/ou l'exploitation normale d'actifs à long terme, sauf pour certaines obligations de preneurs à bail. Le SFAS 143 modifie le SFAS n° 19, intitulé **Financial Accounting and Reporting by Oil and Gas Producing Companies**, et exige que les entités constatent à la juste valeur un passif relatif à une obligation de mise hors service d'actifs pendant la période au cours de laquelle il est engagé. Lorsque le passif est constaté initialement, l'entité capitalise le coût en augmentant la valeur comptable de l'actif à long terme s'y rapportant. Au fil du temps, le passif est augmenté à sa valeur actuelle à chaque période, et le coût capitalisé est amorti sur la durée de vie utile de l'actif s'y rapportant. Au moment du règlement du passif, l'entité règle l'obligation

pour la valeur inscrite ou enregistre un gain ou une perte lors du règlement. Le SFAS 143 s'applique aux états financiers émis pour les exercices ouverts après le 15 juin 2002, mais sa mise en application anticipée est encouragée. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de cet énoncé sur ses états financiers.

En octobre 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 144, intitulé **Accounting for the Impairment on Disposal of Long-lived Assets** (SFAS 144), qui remplace le SFAS 121, intitulé **Accounting for the Impairment of Long-lived Assets and for Long-lived Assets to be Disposed of**. Le SFAS 144 s'applique à tous les actifs à long terme (y compris les activités abandonnées) et modifie par conséquent l'Opinion n° 30 de l'APB, intitulée **Reporting Results of Operations - Reporting the Effects of Disposal of a Segment of a Business**. Le SFAS 144 exige que les actifs à long terme qui doivent être vendus soient évalués au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur moins les frais de vente. Cette exigence élimine l'exigence de l'Opinion n° 30 de l'APB selon laquelle les activités abandonnées doivent être évaluées à la valeur de réalisation nette ou que les entités incluent sous « activités abandonnées » aux états financiers des montants relatifs aux pertes d'exploitation qui ne sont pas encore survenues. En outre, le SFAS 144 élargit la portée des activités abandonnées pour inclure tous les éléments d'une entité ayant des activités 1) qui peuvent être distinguées du reste de l'entité et 2) qui seront éliminées des activités poursuivies par l'entité lors d'une cession. Le SFAS 144 s'applique aux états financiers émis pour les exercices ouverts après le 15 décembre 2001 et, généralement, ses dispositions doivent être appliquées de façon prospective. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de cet énoncé sur ses états financiers.

3 STOCKS ET CHARGES REPORTÉES

	2001	2000
Or en voie de production et minerai empilé	134 \$	170 \$
Fournitures d'exploitation minière	72	71
Instruments dérivés (note 16 E)	17	-
Prime d'options d'achat position acheteur	-	44
	223 \$	285 \$

L'or en voie de production et le minerai empilé ne comprennent pas la somme de 46 M\$ (38 M\$ en 2000) représentant les stocks de minerai empilé dont le traitement n'est pas prévu au cours des douze prochains mois. Cette somme est incluse dans les autres actifs.

Notes (suite)

La propriété Goldstrike est la seule à comporter d'importants stocks de minerai empilé. Ceux-ci proviennent de l'optimisation du plan d'extraction et de traitement pour la propriété. Les stocks de minerai empilé à la propriété sont de deux sortes : le minerai qui devra être traité en autoclave et le minerai qui devra être traité par grillage. Le traitement du minerai par grillage a commencé lors du démarrage du four de grillage en 2000, et les stocks de minerai empilé des deux types sont actuellement en cours de traitement en autoclave et par grillage et devraient être totalement traités d'ici 2009 et 2016 respectivement. Le traitement du minerai empilé se fait en conformité avec le plan de traitement en fonction de la durée de vie de la mine qui a été optimisé d'après les réserves minérales connues, la capacité actuelle des installations et la conception de la mine. Le prix de l'or historique n'a pas eu d'incidence importante sur le moment du traitement des stocks de minerai empilé.

4 IMMOBILISATIONS

	2001	2000
Frais d'acquisition de propriétés et de mise en valeur des mines	4 433 \$	4 402 \$
Bâtiments et matériel	2 824	2 621
Frais de décapage reportés	306	315
	7 563	7 338
Amortissement cumulé	(3 651)	(3 344)
	3 912 \$	3 994 \$

Les frais de décapage reportés se rapportent principalement à la mine Betze-Post à la propriété Goldstrike où le coefficient de décapage en 2001 était de 104 tonnes par once d'or récupérée (101 tonnes en 2000, 93 tonnes en 1999).

5 AUTRES ACTIFS

	2001	2000
Actifs détenus en fiducie	51 \$	56 \$
Stocks de minerai empilé	46	38
Impôts récupérables	36	56
Instruments dérivés (note 16 E)	40	-
Effet à recevoir	17	19
Encaisse affectée	12	-
Frais de financement reportés	11	17
Actif au titre des régimes de retraite payé d'avance	5	7
Autres éléments	58	40
	276 \$	233 \$

6 COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2001	2000
Comptes fournisseurs et charges à payer diverses	307 \$	535 \$
Tranche des obligations de régénération et de fermeture échéant à moins d'un an (note 8)	80	52
Frais de fusion et frais connexes (note 12 A)	65	-
Litiges (note 17 C)	56	-
Instruments dérivés (note 16 E)	13	-
	521 \$	587 \$

7 DETTE À LONG TERME

	2001	2000
Débtures 7½ %	500 \$	500 \$
Financement du projet Bulyanhulu	200	151
Obligations à taux variable	80	80
Contrats de location-acquisition	22	24
Facilité de crédit transfrontière	-	149
	802	904
Tranche échéant à moins d'un an	9	3
	793 \$	901 \$

A Débtures 7½ %

Le 22 avril 1997, Barrick Gold Finance Inc., filiale en propriété exclusive de la société, a émis des débtures rachetables, non convertibles, de 500 M\$. Les débtures, qui sont garanties par la société, portent intérêt au taux de 7½ % par année, sont payables semestriellement et échoient le 1^{er} mai 2007.

B Financement du projet Bulyanhulu

Le 8 mai 2000, une filiale en propriété exclusive de la société a commencé à utiliser un prêt d'amortissement à recours limité d'un maximum de 200 M\$, fourni par un consortium de banques internationales, dans le but de financer en partie la construction, la mise en valeur, le démarrage et l'exploitation du projet de mine aurifère souterraine Bulyanhulu en Tanzanie. Le remboursement se fera en 14 versements semestriels égaux consécutifs, les 15 juin et 15 décembre de chaque année, le premier versement devant se faire au plus tard le 15 décembre 2002 et au plus tôt à la première date de versement suivant l'achèvement du projet. L'achèvement est défini aux termes du contrat comme la date à laquelle certains

tests physiques, opérationnels, financiers, de marketing, juridiques et environnementaux sont satisfaits. La société s'attend à ce que l'achèvement ait lieu en 2002. La société a garanti le prêt, sauf en cas de matérialisation d'un risque politique, jusqu'à la date d'achèvement, date à laquelle le prêt deviendra sans recours à l'égard de la société. Cette facilité est assurée contre les risques politiques à parts égales par des organes du gouvernement du Canada et par la Banque mondiale. Le taux d'intérêt moyen, y compris les primes d'assurance pour risques politiques, est égal au TIOL majoré de 2,6 % avant l'achèvement, et s'accroît progressivement après l'achèvement jusqu'à ce qu'il atteigne un taux moyen approximatif égal au TIOL majoré de 3,6 %. Le taux d'intérêt effectif pour 2001 était de 7,3 % (9,2 % en 2000).

C Obligations à taux variable

Des filiales en propriété exclusive de la société ont émis des obligations à taux variable exonérées d'impôt d'un montant de 17 M\$ (échéant en 2004), de 25 M\$ (échéant en 2029) et de 38 M\$ (échéant en 2032), pour un total de 80 M\$. Tous les mois, la société paie des intérêts sur les obligations en fonction des taux des obligations variables à court terme exonérées d'impôt. Le taux d'intérêt moyen au 31 décembre 2001 était de 1,9 % (4,9 % en 2000). Aucun remboursement de capital n'est requis jusqu'à l'annulation, le remboursement ou l'échéance.

D Facilités de crédit

La société a conclu une convention de crédit et de garantie (la « convention de crédit ») avec un groupe de banques internationales (les « prêteurs »). Il est prévu dans la convention de crédit que les prêteurs mettront à la disposition de la société et des filiales qu'elle désignera de temps à autre une facilité de crédit d'un maximum de 1 milliard de dollars ou l'équivalent en monnaie canadienne. La convention de crédit, qui n'est pas assortie d'une garantie, arrive à échéance en décembre 2002. La facilité est assujettie au taux d'intérêt TIOL majoré de 0,15 % lorsqu'elle est utilisée et à des frais annuels de 0,075 %. Aux 31 décembre 2001 et 2000, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de la convention de crédit.

Homestake disposait d'une facilité de crédit transfrontière lui permettant d'emprunter un total de 430 M\$. Le montant de 149 M\$ prélevé sur la facilité a été remboursé en 2001 et la facilité de crédit a été annulée au moment de la fusion avec Barrick.

E Paiements à date fixe

Les remboursements minimums prévus pour chacun des cinq prochains exercices sont les suivants : 9 M\$ en 2002, 23 M\$ en 2003, 45 M\$ en 2004, 35 M\$ en 2005 et 38 M\$ en 2006.

F Intérêts

Des intérêts de 67 M\$ ont été engagés au cours de l'exercice (70 M\$ en 2000; 59 M\$ en 1999). Un montant de 42 M\$ a été capitalisé au titre des immobilisations (44 M\$ en 2000; 30 M\$ en 1999).

8 AUTRES OBLIGATIONS À LONG TERME

	2001	2000
Frais de régénération et de fermeture	267 \$	289 \$
Prestations de retraite et autres avantages complémentaires de retraite (note 9)	89	63
Instruments dérivés et gains reportés (note 16 E)	60	22
Autres	27	27
	443 \$	401 \$

La société a estimé les obligations futures de régénération et de fermeture qui, selon elle, satisferont aux exigences réglementaires actuelles à 570 M\$, dont 347 M\$ ont été comptabilisés au 31 décembre 2001 (341 M\$ en 2000). Une tranche de 80 M\$ de ces montants comptabilisés est incluse dans les comptes créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2001 (52 M\$ en 2000).

La société prévoit affecter à ces activités approximativement 80 M\$ en 2002, 45 M\$ en 2003, 40 M\$ en 2004 et 25 M\$ en 2005. Les modifications futures apportées, le cas échéant, à la réglementation et aux estimations des frais pourraient être considérables et elles seront comptabilisées au moment où elles seront applicables.

La loi intitulée **Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act** impose de lourdes obligations aux personnes qui rejettent des substances dangereuses. La Environmental Protection Agency publie une liste des priorités nationales répertoriant les rejets connus ou menacés de telles substances. L'emplacement de l'ancienne usine d'uranium de Homestake près de Grants, au Nouveau-Mexique, figure sur cette liste.

Notes (suite)

9 RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

A Régimes à prestations déterminées

La société a des régimes de retraite visant certains employés aux États-Unis. Les régimes de retraite visant les salariés et autres employés non syndiqués prévoient des prestations suivant le nombre d'années de service de l'employé et sa rémunération la plus élevée pendant une période déterminée précédant la retraite. Les régimes de

retraite visant les employés syndiqués fournissent des prestations déterminées en fonction de chaque année de service. La société offre également d'autres régimes complémentaires de retraite, qui prévoient des prestations d'assurance-maladie et d'assurance-vie pour certains employés à la retraite.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les obligations au titre des prestations, les actifs des régimes et la situation de capitalisation des régimes :

	Régimes de retraite		Régimes complémentaires de retraite	
	2001	2000	2001	2000
Variation des obligations au titre des prestations				
Obligation au titre des prestations au début de l'exercice	238 \$	226 \$	27 \$	28 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4	3	-	-
Intérêts débiteurs	16	16	2	2
Modifications des régimes et prestations spéciales de cessation d'emploi	39	11	-	1
Pertes (gains) actuariel(le)s	17	4	-	(2)
Prestations versées	(24)	(19)	(2)	(2)
Compressions	(11)	(3)	-	-
Obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice	279 \$	238 \$	27 \$	27 \$
Variation des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	255 \$	249 \$	- \$	- \$
Rendement réel des actifs des régimes	2	24	-	-
Cotisations de la société	1	1	2	2
Prestations versées	(24)	(19)	(2)	(2)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	234 \$	255 \$	- \$	- \$
Actifs des régimes supérieurs (inférieurs) aux obligations				
prévues au titre des prestations projetées	(44) \$	18 \$	(27) \$	(27) \$
Gains actuariels nets non constatés	(9)	(47)	(4)	(5)
Coût des services passés non constaté	-	9	(1)	(4)
Actif transitoire net non constaté	-	(1)	-	-
Obligations au titre des prestations constituées	(53) \$	(21) \$	(32) \$	(36) \$

Les montants au titre des régimes de retraite et des régimes complémentaires de retraite portés aux bilans consolidés s'établissent comme suit :

	Régimes de retraite		Régimes complémentaires de retraite	
	2001	2000	2001	2000
Actif au titre des régimes de retraite payé d'avance	5 \$	7 \$	- \$	- \$
Passif au titre des prestations constituées - à court terme	(1)	(1)	-	-
Passif au titre des prestations constituées - à long terme	(57)	(27)	(32)	(36)
	(53) \$	(21) \$	(32) \$	(36) \$

Au 31 décembre, les hypothèses actuarielles moyennes pondérées étaient comme suit :

	Régimes de retraite			Régimes complémentaires de retraite		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Taux d'actualisation	6,75 %	7,25 %	7,75 %	6,75 %	7,25 %	7,75 %
Rendement prévu des actifs des régimes	8,50 %	8,50 %	8,50 %			
Taux de croissance de la rémunération	5,00 %	5,00 %	5,00 %			

La société a présumé un taux tendanciel du coût des soins de santé de 7,5 % pour 2001. Ce taux devrait diminuer graduellement pour se situer à 5,0 % en 2006 et par la suite.

Les coûts périodiques nets des régimes de retraite et des régimes complémentaires de retraite comprennent les éléments suivants :

	Régimes de retraite		
	2001	2000	1999
Coût des services rendus			
au cours de l'exercice	4 \$	3 \$	5 \$
Intérêts débiteurs	16	17	16
Rendement prévu des actifs	(21)	(21)	(21)
Amortissement de ce qui suit :			
Coût des services passés	1	1	1
Gains actuariels	(2)	(1)	-
Coût (crédit) des prestations périodique net	(2)	(1)	1
Charges (crédits) supplémentaires :			
Charges spéciales de cessation d'emploi	39	10	-
Compressions	(3)	2	-
Crédits de règlement	(1)	-	-
Total du coût net des prestations	33 \$	11 \$	1 \$

Les charges spéciales de cessation d'emploi en 2001 se rapportent principalement à des droits à pension supplémentaires payables en vertu des dispositions de changement de contrôle s'appliquant à certains employés de Homestake et activées par la fusion avec Barrick. Ces montants sont inclus dans les frais de fusion et frais connexes. Le montant comparatif en 2000 se rapportait à la fermeture de la mine Homestake et était inclus dans les provisions pour propriétés minières et autres charges inhabituelles.

	Régimes complémentaires de retraite		
	2001	2000	1999
Intérêts débiteurs	2 \$	2 \$	2 \$
Amortissement de ce qui suit :			
Coût des services passés	(1)	(1)	(1)
Gains actuariels	(1)	(1)	-
Coût des prestations périodique net	-	-	1
Charges (crédits) supplémentaires :			
Charges spéciales de cessation d'emploi	(2)	1	-
Total du coût (crédit) net des prestations	(2)\$	1 \$	1 \$

L'obligation au titre des prestations projetées et l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite ayant des obligations au titre des prestations constituées dépassant les actifs du régime s'élevaient toutes les deux à 48 M\$ au 31 décembre 2001 et à 39 M\$ et 32 M\$ respectivement au 31 décembre 2000. Ces montants se rapportent à un régime de retraite supplémentaire non admissible visant certains employés et à un régime de retraite non admissible visant des administrateurs de la société. Ces régimes ne sont pas capitalisés. La société a établi une fiducie constituante, composée de fonds, de fonds communs de placement et de polices d'assurance-vie détenues par des sociétés, pour financer les prestations payables en vertu de ces régimes non admissibles et certains autres régimes de rémunération différée. La fiducie constituante, qui est comprise dans les autres actifs, s'élevait à 51 M\$ et 56 M\$ respectivement aux 31 décembre 2001 et 2000.

Notes (suite)

La société a annoncé la fermeture de plusieurs mines au cours de l'exercice 2001, ce qui a entraîné des frais de cessation d'emploi. Les régimes de soins de santé sont contributifs et étaient limités aux employés de la mine Homestake dont l'âge et les années de service dépassaient 65 au total au 1^{er} janvier 2001. Les prestations de cessation d'emploi et certains frais de compression ont été constatés au cours de l'exercice 2001 pour refléter la fermeture prévue des mines. Le taux tendanciel du coût des soins de santé présumé a un effet minime sur les montants déclarés. Une variation d'un point de pourcentage du taux tendanciel du coût des soins de santé présumé aurait augmenté ou réduit l'obligation au titre des prestations complémentaires de retraite constituées au 31 décembre 2001 de 2 M\$ et n'a eu aucune incidence sur les éléments coût des services rendus et intérêts du coût périodique net.

B Régimes à cotisations déterminées

Certaines des autres entreprises de la société participent à des régimes à cotisations déterminées à l'intention des employés. En outre, la société dispose d'un régime de retraite non capitalisé pour certains dirigeants. En vertu de ce régime, 15 % du salaire et des primes des dirigeants pour l'exercice sont mis de côté et cumulés avec intérêts jusqu'à la retraite. La société a cotisé à ces régimes 12 M\$ en 2001, 11 M\$ en 2000 et 11 M\$ en 1999. En 2001, la société a mis en place un régime incitatif d'unités d'actions temporairement inaccessibles (le « régime UAI »). En vertu du régime UAI, un certain nombre d'actions UAI sont octroyées à chaque participant, chaque unité ayant une valeur égale à celle d'une action ordinaire de Barrick au moment de l'octroi. Chaque UAI, dont les droits sont acquis et qui sera payée au troisième anniversaire de la date de l'octroi, aura une valeur équivalant au cours du marché d'une action de Barrick à cette date. La valeur des UAI octroyées au 31 décembre 2001 s'élevait à 7 M\$. Ce montant a été comptabilisé dans les autres obligations à long terme.

10 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

A Charge (économie) d'impôts

	2001	2000	1999
Impôts exigibles			
Canada	14 \$	23 \$	21 \$
États-Unis	(7)	43	78
Pérou	17	7	-
Autres pays	12	5	1
Total	36	78	100
Impôts reportés			
Canada	(74)	(68)	(7)
États-Unis	33	(68)	34
Australie	4	3	(5)
Chili	-	(88)	-
Pérou	(12)	(52)	-
Autres pays	(1)	(14)	(7)
Total	(50)	(287)	15
Total de (l'économie) la charge d'impôts	(14) \$	(209) \$	115 \$

Puisque la société exerce ses activités dans une industrie spécialisée et dans plusieurs territoires fiscaux, son bénéfice est assujéti à divers taux d'imposition. Les principaux éléments donnant lieu à un écart entre le taux d'imposition de la société et le taux d'imposition fédéral de 38 % prévu par la loi figurent ci-après :

	2001	2000	1999
Charge (économie) d'impôts basée sur le taux prévu par la loi	32 \$	(523) \$	136 \$
Augmentation (diminution) découlant de :			
Déductions au titre des ressources et de l'épuisement	(11)	(29)	(49)
Bénéfice dans des pays étrangers imposé à des taux différents	(84)	(76)	(38)
Provision pour propriétés minières	-	331	-
Coûts non déductibles (non comptabilisés à l'égard de l'impôt)	56	35	50
Crédits d'impôts utilisés	-	1	4
Variation des actifs et passifs d'impôts reportés	(6)	36	-
Autres	(1)	16	12
(Économie) charge d'impôts	(14) \$	(209) \$	115 \$

Les principaux écarts temporaires et leur incidence fiscale sont comme suit :

	2001	2000	1999
Frais d'exploration et d'extraction minière reportés	- \$	(3) \$	32 \$
Amortissement	(21)	(8)	(33)
Frais de régénération et de fermeture	8	(8)	2
Pertes d'exploitation nettes	(37)	(19)	6
Provision pour propriétés minières	-	(267)	-
Autres	-	18	8
Total	(50) \$	(287) \$	15 \$

B Actifs et passifs d'impôts reportés

	2001	2000	1999
Actifs d'impôts reportés			
Reports prospectifs de pertes fiscales	312 \$	286 \$	280 \$
Frais de régénération et de fermeture	81	76	73
Immobilisations	32	48	37
Passif relatif aux avantages sociaux	48	30	23
Reports prospectifs de crédits au titre de l'impôt minimum de remplacement	111	80	71
Reports prospectifs de crédits pour impôts étrangers	-	6	111
Pertes de change non réalisées	6	21	-
Gains reportés sur la liquidation de contrats de couverture de flux de trésorerie	8	13	13
Stocks	6	6	9
Autres	41	14	26
Actifs d'impôts reportés, montant brut	645	580	643
Provision pour dépréciation	433	388	417
Actifs d'impôts reportés, montant net	212	192	226
Passifs d'impôts reportés			
Immobilisations	397	428	783
Autres	59	75	76
Passifs d'impôts reportés, montant brut	456	503	859
Passifs d'impôts reportés, montant net	244 \$	311 \$	633 \$
Les passifs d'impôts reportés, montant net, comprennent :			
Actifs d'impôts reportés à court terme	(6)	-	(15)
Actifs d'impôts reportés à long terme	(150)	(126)	(132)
Passifs d'impôts reportés à long terme	400	437	780
Total	244 \$	311 \$	633 \$

Le montant des passifs d'impôts futurs non comptabilisés relativement aux écarts temporaires se rapportant à l'investissement de la société aux États-Unis, qui est essentiellement d'une durée permanente, s'élève à 75 M\$

Notes (suite)

(81 M\$ en 2000). Les actifs d'impôts comprennent les reports prospectifs de pertes d'exploitation et les écarts temporaires se rapportant aux immobilisations et aux frais de régénération et de fermeture. Les actifs d'impôts futurs, montant net, comprennent 76 M\$ reliés aux reports prospectifs de pertes d'exploitation, comptabilisés selon le jugement de la société quant à sa capacité d'utiliser les pertes fiscales connexes pour réduire le revenu imposable futur.

Les reports prospectifs de pertes d'exploitation se chiffrent à 1 364 M\$, dont 1 068 M\$ sont reportés indéfiniment et 296 M\$ expirent à diverses dates au cours des 20 prochains exercices. Les crédits d'impôts au titre de l'impôt minimum de remplacement s'élèvent à 110 M\$ et sont reportés indéfiniment.

La mesure et la comptabilisation des actifs et passifs d'impôts sont fondées sur l'interprétation que fait la société des lois pertinentes sur l'impôt, des stratégies de planification fiscales connues, des estimations de la valeur fiscale des différents actifs et passifs, et la déductibilité des frais engagés aux fins de l'impôt. Les variations futures des montants d'actifs et de passifs d'impôts constatés, le cas échéant, pourraient être importantes et seront comptabilisées lorsque cela sera applicable.

11 CAPITAL-ACTIONS

A Capital autorisé et émis

Le capital-actions autorisé de la société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires (534 millions d'actions émises), de 9 764 929 actions privilégiées de premier rang, série A (aucune émise), de 9 047 619 actions, série B (aucune émise), d'une action à droit de vote spécial, série C (1 émise) et de 14 726 854 actions privilégiées de deuxième rang, série A (aucune émise).

B Actions échangeables

Au moment d'une acquisition réalisée en 1998, Homestake Canada Inc. (« HCI ») a émis 11,1 millions d'actions échangeables de HCI. Chaque action échangeable de HCI peut être échangée contre 0,53 action ordinaire de Barrick à tout moment au gré du porteur et comporte essentiellement les mêmes droits de vote, de dividende (payable en dollars canadiens), et autres droits que 0,53 action ordinaire de Barrick. Une action à droit de vote spécial, qui a été émise à l'agent de transfert en fiducie pour les porteurs des actions échangeables de HCI, offre le mécanisme par lequel les porteurs des actions échangeables de HCI reçoivent leurs droits de vote. Au 31 décembre 2001, 3 millions (3,3 millions en 2000) d'actions échangeables de HCI étaient en circulation, ce qui équivalait à 1,6 million (1,8 million en 2000) d'actions ordinaires de Barrick. Au 31 décembre 2001, la société avait mis de côté 1,6 million d'actions ordinaires de Barrick aux fins d'émission en échange des actions échangeables de HCI en circulation.

À tout moment à compter du 31 décembre 2008, ou à une date où il y aura moins de 1,4 million d'actions échangeables de HCI en circulation, la société a le droit, mais n'est pas tenue, d'exiger l'échange de toutes les actions échangeables de HCI alors en circulation, à raison de 0,53 action ordinaire de Barrick pour chaque action échangeable de HCI.

C Options d'achat d'actions ordinaires

Au 31 décembre 2001, il y avait 25 millions d'options d'achat d'actions ordinaires en cours, expirant à diverses dates jusqu'au 2 décembre 2011. Le prix de levée des options est égal au cours de clôture des actions de la société le jour précédant la date de l'octroi. Les droits se rapportant aux options sont acquis pendant les quatre premiers exercices à raison d'un quart par exercice, à compter de l'exercice suivant l'octroi, et les options peuvent être levées sur une période allant de sept à dix ans.

Au 31 décembre 2001, 9 millions d'actions ordinaires (6 millions en 2000; 7 millions en 1999), en sus de celles qui étaient en circulation à la fin de l'exercice, étaient disponibles pour l'octroi d'options.

Le tableau ci-dessous résume les opérations portant sur les options d'achat d'actions ordinaires :

	Actions ordinaires (en millions)	Prix moyen pondéré (\$ CA)	Actions ordinaires (en millions)	Prix moyen pondéré (\$ US)
En cours au 31 décembre 1998	20		2	
Opérations en 1999				
Octroyées	3	26,32 \$	1	17,74 \$
Levées	(1)	25,71 \$	-	1,40 \$
Annulées ou expirées	(1)	31,72 \$	-	30,69 \$
En cours au 31 décembre 1999	21		3	
Opérations en 2000				
Octroyées	5	24,24 \$	1	13,72 \$
Levées	-	22,95 \$	-	-
Annulées ou expirées	(4)	32,77 \$	-	29,45 \$
En cours au 31 décembre 2000	22		4	
Opérations en 2001				
Octroyées	1	24,32 \$	2	9,03 \$
Levées	-	22,77 \$	-	13,44 \$
Annulées ou expirées	(4)	29,66 \$	-	26,10 \$
En cours au 31 décembre 2001	19		6	

Le tableau ci-dessous résume les options d'achat d'actions ordinaires en cours au 31 décembre 2001 :

Fourchette des prix de levée	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Actions ordinaires (en millions)	Durée résiduelle moyenne (années)	Prix moyen pondéré	Actions ordinaires (en millions)	Prix moyen pondéré
Options en \$ CA					
22,55 \$ - 31,05 \$	15	8	25,69 \$	7	26,18 \$
34,00 \$ - 44,25 \$	4	4	38,90 \$	4	38,90 \$
	19	7	28,29 \$	11	30,32 \$
Options en \$ US					
8,96 \$ - 17,68 \$	4	8	12,02 \$	1	15,92 \$
17,75 \$ - 28,73 \$	1	6	21,82 \$	1	23,12 \$
29,00 \$ - 40,66 \$	1	3	33,58 \$	1	33,58 \$
	6	7	16,67 \$	3	22,99 \$

En plus des options d'achat d'actions ordinaires ci-dessus, la société est tenue d'émettre environ 0,7 million d'actions (0,7 million d'actions en 2000) de son capital-actions ordinaires en rapport avec les options d'achat d'actions en cours de Sutton prises en charge par la société dans le cadre de l'acquisition de celle-ci. Les options ont un prix de levée moyen de 19,34 \$ CA (19,12 \$ CA en 2000) et une durée résiduelle moyenne de 4 ans (5 ans en 2000).

Le SFAS 123 encourage les sociétés, sans les y obliger, à inclure dans le coût de rémunération la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés. Les sociétés qui n'adoptent pas la méthode de la juste valeur doivent divulguer la juste valeur des attributions sous forme d'actions à la date d'attribution. La juste valeur des options de la société qui ont été octroyées en 2001 était de 18 M\$ (37 M\$ en 2000).

Notes (suite)

Cette juste valeur a été estimée en se servant du modèle de Black et Scholes et en présumant une durée prévue de 4½ à 10 ans, une volatilité de 30 % à 41 %, des taux d'intérêt variant de 4,8 % à 6,7 % et un rendement des actions prévu variant de 0,44 % à 1,4 %. Aux termes du SFAS 123, le coût de rémunération sous forme d'actions pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 s'élèverait à 31 M\$ (30 M\$ en 2000, 30 M\$ en 1999). Le bénéfice net et le bénéfice par action pro forma en découlant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 s'établissent respectivement à 65 M\$ et à 0,12 \$, (une perte nette et une perte par action de (1 219)M\$ et de (2,28)\$ respectivement en 2000, et un bénéfice net et un bénéfice par action de 214 M\$ et de 0,40 \$ respectivement en 1999).

D Résultat par action

Le résultat par action a été calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, soit 536 millions d'actions (535 millions d'actions en 2000; 528 millions d'actions en 1999).

Le bénéfice net dilué par action tient compte de l'effet dilutif de la levée des options d'achat d'actions ordinaires en cours à la fin de l'exercice. On n'a pas tenu compte de l'effet des options d'achat d'actions ordinaires sur la perte nette par action en 2000, car cela aurait eu un effet antidilutif. Le nombre d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net dilué par action pour 2001 et 1999 a été respectivement de 538 millions d'actions et de 548 millions d'actions.

E Dividendes

En 2001, la société a déclaré et versé des dividendes en dollars US totalisant 0,22 \$ par action (0,22 \$ par action en 2000; 0,20 \$ par action en 1999).

12 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS DE PROPRIÉTÉS

A Homestake Mining Company

Le 14 décembre 2001, une filiale en propriété exclusive de Barrick a fusionné avec Homestake Mining Company. Aux termes de l'accord, approximativement 139,5 millions d'actions ordinaires de Barrick ont été émises en échange de toutes les actions ordinaires en circulation de Homestake, le ratio d'échange étant de 0,53 : 1. La fusion a été comptabilisée selon la méthode de la fusion d'intérêts communs. Par conséquent, les états financiers consolidés donnent un effet rétroactif à la fusion, tous les exercices étant présentés comme si Barrick et Homestake avaient toujours été regroupées. Certains chiffres ont été reclassés pour que la présentation de Barrick et celle de Homestake soient conformes.

Le tableau suivant présente un résumé des données pour les sociétés distinctes et les montants cumulés pour les exercices antérieurs à la fusion. Le bénéfice net pour 2001 exclut les frais de fusion et les frais connexes de 107 M\$ (déduction faite de 10 M\$ d'impôts).

Pour l'exercice terminé les 31 décembre	2001	2000	1999
Ventes d'or			
Barrick	1 324 \$	1 307 \$	1 421 \$
Homestake	665	629	636
Cumulés	1 989	1 936	2 057
Bénéfice net (perte nette)			
Barrick	256	(1 065)	260
Homestake	(53)	(124)	(16)
Cumulés	203 \$	(1 189) \$	244 \$

Les frais de fusion et frais connexes se sont élevés à un total de 117 M\$ avant les incidences fiscales (107 M\$ après impôts) et comprennent des frais d'opération de 32 M\$ et des frais d'intégration et de restructuration de 85 M\$. Les frais d'opération comprennent les frais de services bancaires d'investissement, juridiques, comptables et autres frais liés directement à la fusion. Les frais d'intégration représentent les frais externes et différentiels liés directement à la fusion. Les frais d'intégration et de restructuration comprennent : 72 M\$ de frais de cessation

d'emploi, 3 M\$ liés à la fermeture du bureau principal de Homestake et de certaines autres installations, et 10 M\$ se rapportant à d'autres éléments divers.

Jusqu'au 31 décembre 2001 inclusivement, la charge pour frais de cessation d'emploi représente la réduction approuvée de la main-d'œuvre de 177 personnes, principalement des fonctions administratives au bureau principal de Homestake. Nous en avons avisé ces personnes en date du 17 décembre 2001. Les cessations d'emploi auront lieu dans les douze mois suivant l'avis. Les frais de cessation d'emploi comprenaient les prestations de départ accumulées et les frais associés aux dispositions de changement de contrôle qui figuraient dans les contrats d'emploi de certains dirigeants de Homestake.

Les frais de restructuration et de cessation d'emploi accumulés qui restaient impayés au 31 décembre 2001 et s'élevaient à 65 M\$ sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer (voir la note 6).

B Pangea Goldfields Inc.

Le 27 juillet 2000, la société a fait l'acquisition de Pangea Goldfields Inc. (« Pangea »), une société d'exploration, au coût de 131 M\$. Chaque action ordinaire en circulation de Pangea a été achetée au prix de 7,00 \$ CA. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les valeurs attribuées au total des actifs et passifs acquis, y compris 16 M\$ en espèces, s'élevaient respectivement à 140 M\$ et 9 M\$.

C Mine Round Mountain

Le 1^{er} juillet 2000, la société a fait l'acquisition de la participation de 25 % de Case Pomeroy & Company Inc. (« Case ») dans la mine Round Mountain pour 43 M\$, faisant ainsi passer la participation de la société dans la mine de 25 % à 50 %. Pour réaliser l'opération, la société a acheté 100 % des actions de Bargold Corporation, filiale en propriété exclusive de Case. La contrepartie d'achat a consisté en 1,4 million d'actions ordinaires de la société nouvellement émises et 26 M\$ en espèces. L'opération a été comptabilisée comme une acquisition, le prix d'achat étant attribué à raison de 3 M\$ pour le fonds de roulement net et 45 M\$ pour les immobilisations, moins 5 M\$ pour les obligations relatives à la régénération.

D Agua de la Falda

En octobre 1999, la société et la Corporacion Nacional del Cobre Chile (« Codelco ») ont fait un apport de capital supplémentaire de 15 M\$ dans Agua de la Falda (« ADLF ») proportionnellement à leur participation (Barrick, 51 % et Codelco, 49 %). Cet apport de capital souscrit de la société était essentiellement sous forme d'espèces. Codelco a apporté des biens, sous réserve d'une redevance conservée.

E Argentina Gold Corp.

En avril 1999, la société a émis 11 millions d'actions ordinaires pour faire l'acquisition de Argentina Gold Corp. (« Argentina Gold »), société canadienne ouverte d'exploration aurifère dont le principal actif est sa participation de 60 % dans la propriété Veladero dans le nord de l'Argentine. Le regroupement d'entreprises a été comptabilisé comme une fusion d'intérêts communs et, par conséquent, les états financiers consolidés de la société comprennent les résultats de Argentina Gold pour tous les exercices présentés. En 1999, la société a constaté des frais de regroupement d'entreprises de 5 M\$ pour cette opération.

F Sutton Resources Ltd.

Le 26 mars 1999, la société a fait l'acquisition de Sutton Resources Ltd. (« Sutton »), une société d'exploration ouverte, dont le principal actif était la mine Bulyanhulu en Tanzanie. Chaque action ordinaire en circulation de Sutton a été échangée contre 0,463 action ordinaire de la société, ce qui a donné lieu à l'émission de 17 millions d'actions ordinaires.

Le regroupement d'entreprises a été comptabilisé comme une fusion d'intérêts communs et, par conséquent, les actifs, passifs et capitaux propres de Sutton ont été cumulés aux valeurs comptables de la société. Les chiffres correspondants de tous les exercices présentés avant l'acquisition ont été retraités pour inclure les résultats et les bilans cumulés des entités fusionnées, redressés pour qu'ils soient conformes aux conventions comptables de la société.

Notes (suite)

13 PROVISION POUR PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET AUTRES CHARGES INHABITUELLES

	2001	2000	1999
Provision pour propriétés minières	- \$	1 600 \$	12 \$
Litige Troillus (note 17C)	59	-	-
Autres	-	27	3
	59 \$	1 627 \$	15 \$

En 2000, la société a entrepris une évaluation intégrale de ses immobilisations, selon les modalités énoncées à la note 2 Gv). Cette évaluation a donné lieu à la réduction des valeurs comptables de certains actifs à leurs justes valeurs estimatives, ce qui a été provoqué par un certain nombre d'événements, dont : la faiblesse continue du prix de l'or au comptant et la réévaluation à la baisse du prix de l'or réalisé à long terme; et une réévaluation de certaines propriétés d'exploration afin de refléter la situation actuelle du prix de l'or. La société a constitué une provision hors caisse de 1,6 milliard de dollars pour couvrir la dépréciation des valeurs comptables de divers actifs. Ces actifs comprenaient : le projet Pascua-Lama au Chili et en Argentine; la propriété Pierina au Pérou et des propriétés d'exploration; divers actifs, y compris les stocks de minerai empli à faible teneur à la mine Betze-Post aux États-Unis; la mine Homestake aux États-Unis et la mine Bousquet au Canada.

Le 11 septembre 2000, la société a annoncé une restructuration des activités à la mine Homestake dans le Dakota du Sud. La mine devrait mettre fin à ses activités au deuxième trimestre de 2002. Dans le cadre de cette restructuration, la société a constitué une provision de 23 M\$ pour les indemnités de cessation d'emploi et autres frais d'abandon. Ce montant est inclus dans le poste Autres de 27 M\$.

En 1999, la société a enregistré des charges de 12 M\$ pour radier une propriété acquise dans le cadre de l'acquisition Plutonic et pour réduire la valeur de certains équipements inutiles à la mine Kalgoorlie.

14 INFORMATION SECTORIELLE

La société exerce ses activités dans le secteur de l'exploitation de mines d'or et ses activités d'exploitation sont évaluées et gérées en fonction de districts.

	2001	2000	1999
Ventes d'or			
Goldstrike	823 \$	850 \$	822 \$
Pierina	319	295	322
Bulyanhulu	60	-	-
Kalgoorlie	104	111	100
Eskay Creek	87	88	87
Hemlo	83	80	82
Plutonic	79	71	69
Round Mountain	103	63	36
Autres	331	378	539
	1 989	1 936	2 057
Charges d'exploitation			
Goldstrike	473	401	335
Pierina	45	41	40
Bulyanhulu	35	-	-
Kalgoorlie	80	76	85
Eskay Creek	16	7	5
Hemlo	61	56	60
Plutonic	49	54	53
Round Mountain	77	50	29
Autres	244	265	329
	1 080	950	936

	2001	2000	1999
Amortissement			
Goldstrike	138	128	133
Pierina	175	176	172
Bulyanhulu	17	-	-
Kalgoorlie	17	18	16
Eskay Creek	40	58	54
Hemlo	10	10	9
Plutonic	12	10	23
Round Mountain	18	12	7
Autres	74	81	129
	501	493	543
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)			
avant impôts sur les bénéfices			
Goldstrike	212	321	354
Pierina	99	78	110
Bulyanhulu	8	-	-
Kalgoorlie	7	17	(1)
Eskay Creek	31	24	28
Hemlo	12	14	13
Plutonic	18	7	(7)
Round Mountain	8	1	-
Autres	13	31	81
	408	493	578
Provision pour propriétés minières			
et autres charges inhabituelles			
Pascua-Lama	-	(1 036)	-
Goldstrike	-	(300)	-
Pierina	-	(184)	-
Autres	(59)	(107)	(15)
	(59)	(1 627)	(15)
Exploration et mise en valeur de la société	(103)	(149)	(139)
Frais de fusion et frais connexes	(117)	-	(5)
Charges non sectorielles, montant net	(46)	(92)	(60)
Impôts sur les bénéfices	14	209	(115)
Bénéfice net (perte nette)			
avant les modifications			
de conventions comptables	97	(1 166)	244
Effet cumulatif des modifications de conventions comptables	(1)	(23)	-
Bénéfice net (perte nette)	96 \$	(1 189) \$	244 \$

	2001	2000	1999
Ventes d'or par région géographique			
États-Unis	1 064 \$	1 045 \$	1 043 \$
Pérou	319	295	322
Canada	262	252	308
Australie	244	249	244
Tanzanie	60	-	-
Chili	40	95	140
	1 989 \$	1 936 \$	2 057 \$
Dépenses en immobilisations			
sectorielles			
Goldstrike	251 \$	276 \$	481 \$
Pierina	27	49	32
Bulyanhulu	153	203	115
Pascua-Lama	69	107	40
Kalgoorlie	19	15	34
Eskay Creek	10	6	3
Hemlo	6	5	4
Plutonic	11	12	11
Round Mountain	15	3	4
Autres	46	34	63
	607 \$	710 \$	787 \$
Actif identifiable par région			
géographique			
États-Unis	1 873 \$	2 028 \$	2 451 \$
Pérou	731	891	1 181
Tanzanie	666	514	148
Canada	525	594	772
Australie	470	489	583
Chili/Argentine	257	217	1 183
Autres	680	660	473
	5 202 \$	5 393 \$	6 791 \$
Actif sectoriel			
Goldstrike	1 617 \$	1 678 \$	1 952 \$
Pierina	726	886	1 177
Bulyanhulu	659	511	145
Pascua-Lama	218	146	1 099
Kalgoorlie	247	281	326
Eskay Creek	313	376	445
Hemlo	69	81	85
Plutonic	51	44	61
Round Mountain	95	98	51
Autres	147	187	298
Total de l'actif pour les			
secteurs isolables	4 142	4 288	5 639
Espèces et quasi-espèces et placements à court terme	733	822	766
Autres	327	283	386
	5 202 \$	5 393 \$	6 791 \$

Notes (suite)

15 INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE CONCERNANT LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2001	2000	1999
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les paiements en espèces suivants :			
Intérêts, déduction faite des montants capitalisés	24 \$	22 \$	29 \$
Impôts sur les bénéfices	37 \$	39 \$	143 \$
Les éléments des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont comme suit :			
Bénéfice net (perte nette)	96 \$	(1 189) \$	244 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Amortissement	501	493	543
Amortissement des frais de décapage reportés	150	137	83
Impôts sur les bénéfices reportés	(50)	(287)	15
Provision pour propriétés minières	-	1 627	15
Frais de régénération et de fermeture, montant net	19	(4)	3
Gains reportés à la liquidation de contrats de vente à terme	(11)	4	35
Pertes (gains) de change non réalisé(e)s sur la dette intersociétés	10	16	(10)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	16	13	10
Récupération (paiement) d'impôts sur les frais de mise en valeur	(6)	27	(13)
Effet cumulatif des modifications de conventions comptables	1	23	-
Autres éléments	-	11	(13)
Variation des actifs et passifs d'exploitation :			
Comptes débiteurs	(2)	21	(31)
Stocks et charges reportées	67	(33)	(58)
Comptes créditeurs et charges à payer	(70)	81	(3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	721 \$	940 \$	820 \$

16 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

A Instruments dérivés

La société utilise essentiellement des contrats négociés de gré à gré pour conclure des opérations sur instruments dérivés. Ces accords négociés de gré à gré, comparativement à des contrats négociés en Bourse, permettent à la société d'intégrer crédit, durée et souplesse aux contrats. Les instruments sous-jacents dans ces contrats comprennent les marchandises, les taux d'intérêt, les taux de change ou les indices obligataires comportant des risques de crédit divers. La société ne conclut pas de contrats d'instruments dérivés qui, selon elle, présenteraient un effet de levier.

B Objectifs et stratégies d'utilisation des instruments dérivés

La société exerce ses activités dans six pays principaux afin de produire et de vendre son principal produit, l'or, ainsi que des sous-produits tels que l'argent et le cuivre. Les activités de la société l'exposent à divers risques du marché, y compris les risques se rapportant à l'incidence des fluctuations du prix des marchandises, des taux de change et des taux d'intérêt. La société contrôle et gère ces risques financiers en tant que partie intégrante de son programme global de gestion des risques. Le programme de gestion des risques de la société est axé sur l'imprévisibilité des marchés financiers et des marchandises et vise à réduire l'incidence négative potentielle de la volatilité de ces marchés sur les résultats d'exploitation.

La société maintient une stratégie de gestion des risques liés aux prix des marchandises selon laquelle elle a recours aux instruments dérivés pour réduire les fluctuations importantes et imprévues du bénéfice et des flux de trésorerie pouvant découler de la volatilité du prix des marchandises. Les fluctuations du prix de l'or et de l'argent produisent des rentrées de fonds réelles provenant de la vente d'or et d'argent qui diffèrent des rentrées de fonds prévues. La société se sert de contrats de vente au comptant reportée et de contrats d'options pour gérer ces risques.

La société maintient une stratégie de gestion des risques de taux d'intérêt selon laquelle elle a recours aux instruments dérivés pour réduire les fluctuations importantes et imprévues du bénéfice ou des flux de trésorerie causées par la volatilité des taux d'intérêt. Les objectifs de la société consistent 1) à gérer la sensibilité aux taux d'intérêt sur ses placements à court terme, ses

titres de créance et ses swaps sur rendement total; 2) à réduire le coût de ses emprunts, y compris les coûts d'emprunt d'or implicites dans les contrats de vente au comptant reportée; et 3) à gérer la composante rendement en intérêts implicite dans les contrats de vente au comptant reportée. La société a recours aux swaps de taux d'intérêt et aux swaptions pour gérer la sensibilité aux taux d'intérêt et pour gérer les frais d'emprunt. La société a recours aux swaps sur rendement total pour modifier la composante rendement en intérêts des contrats de vente au comptant reportée.

La société maintient une stratégie de gestion des risques de change selon laquelle elle a recours aux instruments dérivés pour réduire les fluctuations imprévues du bénéfice et des flux de trésorerie pouvant découler de la volatilité des taux de change. La société a recours à des contrats de change à terme, des swaps et des options pour gérer ces risques.

Le comité des finances de la société veille à la gestion, à l'orientation et au contrôle des activités de celle-ci en matière d'instruments dérivés dans le cadre de ses responsabilités de surveillance des activités de placement et de la fonction de trésorerie de la société. Le comité des finances, qui se compose de cinq membres du conseil d'administration de la société, dont le chef de la direction de la société, fait rapport au conseil d'administration en ce qui concerne la portée de la stratégie de gestion des risques de la société et ses activités relatives aux instruments dérivés. Le comité des finances approuve la politique générale qui définit les objectifs de gestion des risques et les principes de la société à l'égard des instruments dérivés, fournit des lignes directrices quant à l'emploi d'instruments dérivés, et passe en revue les procédés internes relatifs aux instruments dérivés dans les domaines du contrôle interne et de l'évaluation, ainsi que du contrôle et de la divulgation d'activités relatives aux instruments dérivés. Le comité des finances approuve également les stratégies de couverture qui sont élaborées par la direction grâce à son analyse des risques auxquels la société est exposée et à son analyse du marché en ce qui a trait aux marchandises, aux taux de change et taux d'intérêt, fondée sur des renseignements tirés de sources internes et du secteur. Les stratégies de couverture qui en résultent sont alors intégrées aux stratégies globales de gestion des risques de la société. La responsabilité de la mise en œuvre des stratégies de couverture et de gestion des risques est déléguée à la fonction de trésorerie de la société.

C Instruments dérivés exclus du champ d'application du SFAS 133

La société a conclu des contrats de vente au comptant reportée qui établissent des prix de vente pour la production future d'or et d'argent avec diverses contreparties et qui font fonction de couverture contre des fluctuations éventuelles des prix de l'or et de l'argent. Alors que ces contrats répondent à la définition d'instruments dérivés en vertu du SFAS 133, la société a décidé et documenté que l'exception figurant au paragraphe 10b) du SFAS 133 au sujet des achats normaux/ventes normales s'applique à de tels contrats. Par conséquent, les contrats de vente au comptant reportée de la société ne sont pas comptabilisés comme des instruments dérivés aux termes du SFAS 133.

Au 31 décembre 2001, la société avait des engagements en cours visant la livraison de 18,2 millions d'onces de sa production d'or future à des prix prédéterminés en vertu de contrats de vente au comptant reportée. Aux termes des contrats, la société peut, à sa discrétion absolue, modifier la date de livraison. Au moment de la modification d'une date de livraison, le prix du contrat est ajusté compte tenu de l'écart entre le prix du marché de l'or à terme courant à la date de livraison modifiée et le prix contractuel aux dates de livraison initiale et modifiée. La juste valeur favorable des contrats au 31 décembre 2001 était de 356 M\$, et est estimée en fonction de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie en vertu des contrats, d'après un prix de l'or au comptant de 279 \$ et les taux du marché pour le TIOL et les taux de location de l'or. Les engagements de vente d'or en cours s'établissaient comme suit au 31 décembre 2001 :

Livraisons prévues en	2002	2003	2004	2005	2006+	Total
Onces (en milliers)	2 800	2 600	2 800	1 400	8 600	18 200
Prix moyen de l'once	365 \$	340 \$	340 \$	340 \$	344 \$	345 \$

D Transferts au/du compte Autre bénéfice global

Pour les couvertures de flux de trésorerie, les gains et les pertes sur les contrats d'instruments dérivés qui sont reclassés du compte Autre bénéfice global cumulé dans les résultats de l'exercice sont inclus au poste dans lequel l'élément couvert est inscrit, au cours de la période pendant laquelle l'opération prévue influe sur les résultats.

Notes (suite)

En 2001, la société a transféré du compte Autre bénéfice global une perte nette de 24 M\$ (déduction faite d'impôts de 3 M\$) aux résultats. En 2002, des gains de 11 M\$ (déduction faite d'impôts de 1 M\$) cumulés dans le compte Autre bénéfice global devraient être transférés aux résultats.

E Juste valeur des instruments dérivés

Juste valeur des instruments financiers dérivés au 1 ^{er} janvier 2001	(42) \$
Encaissements à la création des instruments dérivés	(23)
Instruments dérivés réalisés ou réglés autrement au cours de l'exercice	16
Variation de la juste valeur des instruments dérivés au cours de l'exercice	33
Juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2001	(16) \$

La juste valeur des instruments dérivés au 31 décembre 2001 comprend :

Actifs d'instruments dérivés	
À court terme	17 \$
À long terme	40
	57
Passifs d'instruments dérivés	
À court terme	(13)
À long terme	(60)
	(73)
Passif d'instruments dérivés, montant net	(16) \$

Juste valeur selon l'échéance des instruments dérivés (en millions)

2002	2003	2004	2005	2006+	Total
5 \$	(11) \$	1 \$	(18) \$	7 \$	(16) \$

Les justes valeurs des actifs et passifs d'instruments dérivés reflètent la compensation des justes valeurs des instruments dérivés individuels et des montants à payer à des contreparties ou à recevoir de celles-ci et qui découlent d'instruments dérivés, lorsque les conditions du FIN n° 39, intitulé **Offsetting Of Amounts Related To Certain Contracts**, sont réunies. Les sommes à recevoir de contreparties qui ont été portées en compensation des passifs d'instruments dérivés se sont élevées à 131 M\$ au 31 décembre 2001.

La société classe les actifs et passifs d'instruments dérivés dans les éléments à court terme ou à long terme suivant la date d'échéance des instruments dérivés, à l'exception de ce qui suit. Pour les instruments dérivés comportant des flux de trésorerie à recevoir ou à payer avant la fin de l'exercice et au-delà, la société a choisi de ne pas les séparer en positions à court et à long terme. Pour ces instruments dérivés, un instrument dérivé dont la juste valeur est un passif net est classé entièrement dans les éléments à court terme, et un instrument dérivé dont la juste valeur est un actif net est classé entièrement dans les éléments à long terme, sauf que si la tranche échéant à moins d'un an est un passif, cette tranche a été présentée comme un passif à court terme.

La société inclut les actifs d'instruments dérivés à court terme dans les stocks et les charges reportées et les actifs d'instruments dérivés à long terme dans les autres actifs au bilan. Les passifs d'instruments dérivés à court terme sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer, et les instruments dérivés à long terme sont inclus dans les autres obligations à long terme.

Les justes valeurs des instruments dérivés de la société sont déterminées en se servant de modèles et autres techniques d'évaluation basées sur les taux du marché au 31 décembre 2001.

Les estimations des justes valeurs pour les options sur marchandises et sur devises sont calculées à l'aide de modèles d'établissement du prix des options, compte tenu des hypothèses suivantes : des prix au comptant pour l'or et l'argent de 279 \$ et 4,61 \$ l'once respectivement; la durée résiduelle des options; la volatilité du marché de l'or, de l'argent et des devises et un taux d'intérêt sans risque.

Les estimations des justes valeurs pour les swaps de TIOL et de taux de location de l'or et les contrats de change sont calculées selon la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs découlant des contrats fondés sur les taux d'intérêt du marché et taux de change.

Les estimations des justes valeurs des swaps sur rendement total sont calculées selon l'écart entre la juste valeur de l'actif de référence sous-jacent par rapport à la valeur actualisée nette des coûts d'emprunt fondés sur le TIOL en utilisant les taux d'intérêt du marché.

F Instruments dérivés en cours au 31 décembre 2001

Échéance	2002	2003	2004	2005	2006+	Total
Options d'achat d'or position vendeur i)						
Onces (en milliers)	1 330	425	570	550	1 460	4 335
Prix de levée moyen	303 \$	363 \$	328 \$	336 \$	362 \$	336 \$
Options d'achat d'or min.-max. ii)						
Onces (en milliers)	1 600					1 600
Prix plancher moyen l'once	272 \$					272 \$
Prix plafond moyen l'once	297 \$					297 \$
Options d'achat d'argent position vendeur i)						
Onces (en milliers)	12 000	3 750	2 000	2 000		19 750
Prix de levée moyen l'once	4,88 \$	5,25 \$	5,50 \$	5,00 \$		5,03 \$
Contrats de vente d'argent à terme						
Onces (en milliers)	11 000	7 000	3 000	2 000	1 000	24 000
Prix moyen l'once	5,00 \$	5,10 \$	5,10 \$	5,10 \$	5,10 \$	5,05 \$
Couvertures de flux de trésorerie de taux d'intérêt						
Encaissement fixe pour placements à court terme et contrats de vente d'or - swaps et swaptions iii)						
Montant nominal de référence (en millions)	61 \$	403 \$	150 \$	100 \$	193 \$	907 \$
Taux fixe (%)	4,4 %	4,3 %	3,6 %	4,9 %	5,4 %	5,3 %
Paiement fixe pour le financement de Bulyanhulu iii)						
Montant nominal de référence (en millions)					200 \$	200 \$
Taux fixe (%)					4,50 %	4,50 %
Couvertures de juste valeur de taux d'intérêt						
Encaissement fixe contre des débetures iii)						
Montant nominal de référence (en millions)				100 \$		100 \$
Taux fixe (%)				5,6 %		5,6 %
Swaps de taux de location de l'or iii)						
Encaissement fixe, paiement variable						
Montant nominal de référence (en milliers d'onces)	340	451	440	891	4 033	6 155
Taux fixe (%)	1,2 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,6 %	2,4 %

Notes (suite)

Échéance	2002	2003	2004	2005	2006+	Total
Swaps sur rendement total iii)						
Montant nominal de référence (en millions)	20 \$	115 \$	530 \$	100 \$	176 \$	941 \$
Couvertures de flux de trésorerie de taux d'intérêt						
Paiement fixe sur les swaps sur rendement total - swaps et swaptions						
Montant nominal de référence (en millions)	25 \$			50 \$	200 \$	275 \$
Taux fixe (%)	5,3 %			7,4 %	6,0 %	6,0 %
Contrats de change						
Contrats à terme et sur devises min.-max. en \$ CA						
Montant nominal de référence (en millions de \$ CA)						
	96 \$	88 \$				184 \$
Prix moyen (en \$ US)	0,64 \$	0,64 \$				0,64 \$
Contrats à terme et sur devises min.-max. en \$ AU						
Montant nominal de référence (en millions de \$ AU)						
	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$	150 \$
Prix moyen (en \$ US)	0,51 \$	0,51 \$	0,51 \$	0,51 \$	0,51 \$	0,51 \$

i) Les options d'achat position vendeur sont des contrats en vertu desquels le vendeur, moyennant une prime, vend à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter à une date future précise une quantité déterminée d'or ou d'argent à un prix convenu. Avant l'adoption du SFAS 133, ces instruments dérivés étaient comptabilisés à leur juste valeur au bilan, et les variations subséquentes de la juste valeur étaient prises en compte dans les résultats de l'exercice. L'adoption du SFAS 133 n'a pas donné lieu à une modification du traitement comptable de ces instruments dérivés.

ii) La société a conclu des options de combinaison, appelées aussi « min.-max. » qui servent de couverture contre des fluctuations éventuelles des prix de l'or, de l'argent et des devises. Les options donnent au porteur le droit d'acheter et à la société le droit de vendre des montants stipulés de marchandises ou de devises aux prix de levée supérieurs et inférieurs respectivement.

Avant l'adoption du SFAS 133, les options de combinaison étaient comptabilisées à titre de couverture de flux de trésorerie des ventes d'or futures. Lors de l'adoption du SFAS 133, la société a choisi de ne pas traiter ces contrats comme des couvertures aux fins comptables, si bien que les contrats ont été constatés à leur juste valeur le 1^{er} janvier 2001 et un montant correspondant a été constaté dans Autre bénéfice global. Les variations de la juste valeur des options de combinaison survenues après le 1^{er} janvier 2001 ont été prises en compte dans les résultats de l'exercice.

iii) Les swaps et les swaptions de taux d'intérêt et les swaps de taux de location de l'or prévoient généralement l'échange de paiements d'intérêts à taux fixe et variable entre deux parties, fondé sur les mêmes montant nominal de référence et date d'échéance. Avant l'adoption du SFAS 133, les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de location de l'or, qui sont associés aux contrats de vente au comptant reportée, étaient comptabilisés à titre d'instruments de couverture synthétiques; selon cette méthode, le swap de taux d'intérêt modifiait le

rendement en intérêts ou le coût du taux de location de l'or dans les contrats de vente au comptant reportée de taux fixe à taux variable ou vice versa. Lors de l'adoption du SFAS 133, ces swaps n'ont plus été désignés pour le traitement comptable de couverture et ont été comptabilisés au bilan à leur juste valeur, un montant correspondant étant inclus dans Autre bénéfice global. Les variations de la juste valeur des swaps survenues après le 1^{er} janvier 2001 ont été prises en compte dans les résultats de l'exercice, de même que les transferts du compte Autre bénéfice global si les opérations couvertes à l'origine se sont réalisées.

Les options sur taux d'intérêt représentent des contrats qui permettent au titulaire de l'option de conclure des swaps de taux d'intérêt et des accords de prix plancher et prix plafond avec le vendeur de l'option. La société conclut des swaps de taux d'intérêt différés pour fixer les taux d'intérêt implicites dans le taux de report qui sera gagné sur les contrats de vente au comptant reportée qui seront conclus à l'avenir. La société se sert de cette stratégie pour réduire son exposition à la volatilité du TIOL. L'adoption du SFAS 133 n'a pas modifié le traitement comptable de ces instruments dérivés.

iv) Les swaps sur rendement total représentent l'échange de paiements d'intérêts variables fondés sur le TIOL contre le rendement total (coupons fixes plus gains et pertes en capital) ou un montant fixe payé à l'avenir sur un actif de référence particulier, d'après les mêmes montant nominal de référence et date d'échéance. Dans le cas de la société, les actifs de référence particuliers sont divers fonds d'obligations de sociétés hautement diversifiés. Au 31 décembre 2001, la cote de crédit moyenne pondérée des fonds d'obligations sous-jacents pour les swaps sur rendement total en cours était « A- ». Avant l'adoption du SFAS 133, ces instruments dérivés étaient comptabilisés au bilan à leur juste valeur et les variations subséquentes de la juste valeur étaient prises en compte dans les résultats de l'exercice. L'adoption du SFAS 133 n'a pas donné lieu à une modification du traitement comptable de ces instruments dérivés.

G Risques de crédit et de marché

En ayant recours aux instruments dérivés, la société s'expose au risque de crédit et de marché. Le risque de marché est le risque qu'une variation du prix des

marchandises, des taux d'intérêt, des taux de location de l'or ou des taux de change puisse avoir un effet négatif sur la valeur d'un instrument financier. La société gère le risque de marché associé au prix des marchandises, aux taux d'intérêt, aux taux de location de l'or et aux contrats de change en procédant à l'établissement et à la surveillance de paramètres qui limitent les types et le niveau des risques de marché auxquels elle peut s'exposer.

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations d'exécution aux termes d'un contrat d'instrument dérivé ou, dans le cas de swaps sur rendement total, le risque qu'une détérioration de la qualité du crédit de l'actif de référence sous-jacent, ou un cas de manquement aux conditions de crédit, donne lieu à une perte en vertu de l'instrument dérivé. Si une contrepartie manque à ses obligations d'exécution en vertu d'un contrat d'instrument dérivé, le risque de crédit de la société sera égal au gain à la juste valeur sur un instrument dérivé. Pour les swaps sur rendement total de la société, le montant maximum du risque de crédit est limité au montant nominal de référence du contrat, plus ou moins les gains et les pertes non réalisés. D'une manière générale, lorsque la juste valeur d'un contrat d'instrument dérivé est positive, cela indique que la contrepartie doit de l'argent à la société, créant ainsi un risque de remboursement pour la société. Lorsque la juste valeur d'un contrat d'instrument dérivé est négative, c'est la société qui est redevable à l'égard de la contrepartie et, par conséquent, elle n'assume aucun risque de remboursement. La société minimise son risque de crédit (ou de remboursement) à l'égard des instruments dérivés 1) en concluant des opérations avec des contreparties de première classe dont les cotes de crédit sont généralement « AA » ou plus, 2) en limitant le montant de son exposition à chaque contrepartie, 3) en surveillant la situation financière de ses contreparties, et 4) en s'assurant que les actifs de référence des swaps sur rendement total sont fortement diversifiés de manière à ce qu'il n'y ait pas de concentration du risque de crédit. La société applique également une politique selon laquelle un accord-cadre de l'**International Swaps and Derivatives Association** doit régir tous les contrats d'instruments dérivés.

Notes (suite)

Lorsque la société a plus d'une opération sur instruments dérivés en cours avec la même contrepartie et a également un accord général de compensation ayant force exécutoire avec cette contrepartie, l'exposition au risque de crédit « nette » représente la compensation des expositions positives et négatives avec cette contrepartie. Lorsqu'il existe une exposition négative nette, la société considère que son risque de crédit à l'égard de la contrepartie est nul. La position nette à la valeur du marché avec une contrepartie particulière représente une mesure raisonnable du risque de crédit lorsqu'il existe un accord général de compensation ayant force exécutoire (c.-à-d., le droit légal de compensation des contrats d'instruments dérivés à recevoir et à payer) entre la société et la contrepartie. La société a pour politique de conclure des accords généraux de compensation avec toutes les contreparties.

17 ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

A Redevances

Presque toutes les propriétés de la société sont assujetties à des redevances fondées sur les minéraux utiles tirés des propriétés et sur diverses méthodes de calcul. Les redevances les plus importantes se rapportent aux propriétés Goldstrike, Bulyanhulu et Pascua-Lama.

La plus grande partie de la propriété Goldstrike est assujettie à des redevances de rendement net de fonderie (« NSR ») et de participation au bénéfice net (« NPI ») payables sur la valeur des minéraux tirés de la propriété. Le maximum des redevances à payer est une NSR de 5 % et une NPI de 6 %. La propriété Bulyanhulu est assujettie à une redevance de type NSR de 3 % sur les minéraux utiles tirés de la propriété. Une partie de la propriété Pascua-Lama est assujettie à une redevance variable sur les produits bruts sur l'or produit à partir de la propriété allant de 1,5 % à 10 % et à une redevance NSR de 2 % sur le cuivre produit. Une autre partie de la propriété est assujettie à une redevance NSR de 3 % sur tout l'or et l'argent, entre autres minéraux, extraits. Les charges de redevances, qui sont incluses dans les charges d'exploitation, se sont élevées à 41 M\$ en 2001 (42 M\$ en 2000, 35 M\$ en 1999).

B Questions d'ordre environnemental

Les activités minières et les activités d'exploration de la société sont assujetties à diverses lois et à divers règlements fédéraux, provinciaux et étatiques régissant la protection de l'environnement. Ces lois et règlements changent continuellement et deviennent, en règle générale, plus restrictifs. La société exerce ses activités de façon à protéger la santé publique et l'environnement et elle croit que ses activités satisfont à tous égards importants à l'ensemble des lois et règlements applicables. La société a engagé, et entend engager à l'avenir, des dépenses afin de se conformer à ces lois et règlements.

C Litiges et réclamations

En octobre 1997, Homestake Canada Inc. (« HCI »), filiale en propriété exclusive de la société, a conclu un accord avec Inmet Mining Corporation (« Inmet ») en vue d'acheter la mine Troilus au Québec pour 110 M\$ plus le fonds de roulement. En décembre 1997, HCI a mis fin à l'accord après avoir déterminé que, d'après les études de diligence raisonnable, les conditions à remplir pour conclure l'accord ne seraient pas satisfaites. Le 23 février 1998, Inmet a intenté une action contre HCI devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique, contestant la résiliation de l'accord et alléguant que HCI avait rompu l'accord. Le 15 janvier 2002, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a rendu sa décision dans l'affaire, se prononçant en faveur de Inmet et contre HCI. Plus précisément, la Cour a statué que des dommages-intérêts équitables d'un montant de 88,2 M\$ CA devraient être adjugés à Inmet. La Cour n'a pas adjugé d'intérêts antérieurs au jugement à Inmet. Inmet a demandé à la Cour de rouvrir le cas pour lui permettre de soumettre des arguments relatifs à sa demande d'intérêts antérieurs au jugement à partir de la date à laquelle HCI avait rompu l'accord. La Cour n'a pas rendu sa décision sur la demande de Inmet. Le 7 février 2002, HCI a déposé un avis d'appel de la décision auprès de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

Le 30 avril 1998, la société a été ajoutée aux parties défenderesses dans un recours collectif intenté contre Bre-X Minerals Ltd., certains de ses administrateurs et dirigeants ou anciens administrateurs et dirigeants et d'autres personnes devant le tribunal de district des États-Unis du district Est du Texas, division Texarkana. Le recours collectif allègue, entre autres, que des déclarations faites par la société en ce qui concerne ses efforts visant à obtenir le droit de mettre en valeur et d'exploiter le gisement aurifère de Busang dans l'est de Kalimantan, en Indonésie, étaient fausses et trompeuses quant au fond et omettaient de mentionner des faits importants se rapportant à l'enquête préliminaire de diligence raisonnable entreprise par la société à la fin de 1996. Le 13 juillet 1999, le tribunal a rejeté les réclamations contre la société et plusieurs autres défendeurs, pour le motif que les demandeurs avaient omis de faire une déclaration conformément aux lois sur les valeurs mobilières des États-Unis. Le 19 août 1999, les demandeurs ont déposé une plainte modifiée, reformulant leurs réclamations contre la société et certains autres défendeurs et ont déposé, le 14 juin 2000, une autre plainte modifiée, la quatrième plainte modifiée. Le 31 mars 2001, le tribunal a accordé en partie et rejeté en partie la requête de la société en vue du rejet de la quatrième plainte modifiée. Par conséquent, la société demeure défenderesse dans l'affaire. La société estime que les réclamations qui restent contre elle ne sont pas fondées. La société a déposé sa réponse officielle à la quatrième plainte modifiée, le 27 avril 2001, rejetant toutes les allégations pertinentes des demandeurs. Bien qu'une date de procès ait été fixée au 9 juillet 2002 à Texarkana au Texas, à l'heure actuelle, il semble peu probable que le procès commence à cette date. La communication préalable a été suspendue par le tribunal en attendant qu'il décide d'admettre ou non le cas comme un recours collectif. Le montant de toute perte éventuelle que la société pourrait subir par suite des réclamations des demandeurs ne peut être déterminé à l'heure actuelle.

De temps à autre, la société est partie dans le cadre de diverses réclamations, actions en justice et plaintes survenant dans le cours normal des activités. La société peut aussi recevoir de nouvelles cotisations d'impôts sur les bénéfiques et d'impôts miniers pour certains exercices. La société ne croit pas que des décisions défavorables dans toute procédure en instance ou menace de procédure relative à une cotisation d'impôts éventuelle ou d'autres questions, ou tout montant qu'elle pourrait être tenue de verser en conséquence, aient une incidence défavorable importante sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation futurs.

D Engagements

La société a pris divers engagements dans le cours normal des activités, entre autres des engagements d'effectuer des évaluations et autres obligations nécessaires pour maintenir ou protéger ses participations dans des propriétés minières, des obligations de financement et autres à l'égard de coentreprises et d'associés en vertu d'accords de coentreprise et de partenariat, et des engagements en vertu de permis fédéraux, provinciaux et étatiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

18 BÉNÉFICE GLOBAL (PERTE GLOBALE)

	2001	2000	1999
Bénéfice net (perte nette)	96 \$	(1 189) \$	244 \$
Gains ou pertes de change	(26)	(60)	29
Transfert de pertes sur instruments dérivés aux résultats (note 16 D)	24	-	-
Autre	(10)	(7)	3
Bénéfice global (perte globale)	84 \$	(1 256) \$	276 \$

Réserves minérales et ressources minérales – or

Le tableau de la page suivante présente la participation de Barrick dans le total des réserves minérales aurifères prouvées et probables pour chaque propriété. Pour plus de détails sur les réserves minérales prouvées et probables et les ressources minérales mesurées, indiquées et inférées par catégorie, se reporter aux pages 89 à 91.

La société a établi et vérifié avec soin les chiffres relatifs aux réserves minérales et ressources minérales, et elle croit que le bien-fondé de sa méthode d'estimation des réserves a été confirmé par les résultats obtenus lors de l'exploitation

des mines. Cependant, ces chiffres sont des estimations et la société ne peut garantir que la quantité d'or indiquée sera produite. Par suite de la fluctuation du prix de l'or, l'exploitation de réserves minérales contenant une minéralisation aurifère à teneur relativement plus faible pourrait ne pas être rentable. De plus, des facteurs à court terme liés à l'exploitation des réserves minérales, tels que la nécessité de procéder à la mise en valeur méthodique des corps minéralisés ou le traitement de minerai à teneur nouvelle ou différente, pourraient avoir une incidence sur la rentabilité de la société au cours d'une période donnée.

DÉFINITIONS

Des **RESSOURCES MINÉRALES** sont des concentrations ou indices minéralisés d'une substance naturelle solide présente au sein de la croûte terrestre ou sur celle-ci, qu'il s'agisse d'une substance inorganique ou d'une substance organique fossilisée, dont la forme, la quantité et la teneur ou qualité sont telles qu'elles présentent des perspectives raisonnables d'extraction économique. La localisation, la quantité, la teneur, les caractéristiques géologiques et la continuité des ressources minérales sont connues, estimées ou interprétées à partir d'évidences et de connaissances géologiques spécifiques. Les ressources minérales sont subdivisées en catégories de ressources minérales inférées, indiquées et mesurées suivant l'ordre croissant de confiance géologique.

Des **ressources minérales inférées** désignent la partie des ressources minérales dont on peut estimer la quantité et la teneur ou qualité sur la base d'évidences géologiques et d'un échantillonnage restreint et dont on peut raisonnablement présumer sans toutefois vérifier la continuité de la géologie et des teneurs. L'estimé est basé sur des informations et un échantillonnage restreints, recueillis à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages.

Des **ressources minérales indiquées** désignent la partie des ressources minérales dont on peut estimer la quantité et la teneur ou qualité, la densité, la forme et les caractéristiques physiques avec un niveau de confiance suffisant pour permettre la mise en application appropriée

de paramètres techniques et économiques pour appuyer la planification minière et l'évaluation de la viabilité économique du dépôt. L'estimé est basé sur des informations détaillées et fiables relatives à l'exploration et aux essais, recueillies à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages dont l'espacement est assez serré pour émettre une hypothèse raisonnable sur la continuité de la géologie et des teneurs.

Des **ressources minérales mesurées** désignent la partie des ressources minérales dont la quantité et la teneur ou qualité, la densité, la forme et les caractéristiques physiques sont si bien établies que l'on peut les estimer avec suffisamment de confiance pour permettre la mise en application appropriée de paramètres techniques et économiques pour appuyer la planification de la production et l'évaluation de la viabilité économique du dépôt. L'estimé est basé sur des informations détaillées et fiables relatives à l'exploration et aux essais, recueillies à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages dont l'espacement est assez serré pour confirmer à la fois la continuité de la géologie et des teneurs.

Des **RÉSERVES MINÉRALES** désignent la partie économiquement exploitable des ressources minérales mesurées ou indiquées, démontrée par au moins une étude de faisabilité préliminaire. Cette étude doit inclure les informations adéquates

relatives à l'exploitation minière, au traitement, à la métallurgie, aux aspects économiques et autres facteurs pertinents démontrant qu'il est possible, au moment de la rédaction du rapport, de justifier l'extraction économique. Des réserves minérales comprennent les matériaux de dilution et des provisions allouées pour les pertes pouvant être encourues lors de l'exploitation. Les réserves minérales sont subdivisées en réserves minérales probables et réserves minérales prouvées suivant l'ordre croissant de confiance géologique.

Des **réserves minérales probables** désignent la partie économiquement exploitable des ressources minérales indiquées et, dans certains cas, des ressources minérales mesurées, démontrée par au moins une étude de faisabilité préliminaire. Cette étude doit inclure les informations adéquates relatives à l'exploitation minière, au traitement, à la métallurgie, aux aspects économiques et autres facteurs pertinents démontrant qu'il est possible, au moment de la rédaction du rapport, de justifier l'extraction économique.

Des **réserves minérales prouvées** désignent la partie économiquement exploitable des ressources minérales mesurées, démontrée par au moins une étude de faisabilité préliminaire. Cette étude doit inclure les informations adéquates relatives à l'exploitation minière, au traitement, à la métallurgie, aux aspects économiques et autres facteurs pertinents justifiant l'extraction économique au moment de la rédaction du rapport.

Sommaire des réserves minérales et des ressources minérales - or

		Au 31 décembre 2001			Au 31 décembre 2000		
		Tonnes	Teneur	Onces	Tonnes	Teneur	Onces
		(en milliers)	(en oz/tonne)	(en milliers)	(en milliers)	(en oz/tonne)	(en milliers)
ÉTATS-UNIS							
Betze-Post	(prouvées et probables)	108 854	0,151	16 433	116 449	0,155	18 000
	(ressources minérales)	49 861	0,069	3 450	55 892	0,063	3 509
Meikle	(prouvées et probables)	8 992	0,439	3 946	14 100	0,458	6 451
	(ressources minérales)	13 512	0,433	5 847	10 234	0,365	3 739
Total Propriété Goldstrike	(prouvées et probables)	117 846	0,173	20 379	130 549	0,187	24 451
	(ressources minérales)	63 373	0,147	9 297	66 126	0,110	7 248
Round Mountain (50 %)	(prouvées et probables)	118 489	0,019	2 245	136 600	0,019	2 609
	(ressources minérales)	32 857	0,015	493	9 353	0,022	206
Marigold (33 %)	(prouvées et probables)	25 177	0,027	680	10 085	0,035	355
	(ressources minérales)	44 115	0,014	632	6 880	0,029	200
CANADA							
Eskay Creek	(prouvées et probables)	1 426	1,245	1 775	1 617	1,310	2 118
	(ressources minérales)	575	0,504	290	456	0,387	176
Hemlo (50 %)	(prouvées et probables)	21 788	0,116	2 517	14 610	0,164	2 397
	(ressources minérales)	17 823	0,067	1 203	442	0,141	62
Holt-McDermott	(prouvées et probables)	1 371	0,214	293	2 088	0,194	406
	(ressources minérales)	2 188	0,237	518	2 829	0,155	438
AMÉRIQUE DU SUD							
Pascua-Lama	(prouvées et probables)	296 411	0,057	16 862	296 411	0,057	16 862
	(ressources minérales)	242 686	0,030	7 166	242 685	0,030	7 166
Veladero	(prouvées et probables)	196 573	0,043	8 416	88 843	0,044	3 920
	(ressources minérales)	133 003	0,030	3 954	135 558	0,044	5 930
Pierina	(prouvées et probables)	89 233	0,053	4 748	92 925	0,061	5 655
	(ressources minérales)	89 056	0,015	1 332	17 753	0,033	586
AUSTRALIE							
Plutonic	(prouvées et probables)	8 526	0,186	1 588	9 501	0,131	1 240
	(ressources minérales)	19 991	0,134	2 686	9 272	0,163	1 511
Lawlers	(prouvées et probables)	3 539	0,143	505	2 605	0,145	378
	(ressources minérales)	4 386	0,195	854	2 638	0,188	496
Darlot	(prouvées et probables)	8 062	0,166	1 341	8 921	0,157	1 405
	(ressources minérales)	4 654	0,118	549	3 904	0,111	433
Total District Yilgarn	(prouvées et probables)	20 127	0,171	3 434	21 027	0,144	3 023
	(ressources minérales)	29 031	0,141	4 089	15 814	0,154	2 440
Kalgoorlie (50 %)	(prouvées et probables)	93 641	0,061	5 724	104 555	0,060	6 270
	(ressources minérales)	118 443	0,079	9 303	81 020	0,072	5 833
Cowal	(prouvées et probables)	56 395	0,049	2 770	-	-	-
	(ressources minérales)	68 413	0,031	2 133	-	-	-
AFRIQUE							
Bulyanhulu	(prouvées et probables)	28 026	0,428	12 009	23 373	0,428	10 015
	(ressources minérales)	9 255	0,465	4 308	7 383	0,618	4 566
AUTRES	(prouvées et probables)	3 795	0,111	420	10 763	0,113	1 219
	(ressources minérales)	12 555	0,141	1 773	17 208	0,146	2 507
TOTAL	(prouvées et probables)	1 070 298	0,077	82 272	933 446	0,085	79 300
	(ressources minérales)	863 373	0,054	46 491	603 507	0,062	37 358

Réerves minérales - or

Au 31 décembre 2001									
D'après les onces imputables	PROUVÉES			PROBABLES			TOTAL		
	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)
ÉTATS-UNIS									
Betze-Post	54 445	0,135	7 340	54 409	0,167	9 093	108 854	0,151	16 433
Meikle	2 288	0,549	1 256	6 704	0,401	2 690	8 992	0,439	3 946
Total Propriété Goldstrike	56 733	0,152	8 596	61 113	0,193	11 783	117 846	0,173	20 379
Round Mountain (50 %)	87 983	0,018	1 587	30 506	0,022	658	118 489	0,019	2 245
Marigold (33 %)	5 047	0,030	154	20 130	0,026	526	25 177	0,027	680
CANADA									
Eskay Creek	756	1,697	1 283	670	0,734	492	1 426	1,245	1 775
Hemlo (50 %)	15 756	0,116	1 835	6 032	0,113	682	21 788	0,116	2 517
Holt-McDermott	127	0,196	25	1 244	0,215	268	1 371	0,214	293
AMÉRIQUE DU SUD									
Pascua-Lama	37 738	0,062	2 355	258 673	0,056	14 507	296 411	0,057	16 862
Veladero	14 781	0,053	787	181 792	0,042	7 629	196 573	0,043	8 416
Pierina	53 540	0,054	2 891	35 693	0,052	1 857	89 233	0,053	4 748
AUSTRALIE									
Plutonic	2 112	0,045	96	6 414	0,233	1 492	8 526	0,186	1 588
Lawlers	1 036	0,141	146	2 503	0,143	359	3 539	0,143	505
Darlot	5 218	0,156	815	2 844	0,185	526	8 062	0,166	1 341
Total District Yilgarn	8 366	0,126	1 057	11 761	0,202	2 377	20 127	0,171	3 434
Kalgoorlie (50 %)	42 108	0,057	2 417	51 533	0,064	3 307	93 641	0,061	5 724
Cowal	3 058	0,055	169	53 337	0,049	2 601	56 395	0,049	2 770
AFRIQUE									
Bulyanhulu	1 463	0,412	603	26 563	0,429	11 406	28 026	0,428	12 009
AUTRES									
	3 652	0,110	401	143	0,133	19	3 795	0,111	420
TOTAL	331 108	0,073	24 160	739 190	0,079	58 112	1 070 298	0,077	82 272

NOTES RELATIVES AUX RÉSERVES MINÉRALES ET RESSOURCES MINÉRALES

- Les réserves minérales (« réserves ») et les ressources minérales (« ressources ») ont été calculées au 31 décembre 2001 conformément à l'Instrument national 43-101, tel que l'exigent les autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières. Aux fins de l'information financière pour les États-Unis, le guide Industry Guide 7 (en vertu de la Securities Exchange Act of 1934) tel qu'il est interprété par le personnel de la U.S. Securities and Exchange Commission, exige qu'une étude complète de faisabilité soit effectuée afin de classer une minéralisation à titre de réserve. Par conséquent, aux fins de l'information financière pour les États-Unis, la minéralisation à Veladero est classée à titre de ressources indiquées. Les calculs ont été préparés par les employés de Barrick sous la supervision d'Alan R. Hill, ing., vice-président directeur, Mise en valeur, de Barrick, et(ou) Alexander J. Davidson, géol., vice-président principal, Exploration, de Barrick. Sauf en ce qui concerne les propriétés australiennes, les réserves et ressources ont été calculées en utilisant un prix moyen de l'or à long terme hypothétique de 300 \$ l'once et un prix de l'argent de 5,00 \$ l'once. Les réserves et les ressources des propriétés australiennes ont été calculées en utilisant un prix de l'or hypothétique de 475 \$ AU (pour Kalgoorlie, Plutonic et Cowal) ou 500 \$ AU (pour Lawlers et Darlot). Ces calculs tiennent compte des plans de mine et des niveaux de coûts actuels et(ou) prévus à chaque propriété. Diverses teneurs limites ont été utilisées suivant la mine et le type de minerai contenu dans les réserves. Les procédures normales de vérification des données de Barrick ont été employées pour ces calculs. Pour avoir une description plus détaillée des hypothèses, paramètres et méthodes clés utilisés pour calculer les réserves et ressources de Barrick, se reporter à la toute dernière Notice annuelle de Barrick déposée auprès des autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières et de la U.S. Securities and Exchange Commission.
- Les ressources qui ne sont pas des réserves n'ont pas démontré leur viabilité économique.

Ressources minérales - or

Au 31 décembre 2001

	MESURÉES (M)			INDIQUÉES (I)			(M) + (I)	INFÉRÉES		
	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)	Onces (en milliers)	Tonnes (en milliers)	Teneur (en oz/tonne)	Onces (en milliers)
D'après les onces imputables										
ÉTATS-UNIS										
Betze-Post	14 497	0,067	968	34 626	0,070	2 429	3 397	738	0,071	53
Meikle	2 784	0,756	2 104	4 912	0,370	1 819	3 923	5 816	0,331	1 924
Total Propriété Goldstrike	17 281	0,178	3 072	39 538	0,107	4 248	7 320	6 554	0,302	1 977
Round Mountain (50 %)	1 479	0,023	34	2 434	0,024	58	92	28 944	0,014	401
Marigold (33 %)	4 922	0,017	84	31 707	0,014	432	516	7 486	0,016	116
CANADA										
Eskay Creek	-	-	-	426	0,460	196	196	149	0,629	94
Hemlo (50 %)	3 845	0,047	181	3 884	0,050	196	377	10 094	0,082	826
Holt-McDermott	115	0,200	23	1 247	0,236	295	318	826	0,243	200
AMÉRIQUE DU SUD										
Pascua-Lama	3 962	0,055	216	111 883	0,031	3 475	3 691	126 841	0,027	3 475
Veladero	3 951	0,034	133	60 731	0,030	1 831	1 964	68 321	0,029	1 990
Pierina	10 061	0,011	112	73 281	0,015	1 130	1 242	5 714	0,016	90
AUSTRALIE										
Plutonic	1 499	0,057	85	12 994	0,136	1 761	1 846	5 498	0,153	840
Lawlers	1 491	0,172	256	1 972	0,210	413	669	923	0,200	185
Dartot	2 100	0,132	277	2 526	0,105	264	541	28	0,286	8
Total District Yilgarn	5 090	0,121	618	17 492	0,139	2 438	3 056	6 449	0,160	1 033
Kalgoorlie (50 %)	26 125	0,069	1 791	50 265	0,081	4 090	5 881	42 053	0,081	3 422
Cowal	1 480	0,019	28	30 024	0,019	567	595	36 909	0,042	1 538
AFRIQUE										
Bulyanhulu	-	-	-	5 429	0,402	2 184	2 184	3 826	0,555	2 124
AUTRES	1 236	0,121	150	9 264	0,087	805	955	2 055	0,398	818
TOTAL	79 547	0,081	6 442	437 605	0,050	21 945	28 387	346 221	0,052	18 104

Informations supplémentaires

Rétrospective des trois derniers exercices ¹⁾			
(selon les PCGR des États-Unis)	2001	2000	1999
Résultats d'exploitation (en millions)			
Ventes d'or	1 989 \$	1 936 \$	2 057 \$
Bénéfice net (perte nette)	96	(1 189)	244
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	721	940	820
Dépenses en immobilisations	607	710	787
Données par action			
Bénéfice net (perte nette)	0,18 \$	(2,22) \$	0,45 \$
Dividendes en espèces	0,22	0,22	0,20
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	1,35	1,76	1,55
Valeur comptable	5,96	5,95	8,45
Situation financière (en millions)			
Encaisse et placements à court terme	733 \$	822 \$	766 \$
Total de l'actif	5 202	5 393	6 791
Fonds de roulement	484	576	646
Dette à long terme ²⁾	793	901	803
Capitaux propres	3 192	3 190	4 514
Statistiques opérationnelles (non vérifié)			
Production d'or (en milliers d'onces)	6 124	5 950	5 801
Total des charges d'exploitation décaissées par once	162 \$	155	152 \$
Prix moyen obtenu par once d'or vendue	317 \$	334	351 \$
Prix moyen de l'or au comptant par once	271 \$	279	279 \$
Réserves (prouvées et probables) (en milliers d'onces)	82 272	79 300	78 049
Autres			
Dette nette par rapport au capital total ³⁾	2 %	2 %	1 %
Actions en circulation (en millions)	536	536	534

1. Tous les montants avant 2001 ont été retraités pour tenir compte de la fusion avec Homestake en tant que fusion d'intérêts communs (voir la note 1 des Notes afférentes aux états financiers consolidés). Sauf indication contraire, les informations pour tous les exercices ont été tirées des états financiers vérifiés.
2. La dette à long terme exclut la tranche échéant à moins d'un an de 9 M\$ en 2001, de 3 M\$ en 2000 et de 37 M\$ en 1999.
3. La dette nette par rapport au capital total est le ratio de la dette moins l'encaisse et les placements à court terme sur la dette plus les capitaux propres.

Régie d'entreprise

Chez Barrick, la société, le conseil d'administration et la direction mettent l'accent sur une régie d'entreprise efficace. Par conséquent, ils ont élaboré des systèmes et des procédés appropriés pour la société et ses activités. Le conseil d'administration continue de surveiller ses pratiques à ce chapitre afin de s'assurer qu'elles sont toujours adéquates et adaptées à l'évolution de la situation.

MANDAT DU CONSEIL

La direction de Barrick est chargée des activités courantes de la société, de proposer son orientation stratégique et de présenter son budget et ses plans d'affaires au conseil d'administration afin qu'il les approuve. Toutes les acquisitions, aliénations et tous les investissements d'envergure ainsi que le financement et les autres questions d'importance qui s'écartent du cours normal des activités

de Barrick sont soumis à l'approbation du conseil d'administration.

COMPOSITION DU CONSEIL

Le conseil d'administration de Barrick comprend actuellement treize administrateurs, dont cinq ne sont pas reliés à la société. La composition du conseil reflète une vaste expérience qui est importante pour la régie efficace d'une société du secteur minier.

ACTIVITÉS DU CONSEIL

Le conseil d'administration a créé cinq comités dont les comités de vérification, de direction, de la rémunération et de la régie d'entreprise, ainsi que ceux de l'environnement et de la santé et sécurité au travail et des finances. Le mandat de ces comités est décrit ci-dessous. Le comité de vérification et le comité de la rémunération et de la régie d'entreprise sont composés

entièrement d'administrateurs non reliés. La moitié du comité de l'environnement et de la santé et sécurité au travail est composée d'administrateurs non reliés.

Le conseil d'administration estime qu'il est préférable que la majorité des membres du comité de direction soient reliés à l'entreprise puisque son mandat exige que les membres soient disponibles dans de brefs délais pour régler des questions importantes. Toutes les démarches approuvées par le comité de direction sont par la suite portées à l'attention de tous les membres du conseil d'administration. Le fait que les recommandations du comité des finances sont examinées par tous les membres du conseil d'administration contrebalance le fait que la majorité des membres de ce comité sont reliés à la société.

Les pratiques détaillées de régie d'entreprise figurent dans la circulaire d'information de la société.

Comités du conseil

COMITÉ DE VÉRIFICATION

(H.L. Beck, C.W.D. Birchall, P.A. Crossgrove)

Ce comité est responsable de l'examen des états financiers et de l'analyse par la direction de la société avec la direction et les vérificateurs externes. Il examine également le plan de vérification externe et la suffisance des systèmes de contrôle interne, et rencontre les vérificateurs externes afin de discuter des questions d'ordre financier ayant trait à la société.

COMITÉ DE DIRECTION

(P. Munk, A.A. MacNaughton, B. Mulroney, R. Oliphant, G.C. Wilkins)

Ce comité exerce tous les pouvoirs du conseil d'administration (à l'exception des pouvoirs dont l'exclusivité est attribuée au conseil d'administration en vertu de la loi) au chapitre de l'administration et de l'orientation des activités entre les réunions du conseil.

COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION ET DE LA RÉGIE D'ENTREPRISE

(A.A. MacNaughton, P.A. Crossgrove, J.L. Rotman)

Le comité examine et approuve les politiques et pratiques en matière de rémunération et examine la rémunération des administrateurs et des cadres supérieurs de la société et fait des recommandations au conseil à ce sujet. Il administre également le régime d'options d'achat d'actions de la société.

En outre, le comité examine les politiques et les pratiques en matière de régie d'entreprise. Il étudie également les candidatures aux postes d'administrateurs, recommande annuellement au conseil la liste de candidats pour élection au conseil par les actionnaires et recommande des candidats au conseil pour combler des postes vacants.

COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

(P.A. Crossgrove, J.K. Carrington, M.A. Cohen, J.E. Thompson)

Ce comité examine les politiques et les programmes relatifs à l'environnement et à la santé et sécurité au travail, supervise les résultats de la société à ce chapitre et surveille les questions d'ordre réglementaire actuelles et futures.

COMITÉ DES FINANCES

(C.W.D. Birchall, A.A. MacNaughton, A. Munk, R. Oliphant, G.C. Wilkins)

Ce comité examine les stratégies d'investissement de la société, son Programme de vente d'or à prime et sa structure financière.

Conseil d'administration

HOWARD L. BECK, C.R.

**Président du conseil,
Wescam Inc.**

M. Beck a été l'un des associés fondateurs du cabinet d'avocats Davies, Ward & Beck. Il fait partie du conseil de Barrick depuis 1984.

C. WILLIAM D. BIRCHALL

Nassau, Bahamas

Administrateur de société

M. Birchall est associé à Barrick depuis longtemps, étant l'un des premiers membres du conseil de la société.

JOHN K. CARRINGTON

Thornhill (Ontario)

**Vice-président du conseil
et chef de l'exploitation,
Barrick Gold Corporation**

M. Carrington a été nommé vice-président du conseil de la société en mars 1999, en plus de sa fonction de chef de l'exploitation qu'il assume depuis la fin de 1996. Il est membre du conseil d'administration depuis 1996.

MARSHALL A. COHEN, O.C.

Toronto (Ontario)

**Avocat, Cassels Brock
& Blackwell**

M. Cohen a servi le gouvernement du Canada pendant 15 ans au sein de la haute fonction publique, entre autres à titre de sous-ministre des Finances. Il est administrateur de Barrick depuis 1988.

PETER A. CROSSGROVE

Toronto (Ontario)

**Président du conseil,
Masonite International
Corporation**

M. Crossgrove a assumé des fonctions au sein de plusieurs sociétés minières. Il est administrateur de Barrick depuis 1993.

ANGUS A. MacNAUGHTON

Danville (Californie)

**Président, Genstar
Investment Corporation**

M. MacNaughton est un vice-président du conseil de Barrick. Il est membre du conseil depuis 1986.

LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY, C.P., LL.D.

Montréal (Québec)

**Associé principal,
Ogilvy Renault**

M. Mulroney a été Premier ministre du Canada de 1984 à 1993. Il est devenu membre du conseil de Barrick en 1993 et il est le président du conseil consultatif international de la société.

ANTHONY MUNK

Toronto (Ontario)

**Vice-président,
Onex Corporation**

M. Munk est devenu membre du conseil d'administration en 1996. Il est un associé de Onex Corporation, une société de fabrication et de service diversifiée.

PETER MUNK, O.C.

Toronto (Ontario)

**Président du conseil,
Barrick Gold Corporation**

M. Munk est le fondateur et président du conseil de Barrick Gold Corporation. Il est aussi le fondateur et président du conseil de TrizecHahn Corporation.

RANDALL OLIPHANT

Toronto (Ontario)

**Président et
chef de la direction,
Barrick Gold Corporation**

M. Oliphant a été nommé président et chef de la direction de Barrick en mars 1999. Il était auparavant vice-président directeur et chef des finances. Il est membre du conseil depuis 1997. Il s'est joint à Barrick en 1987.

JOSEPH L. ROTMAN, O.C.

Toronto (Ontario)

**Président du conseil
et chef de la direction,
Roy-L Capital Corporation**

M. Rotman est administrateur de Barrick depuis la constitution de la société.

JACK E. THOMPSON

Alamo, Californie

**Vice-président du conseil,
Barrick Gold Corporation**

M. Thompson a été nommé au conseil le 14 décembre 2001 à la conclusion de la fusion avec Homestake Mining Company. Avant cette date, M. Thompson était président du conseil et chef de la direction de Homestake.

GREGORY C. WILKINS

Toronto (Ontario)

**Vice-président du conseil,
TrizecHahn Corporation**

M. Wilkins a été vice-président directeur et chef des finances de Barrick jusqu'à sa nomination chez Horsham (maintenant TrizecHahn Corporation) en septembre 1993. Il est membre du conseil depuis 1991.

Dirigeants

PETER MUNK

Président du conseil

ANGUS A. MacNAUGHTON

Vice-président du conseil

JACK E. THOMPSON

Vice-président du conseil

RANDALL OLIPHANT

Président et chef de la direction

JOHN K. CARRINGTON

Vice-président du conseil et chef de l'exploitation

PATRICK J. GARVER

Vice-président directeur et directeur du contentieux

ALAN R. HILL

Vice-président directeur, Mise en valeur

JOHN BUTLER

Vice-président principal, Développement de la société

ALEXANDER J. DAVIDSON

Vice-président principal, Exploration

JAMIE C. SOKALSKY

Vice-président principal et chef des finances

AMMAR AL-JOUNDI

Vice-président et trésorier

M. VINCENT BORG

Vice-président, Communications de la société

MICHAEL J. BROWN

Vice-président, Affaires publiques, États-Unis

ANDRÉ R. FALZON

Vice-président et contrôleur

GORDON FIFE

Vice-président, Efficacité organisationnelle

JAMES FLEMING

Vice-président, Communications

GREGORY A. LANG

Vice-président, Exploitations australiennes

JOHN T. McDONOUGH

Vice-président, Environnement

STEPHEN A. ORR

Vice-président, Exploitations nord-américaines

DAVID W. WELLES

Vice-président et conseiller fiscal

RICHARD S. YOUNG

Vice-président, Relations avec les investisseurs

SYBIL E. VEENMAN

Directrice associée du contentieux et secrétaire

Conseil consultatif international

Le conseil consultatif international a été formé afin de fournir des conseils au conseil d'administration et à la direction de Barrick au fur et à mesure de l'expansion de la société à l'échelle internationale.

PRÉSIDENT

LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY

Ancien Premier ministre du Canada

MEMBRES

SECRÉTAIRE

WILLIAM S. COHEN

États-Unis
Président du conseil et chef de la direction, The Cohen Group

L'HONORABLE PAUL G. DESMARAIS, PÈRE

Canada
Administrateur et président du comité de direction, Power Corporation du Canada

VERNON E. JORDAN, JR.

États-Unis
Directeur général principal, Lazard Frères & CO., LLC et avocat-conseil auprès de Akin, Gump, Strauss, Hauer & Feld, LLP

PETER MUNK

Canada
Président du conseil, Barrick Gold Corporation et président du conseil, TrizecHahn Corporation

LORD POWELL OF BAYSWATER KCMG

Royaume-Uni
Président du conseil, Sagitta Asset Management Limited

KARL OTTO PÖHL

Allemagne
Associé principal, Sal. Oppenheim Jr. & Cie

JOSÉ E. ROHM

Argentine
Directeur général, Banco General de Negocios

L'HONORABLE ANDREW YOUNG

États-Unis
Président du conseil GoodWorks International

Information à l'intention des actionnaires

ACTIONS NÉGOCIÉES À CINQ GRANDES BOURSES INTERNATIONALES

New York
Toronto
Londres
Paris
Suisse

SYMBOLE AU TÉLÉCRIPTEUR

ABX

NOMBRE D'ACTIONNAIRES

27 238

Liste des indices

S&P 500
S&P/TSE 60
S&P Global 1200
TSE 100
S&P/TSE Composite

TSE Gold & Precious Minerals Index
S&P/TSE Canadian Materials
Sector Index
FT of London Gold Index
Philadelphia Gold/Silver Index

DIVIDENDE PAR ACTION - 2001

0,22 \$ US

ACTIONS ORDINAIRES

(en millions)

En circulation au

31 décembre 2001 536*

Nombre moyen pondéré - 2001

De base 536*

Dilué 538*

*Comprend les actions pouvant être émises lors de l'échange des actions échangeables de HCI (Homestake Canada Inc.).

VOLUME D'ACTIONS NÉGOCIÉES

(en millions)	2001	2000
TSE	388	282
NYSE	428	318

COURS DE CLÔTURE DES ACTIONS

31 décembre 2001

TSE	25,45 \$ CA
NYSE	15,95 \$ US

Renseignements sur la négociation des actions

Bourse de Toronto	Volume d'actions (en millions)		Haut		Bas	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Trimestre						
Premier	74	81	27,48 \$ CA	25,25 \$ CA	21,10 \$ CA	23,17 \$ CA
Deuxième	109	72	29,65	28,10	21,65	24,18
Troisième	100	50	28,59	25,95	21,95	23,00
Quatrième	105	79	28,25	24,12	22,15	20,53
	388	282				
Bourse de New York	Volume d'actions (en millions)		Haut		Bas	
Trimestre	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Premier	90	88	17,59 \$ US	19,75 \$ US	13,70 \$ US	15,63 \$ US
Deuxième	118	89	19,37	20,00	13,72	15,50
Troisième	108	59	17,98	18,38	14,20	14,81
Quatrième	112	82	17,95	17,26	13,96	12,31
	428	318				

VERSEMENT DES DIVIDENDES

En 2001, la société a versé un dividende en espèces de 0,22 \$ par action, soit 0,11 \$ le 15 juin et 0,11 \$ le 14 décembre. Un dividende en espèces de 0,22 \$ par action a été versé en 2000, soit 0,11 \$ le 15 juin et 0,11 \$ le 15 décembre.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Le montant et la date de versement des dividendes sont déterminés par le conseil d'administration. Celui-ci révisé semestriellement la politique de dividende selon les besoins de fonds qu'exigent ses biens en exploitation, ses activités d'exploration et de mise en valeur, ainsi que ses acquisitions potentielles, compte tenu de la situation financière actuelle et prévue de la société.

FORMULAIRE 40-F

Un rapport annuel sur le formulaire 40-F est déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire de ce rapport en en faisant la demande par écrit auprès de la secrétaire de la société au siège social.

RAPPORTS EN D'AUTRES LANGUES

Il est possible d'obtenir les versions anglaise et espagnole de ce rapport annuel auprès du service des relations avec les investisseurs au siège social.

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Canadian Shareowners Association, organisme éducatif d'épargnants sans but lucratif, a choisi Barrick pour faire partie de son programme de réinvestissement des dividendes pour les épargnants canadiens. Les actionnaires de Barrick que ce programme intéresse devraient communiquer avec l'association aux numéros suivants :
Téléphone : (416) 595-9600
Télécopieur : (416) 595-0400
Courriel : questions@shareowner.ca
Site Web : www.shareowner.ca

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Les actionnaires peuvent communiquer avec la société pour obtenir des renseignements sur leurs actions. Pour des renseignements d'ordre général sur la société, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Pour des renseignements sur les transferts d'actions, les chèques de dividendes et le changement d'adresse, veuillez communiquer avec la secrétaire de Barrick ou les agents des transferts.

AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES

CIBC Mellon Trust Company
C.P. 7010

Succursale postale de la rue Adelaide
Toronto (Ontario) M5C 2W9
Téléphone : 416-643-5500

Sans frais en Amérique du Nord :
1-800-387-0825

Télécopieur : (416) 643-5501

Courriel : inquiries@cibcmellon.com

Site Web : www.cibcmellon.com

Mellon Investor Services, L.L.C.

85 Challenger Road

Overpeck Center

Ridgefield Park, New Jersey 07660

Téléphone : (201) 329-8660

Sans frais aux États-Unis :

1-800-589-9836

Site Web : www.mellon-investor.com

ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 8 mai 2002 à 10 heures dans la salle Canadian de l'hôtel Fairmont Royal York, Toronto (Ontario).

Renseignements sur la société

SIÈGE SOCIAL

Barrick Gold Corporation
Royal Bank Plaza
South Tower
200, rue Bay, bureau 2700
C.P. 119
Toronto, Canada M5J 2J3
Téléphone : 416-861-9911
Télécopieur : 416-861-2492

EXPLOITATIONS MINIÈRES

Amérique du Nord

Propriété Goldstrike :
Mine Betze-Post et
Mine Meikle
P.O. Box 29
Elko, Nevada U.S.A. 89803
Stephen Lang
Vice-président et
directeur général
Téléphone : (775) 738-8043
Télécopieur : (775) 738-7685

Round Mountain Gold
P.O. Box 480
Round Mountain
Nevada U.S.A. 89045
Mike Doyle
Directeur général
Téléphone : (775) 377-2366
Télécopieur : (775) 377-3240

Eskay Creek
N° 1 Airport Way
Smithers, (C.-B.)
Canada VOJ 2N0
Gary Biles
Directeur général
Téléphone : (604) 522-9877
Télécopieur : (604) 515-5241

Exploitations Hemlo
C.P. (sac postal) 500
Marathon (Ontario)
Canada POT 2E0
Peter Rowlandson
Directeur général régional
Téléphone : (807) 238-1100
Télécopieur : (807) 238-1050

Mine Holt-McDermott
C.P. 278
Kirkland Lake (Ontario)
Canada P2N 3H7
Brian Grebenc
Directeur de la mine
Téléphone : (705) 567-9251
Télécopieur : (705) 567-6867

Amérique du Sud

Exploitations chiliennes
Av. Pedro de Valdivia 100
Piso II. Providencia
Santiago, Chili
Raymond Threlkeld
Vice-président, Exploitation
et mise en valeur
Chili/Argentine
Téléphone : (56-2) 340-2022
Télécopieur : (56-2) 233-0188

Mine Pierina
Pasaje Los Delfines, 159
3^{er} Piso
Urb. Las Gardenias
Lima 33, Pérou
Igor Gonzales
Vice-président et
directeur général
Téléphone : (51-1) 275-0600
Télécopieur : (51-1) 275-3733

Afrique de l'Est

Mine Bulyanhulu
International House, Level 2
Shaaban Robert Street/
Garden Avenue
P.O. Box 108
Dar es Salaam, Tanzanie
Roy Meade
Vice-président et directeur
général
Téléphone : (255-51) 123-181
Télécopieur : (255-51) 123-180

Australie

Exploitations australiennes
2 Mill Street
10th Floor
Perth, WA 6000 Australie
Gregory Lang
Vice-président,
Exploitations australiennes
Téléphone : (61-8) 9212-5777
Télécopieur : (61-8) 9322-5700

DONNÉES SUR LA SOCIÉTÉ

Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Toronto, Canada

Relations avec les investisseurs

Communiquer avec :
Richard S. Young
Vice-président, Relations
avec les investisseurs
Téléphone : 416-307-7431
Télécopieur : 416-861-0727
Courriel : ryoung@barrick.com

Kathy Sipos
Gérante, Relations avec
les investisseurs
Téléphone : 416-307-7441
Télécopieur : 416-861-0727
Courriel : ksipos@barrick.com

Sandra Grabell
Agente, Relations avec
les investisseurs
Téléphone : 416-307-7440
Télécopieur : 416-861-0727
Courriel : sgrabell@barrick.com

Numéro sans frais au Canada
et aux États-Unis :
1-800-720-7415
Courriel :
investor@barrick.com
Site Web : www.barrick.com

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines des déclarations contenues dans ce rapport, notamment celles concernant la production, les prix de l'or obtenus et les coûts, constituent des « déclarations prospectives » au sens de la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Ces déclarations prospectives portent sur des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats, le rendement et les réalisations réels de Barrick ou du secteur aurifère et les résultats, le rendement et les réalisations explicites ou implicites contenus dans ces déclarations prospectives. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent, entre autres, les fluctuations du prix de l'or ou de certaines autres marchandises et monnaies à l'échelle mondiale et les risques associés à l'activité d'exploration, de mise en valeur et d'exploitation de mines. Ces facteurs sont examinés plus en détail dans les versions les plus récentes de la notice annuelle de Barrick et de l'« Analyse par la direction des résultats financiers et d'exploitation » déposées auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des autorités provinciales canadiennes en matière de valeurs mobilières.



Vous pouvez communiquer avec nous, sans frais,
au Canada et aux États-Unis, au
1-800-720-7415

par courrier électronique : investor@barrick.com

ou consulter notre site Web des relations
avec les investisseurs : www.barrick.com

